

Etudes Marxistes

N°9 – 4^{ème} trimestre 1990

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

I – Présentation (p.2)

II - Sur le mode de production aux Philippines (José Maria Sison) (p.3)

III - Démocratie, droits de l'homme et développement au Congo-Kinshasa (Zaïre) (Ludo Martens) (p.36)

IV - L'avenir du socialisme (Samir Amin) (p.62)

V - La question du Tibet (Christian Deom) (p.74)

VI - Chronique Historique - Révolution et contre-révolution : le cas de la Finlande en 1917-1918 (John Newsinger) (p.87)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

Présentation

Dans cette livraison, Etudes Marxistes publie des contributions d'auteurs du Tiers-Monde, et sur le Tiers-Monde.

Le premier texte de José Maria SISON sur le mode de production aux Philippines est d'intérêt capital pour la compréhension des questions économiques et sociales auxquelles est affronté un pays du Tiers Monde.

Une contribution marxiste à l'étude de la situation au Congo-Kinshasa est proposée par Ludo MARTENS, dans laquelle il analyse notamment les développements récents qu'a connus l'évolution politique de ce pays.

Samir AMIN, le théoricien mondialement célèbre du «développement inégal du capital» fait part, dans ce numéro, de ses réflexions stimulantes sur la question plus que jamais d'actualité de l'avenir du socialisme.

La question, fort débattue aujourd'hui, du Tibet fait également l'objet d'une étude réalisée par Christian DEOM et qui, prenant le contre-pied de sa mise en évidence médiatique, se fonde sur les faits et la méthode éprouvée du matérialisme historique.

Enfin, dans un autre registre, celui des questions historiques, on trouvera également une étude de John NEWSINGER sur une révolution peu connue et étudiée, celle de la Finlande à la fin de la Première Guerre mondiale.

Sur le mode de production aux Philippines

(José Maria Sison)

Peu après que j'aie été relâchée temporairement de détention le 30 mars 1982, beaucoup d'amis et de connaissances à l'académie me demandèrent quels étaient les points de vue de mon mari au sujet de nombreuses questions débattues par eux sur le caractère dominant du mode de production aux Philippines.

La plus importante question en discussion peut être exprimée de cette manière : le régime Marcos soutenu par les Etats-Unis a-t-il mené une politique d'industrialisation et par là changé le caractère semi-féodal rétrograde de l'économie ?

J'ai posé cette question, ainsi que d'autres en rapport, à mon mari. Nous avons eu de longues discussions pendant mes visites hebdomadaires. Je lui apportais les dernières données économiques disponibles ainsi que des analyses et articles de divers points de vue. Je prenais des notes mentales de ses réponses. Chaque fois que je revenais de la prison, je les couchais sur papier.

Il me donna la liberté de les écrire à la condition que je sois fidèle aux idées qu'il exprimait.

Grâce à nos nombreuses années de rapports intellectuels et de recherche en commun (depuis 1959), je me sentais à même de mettre en forme cet article de questions - réponses. Quoiqu'il en soit, de par mes nombreuses obligations (incluant la charge d'enfants et mon engagement public en faveur des prisonniers politiques), je ne pus être en mesure d'en terminer la rédaction finale qu'en juillet 1983. Le manuscrit de la version finale a été discuté par plusieurs amis, dont la plupart sont de brillants économistes et politologues. Ils y apportèrent des commentaires et des suggestions qu'ensuite mon mari et moi discutons et prenions en considération pour arriver à cet article dans sa présente forme.

Cet article tente d'offrir une étude d'ensemble et en profondeur du mode de production dans la ruineuse crise économique actuelle.

Julieta L. Sison

1. Voulez-vous décrire les forces de production aux Philippines ? Autant que possible, présentez le niveau de développement des moyens de production et de la masse des producteurs.

Les forces de production aux Philippines sont encore principalement agraires et non-industrielles. Elles sont retardataires et sous-développées.

Les moyens de production manquent d'une structure en industries de biens de production capitalistes. Il n'y a pas d'industries lourdes et de base, pas d'industries de machines-outils, pas d'industries des métaux de base ni de chimie, pas d'industries techniques qui vont au delà du traitement superficiel ou de la transformation limitée de produits travaillés à l'étranger.

Même les outils manuels sont importés dans une proportion de 85 pourcent, d'après l'économiste Alejandro Lichauco. Le reste de nos outils manuels sont fabriqués localement à partir de métaux importés. L'équipement industriel moderne quel qu'il soit, est importé et payé par les gains provenant de l'exportation de matières premières (principalement agricoles : sucre, noix de coco, bois, etc.) et de plus en plus par les emprunts étrangers.

Les impérialistes américains et leurs grands agents compradores ont ainsi parfaitement réussi à empêcher le pays d'acquérir le type d'équipement qui l'industrialiserait de façon étendue et profonde. Ils ont seulement autorisé quelques industries légères fortement dépendantes de l'équipement importé,

des semi-manufactures et des matières premières. La situation est tragique parce que nous avons une base de ressources naturelles étendue et abondante pour faire fonctionner des industries lourdes et de base.

Sous le régime actuel, même l'industrie légère qui sert le marché domestique a été écrasée. Ce que l'on appelle les industries de substitution d'importations des années cinquante et soixante ont été minées par l'importation de produits finis. Une extension de ce système est la promotion de ce que l'on appelle les industries orientées vers l'exportation, encore plus dépendantes de l'importation et en fait confinées à un traitement simple et à l'emballage, pour la pénétration du marché local, la circonvension des droits de douane et la réexportation.

La promesse faite par Marcos en 1979 de mener à bien onze projets industriels majeurs n'a pas été matérialisée. Depuis le début, il était clair que ces projets n'étaient pas autre chose que des velléités d'industrialisation. Même comme cela, ces projets ont été fortement combattus par ces mêmes intérêts de monopoles étrangers dont Marcos voulait les investissements pour les mettre en oeuvre. Après quatre années, le résultat consiste en un fondeur de cuivre trop coûteux aux capacités limitées à 30 pourcent de la production de minerai du pays. Ce fondeur est sous le contrôle et l'exercice des intérêts japonais qui ont leurs propres fondeurs de cuivre à protéger dans leur pays.

En dépit du slogan du «développement économique», la dictature fasciste n'a pas placé l'économie sur la base de la transformation extensive des matières premières qu'elle produit depuis longtemps pour l'exportation. La masse des exportations philippines reste le sucre brut, le copra, l'huile de noix de coco, le bois, les minerais métalliques, etc. Les produits primaires comptent pour pratiquement la totalité des revenus des produits exportés, dans lesquels les exportations agricoles rentrent pour 80 pourcent au moins.

Les technocrates du gouvernement prétendent que nous gagnons beaucoup de la réexportation de vêtements, d'électroniques et de ce genre de choses. Ce n'est pas vrai. Nous perdons beaucoup avec ces soi-disant exportations manufacturées à cause du coût élevé de l'équipement importé et des matières «premières», de la circonvension des droits de douanes, du prix de transfert, des remises de profit, du rapatriement des capitaux, du service de la dette, des royalties, et de l'infrastructure et des installations spéciales créées pour elles.

La terre cultivée (totalisant 12 millions d'hectares en 1980) est toujours le principal moyen de production du pays. Elle produit les principales denrées alimentaires pour la population et une certaine quantité de matières premières pour la manufacture légère et l'artisanat locaux, aussi bien que l'écrasante masse des produits en surplus pour l'exportation.

L'utilisation de la technologie moderne (dans son principe, importée) est négligeable. C'est toujours les bras

des paysans, les outils manuels, la charrue et les animaux de trait qui travaillent la terre dévolue aux cultures vivrières (principalement le riz et le blé) et aux noix de coco, celles-ci formant respectivement 64,6 et 25,8 pourcent du total des terres agricoles. Dans le contexte philippin, la technologie moderne entraîne la promotion de coûteux inputs agricoles importés (produits chimiques, équipements et installations d'irrigation) qui n'utilisent (dans les années soixante-dix) que quelques centaines de milliers d'hectares.

Le recours à la force animale et aux outils paysans traditionnels est encore largement répandu, même sur les terres consacrées à la canne à sucre, à la banane, à l'ananas et à d'autres nouvelles cultures d'exportation. C'est sur ces terres, qui ne comprennent pas plus de 7 pourcent de la superficie agricole totale, que l'on trouve une utilisation relativement plus importante de tracteurs et de produits chimiques. La terre de la canne à sucre, qui comprend seulement 3,5 pourcent de la terre agricole totale, est toujours travaillée à la main par des paysans et des ouvriers agricoles qui utilisent des outils

manuels, plutôt que par des travailleurs utilisant des moissonneuses-batteuses et d'autres machines agricoles.

Pas plus de 4 pourcent (480.000 hectares) de la superficie agricole totale est cultivée par des tracteurs. Les moissonneuses-batteuses sont encore une exception et constituent une menace explosive dans un contexte d'un travail agricole bon marché et abondant qui ne peut être absorbé ailleurs. Ainsi en cette année 1983, un petit nombre seulement de propriétaires terriens sur quelques milliers d'hectares (moins que 10.000) ont adopté la moissonneuse-batteuse. Dans cette décennie, l'augmentation faramineuse des coûts des inputs importés et la chute des prix des exportations agricoles empêche même l'adoption de la technologie pour l'exportation.

Comment la masse effective des producteurs est-elle constituée? Selon les chiffres de la NEDA, il y aurait 9 millions de paysans et d'ouvriers agricoles formant 52 pourcent de l'emploi ; 2,5 millions d'ouvriers de l'industrie, 14 pourcent ; et 6 millions de travailleurs des services, 34 pourcent en 1979.

Prenons ces chiffres à leur valeur nominale et réinterprétons les. Notons cependant que 1979 a été pour les emplois non agricoles une année bien meilleure qu'aucune autre de la décennie suivante. Des producteurs directs de marchandises, les paysans et les ouvriers agricoles sont 78 pourcent et les ouvriers industriels 22 pourcent. Il y a quatre paysans pour chaque travailleur d'industrie. Si l'on désagrègeait la catégorie des services, la majorité se trouverait être les compléments directs et les pourvoyeurs immédiats de l'agriculture et de la paysannerie. Même dans la construction, l'extraction et l'activité «manufacturière» provinciale, beaucoup de travailleurs non réguliers ont une activité paysanne secondaire.

La plupart des paysans (pauvres et moyens) utilisent les moyens de subsistance supplémentaires suivants : travaux de ferme pour le compte d'autres, pêche, culture forestière et élevage, artisanat, construction ou charpenterie, charriage et petit colportage. Cependant, les travaux agricoles saisonniers sont pour les autres l'occupation secondaire la plus commune et le principal recours de travail supplémentaire dans les campagnes.

La proportion des travailleurs de l'industrie (dans la fabrication, les mines et les carrières, la construction et les activités secondaires) est encore moins frappante qu'il n'y paraît. Seulement 74 pourcent de ces travailleurs se trouvent dans ce que l'on peut appeler le secteur de la fabrication, et à son tour, 70 pourcent des travailleurs de la fabrication sont employés dans de petites fabriques et ateliers de réparation employant moins de dix travailleurs et pouvant ainsi difficilement être considérées comme de véritables entreprises de fabrication.

Une minorité seulement de ce que l'on appelle les travailleurs des services (dans les transports, les communications et le stockage, le commerce, les banques et autres services, incluant le gouvernement, le secteur des loisirs, etc.), sans doute pas plus de 30 pourcent, sont des salariés réguliers. Pour la plupart, ceux-ci sont employés par le gouvernement (un million environ sont des employés civils ou militaires), et par les entreprises multinationales, grandes compradores ou moyennes bourgeoises. La plupart de ceux que l'on classe dans les services sont en fait sous-employés, n'ont pas d'emploi régulier ou sont au chômage mais erronément inscrits comme pleinement employés dans les statistiques de la NED A. Beaucoup sont des aidants inutiles de leur propre famille, des gens de maisons, des colporteurs, des serviteurs, des portiers, des balayeurs de rues, des prostituées et autres, qui ne reçoivent pas de salaire régulier.

Dans les années soixante-dix, la proportion de l'emploi industriel aussi bien qu'agricole s'est rétrécie. L'emploi industriel est passé de 17,6 en 1970 à 14 pourcent en 1979. L'emploi agricole est passé de 59 pourcent en 1970 à 52 pourcent en 1979. L'emploi dans le secteur des services, dans l'intervalle, est apparu avoir augmenté de 23,5 pour-cent en 1970 à 34 pourcent en 1979, absorbant sans doute la diminution de l'emploi dans l'industrie et l'agriculture.

Depuis 1980, le chômage a augmenté par sauts et par bonds, spécialement dans l'industrie et le secteur des services. Le taux de chômage flotte maintenant à plus de 50 pourcent, au moins 25 pourcent au-dessus du taux chronique de 25 pourcent (données établies aussi bien par le Rapport de la mission Bell que par le Rapport Ranis), spécialement si nous prenons en ligne de compte tous les jeunes non scolarisés de dix ans et plus, et les femmes. Un état aggravé de dépression et de chômage afflige l'ensemble de l'économie.

Certains disent que l'économie des Philippines est déjà industrielle plutôt qu'agraire parce que, par exemple, les chiffres du PNB de 1979 montrent que l'agriculture en représente seulement 27,3 pourcent et est dépassée par l'industrie avec 33,1 pourcent et les services avec 39,7 pourcent.

Ces chiffres sont trompeurs. Nous devons prendre en considération le contenu fortement importé de la production des secteurs de l'industrie et des services et l'orientation de la consommation de telles importations, et l'absence de développement industriel. La valeur brute du rendement du secteur des services est gonflé, ce secteur de l'économie est aussi le plus dépendant des importations bien qu'il ne produise pas de marchandises. La valeur brute du rendement de l'agriculture tend à être sous-évaluée parce que la plus grande partie du produit agricole reste chez les paysans pour leur subsistance et leurs besoins et n'atteint pas le marché. Pour des raisons de prix de transfert, les multinationales étrangères et les grands compradores surévaluent fortement leurs importations manufacturées et sous-évaluent leurs exportations de matières premières.

Dans leur tentative de maintenir l'illusion du développement industriel, les technocrates gouvernementaux surestiment constamment le PNB entier, survalorisant le rendement brut des secteurs de l'industrie et des services. Même le FMI fut scandalisé par la revendication de la NEDA (Autorité Nationale du Développement Economique) d'avoir un taux de croissance de 4,9 pourcent en 1982, et lui ordonna de diminuer ses chiffres à un niveau plus crédible. Le chiffre fut finalement abaissé à 2,6 pourcent. Même ceci est hautement suspect à bien des égards.

On suppose, selon le Premier Ministre Virata, que le PNB philippin est dépendant de l'échange extérieur dans une mesure de 40 pourcent. Ainsi, le PNB doit être contracté autant que diminuent les recettes d'exportation primaire, les emprunts extérieurs et les autres recettes d'exportation. Que le PNB augmente ou diminue, cela ne signifie pas un développement quelconque de la base industrielle du pays. Dans une grande mesure, il reflète les dépenses croissantes pour des produits manufacturés importés, un revenu d'exportation primaire décroissant et un poids de la dette en augmentation.

2. Voulez-vous décrire les rapports de production ? Autant que faire se peut, présentez les classes socio-économiques en tant qu'elles sont déterminées par la propriété des moyens de production, la position dans l'organisation de la production, et les méthodes d'appropriation du produit. Voulez-vous mettre en évidence la classe la plus dominante, qui dicte sa loi sur l'ensemble des rapports de production? Je pense que vous pouvez appliquer sur l'ensemble du mode de production le terme que vous utilisez pour vous référer au caractère dominant des rapports de production. Est-ce féodal, semi-féodal, semi-capitaliste, en transition vers le capitalisme ou déjà capitaliste ? Expliquez pourquoi vous n'utilisez pas les autres termes que celui choisi.

Sous les auspices de l'impérialisme américain, la grande bourgeoisie comprador est devenue la classe la plus dominante aux Philippines. Elle est le porte-drapeau des rapports de production semi-féodaux dominants. En collaboration avec les monopoles étrangers, elle est aux commandes d'un système de marchandises qui est principalement et essentiellement déterminé par l'échange inégal des exportations de matières premières et des importations de biens manufacturés; et cela offre à la production des matières premières pour l'exportation la plus grande importance stratégique.

La grande bourgeoisie comprador a remplacé la classe des propriétaires terriens comme classe exploiteuse numéro 1 dans les Philippines du XXème siècle. Certainement, les rapports de production

dominants ne peuvent plus être appelés féodaux; bien que le féodalisme est encore un fait important et largement répandu. Dans un certain sens, nous pouvons parler d'une domination étrangère et féodale. Mais nous utilisons le terme semi-féodal autant pour décrire le caractère général et fondamental des rapports de production et pour mettre l'accent sur le rôle stratégique de la grande bourgeoisie compradore.

Nous ne pouvons pas appeler capitalistes les rapports de production dominants parce que c'est la grande bourgeoisie compradore plutôt que la bourgeoisie industrielle nationale qui possède sur eux l'hégémonie. En effet, la grande bourgeoisie commerçante semi-féodale en combinaison avec l'impérialisme américain et le féodalisme empêche le développement industriel capitaliste sous l'égide de la bourgeoisie nationale.

Mais pourquoi utiliser le terme semi-féodal plutôt que semi-capitaliste ou en transition vers le capitalisme? Le terme semi-féodal souligne le fait que, autant que le système de production local est concerné, la grande bourgeoisie compradore est plus liée historiquement et généralement au féodalisme qu'au développement capitaliste industriel, lequel est bloqué, aussi loin que l'économie reste un apanage de l'impérialisme américain et continue à se situer dans l'orbite du système capitaliste mondial.

Semi-féodalisme peut être utilisé en un double sens : 1. pour résumer une économie qui est enchaînée par deux forces moribondes - l'impérialisme et le féodalisme ; et 2. pour se référer à la domination de la grande bourgeoisie compradore et au type de production qu'elle promeut (d'abord des matières premières pour l'exportation).

Des termes tels que «semi-capitaliste» ou «en transition vers le capitalisme» occultent la persistance du féodalisme et la position dominante du semi-féodalisme, aussi bien que les tâches fondamentales anti-impérialistes et anti-féodales de la révolution nationale démocratique à l'époque de l'impérialisme moderne et de la révolution prolétarienne. Les Philippines ne sont pas du tout en voie de devenir pleinement capitalistes. Aucune illusion ne peut être entretenue à ce propos. La bourgeoisie nationale est enchaînée par l'impérialisme américain, et par la grande bourgeoisie compradore et la classe des propriétaires terriens. Elle ne peut être libérée qu'ensemble avec les masses fondamentales du peuple.

Regardons de plus près la grande bourgeoisie compradore. Elle est le principal agent commercial et financier des Etats-Unis et des autres sociétés transnationales. Au sein des classes exploiteuses locales, elle possède et contrôle les mécanismes commerciaux, financiers et autres les plus importants de ce que l'on appelle le secteur des services, qui ne sont pas les auxiliaires directs des sociétés étrangères. D'après une étude faite par Doherty, environ soixante grandes familles compradores contrôlent la majorité des grandes banques et de ce que l'on appelle les institutions d'investissement. Celles-ci sont toutes essentiellement des banques marchandes.

A travers les transactions d'import-export et les opérations de prêts, la grande bourgeoisie compradore amasse la richesse sous forme de profits commerciaux et d'intérêts, et draine vers elle la plus grande concentration de capitaux venant de la plus-value produite dans le pays. Avec les firmes multinationales, les firmes des grands compradores donnent les plus hauts salaires à leurs employés en «col blanc». Mais les profits sont très élevés et le taux d'exploitation est de fait le plus élevé. Les profits ne sont pas seulement tirés de la productivité des employés mais de l'ensemble du système de production et de distribution dans le pays.

Les opérations d'import-export de la grande bourgeoisie compradore, en ce compris la vente de biens importés à des petits marchands, est un phénomène semi-féodal plus que capitaliste: un phénomène plus mercantile qu'industriel.

La grande bourgeoisie compradore et la classe des propriétaires terriens sont de proches alliés. Beaucoup de grands compradores sont aussi de grands propriétaires de terres. Ainsi, il est approprié de

parler alternativement de la classe des grands compradores-propriétaires terriens. Cette classe possède de vastes plantations. Celles-ci sont après tout la source principale des exportations de matières premières. Les grands compradores s'assurent ainsi une base sûre d'approvisionnement et une source d'échange extérieur. Ils ont été responsables de la pratique semi-féodale de location de journaliers à très bas salaires dans les plantations de sucre et de noix de coco. Mais ils possèdent également des terres sur lesquelles ils exploitent un grand nombre de fermiers en percevant la rente foncière.

Bien sûr, les grands compradores ont de forts intérêts dans les entreprises qui traitent le sucre et la noix de coco, et dans d'autres grandes sources semblables d'exploitation comme certaines entreprises de transformations légères parmi les plus grandes et les plus profitables. Mais de la façon la plus caractéristique, ils suivent les monopoles étrangers en s'opposant à l'industrialisation nationale et au développement d'une économie équilibrée.

Ce n'est que de mauvaise grâce et sous la pression d'une forte demande populaire et bourgeoise nationale pour l'industrialisation du pays qu'ils concèdent parfois plus d'attention à des entreprises de fabrication légère dépendantes de l'importation. Et ils contrôlent les capitaux importés et les entreprises les plus profitables. Ils donnent même au secteur industriel de l'économie un caractère féodal en empêchant l'installation à large échelle d'industries lourdes et de base.

Par leur position avantageuse, ils peuvent donner à leurs travailleurs de plus hauts salaires que la bourgeoisie nationale. Mais le taux d'exploitation est bien plus élevé dans leurs entreprises parce que les profits, en rapport avec les salaires, sont bien plus élevés. Quoiqu'il en soit, par rapport aux travailleurs des pays capitalistes, les salaires de leurs ouvriers sont de loin plus bas. Le retard féodal ambiant fait naître une grande armée de réserve de travail, la source d'une force de travail bon marché pour les grandes entreprises compradores.

Plus que toute autre classe exploiteuse, les grands compradores contrôlent et utilisent l'Etat comme source de privilèges économiques et comme client important. Les hauts fonctionnaires du gouvernement utilisent aussi leurs fonctions publiques pour s'insérer dans les opérations des grands compradores. Ces grands bureaucrates capitalistes sont essentiellement de grands compradores. Avec la protection de l'Etat fasciste ils tendent à monopoliser les contrats importants et à accumuler rapidement la terre. Mais ils restent dans les limites de la classe des grands compradores et du système semi-féodal.

Il est juste de concentrer l'attaque sur les multinationales américaines, mais erroné de négliger les grands compradores, spécialement les compradores fascistes. La plupart des transactions d'import-export passe par les grands compradores. Même Westinghouse doit passer par la médiation de Disini et de Marcos pour vendre du matériel nucléaire au gouvernement philippin. C'est une pratique courante d'utiliser les grandes entreprises compradores locales. Les exportateurs et les importateurs philippins de quelque dimension qu'ils soient utilisent les banques des grands compradores.

La classe des propriétaires fonciers est toujours la classe dominante dans les campagnes des Philippines. Elle est le support classique des rapports de production féodaux qui y persistent. De la façon la plus évidente, elle possède de vastes étendues de terre et perçoit la rente sur les lopins assignés à la grande masse des fermiers. Pour augmenter encore la plus-value qu'elle extrait, elle utilise d'autres méthodes d'exploitation, comme la location d'ouvriers agricoles, l'usure, les opérations marchandes, la location du matériel agricole et des animaux de trait, etc., qui peuvent être appelées des formes semi-féodales d'exploitation.

L'étendue de l'exploitation des grands propriétaires fonciers n'inclut pas seulement les fermiers mais aussi les paysans propriétaires pauvres et moyens et leurs ouvriers agricoles. Ainsi, la contradiction économique n'oppose pas seulement les propriétaires terriens et les fermiers, mais les propriétaires terriens (ancien et nouveau style) d'une part, et les paysans (pauvres et moyens) et les ouvriers agricoles d'autre part. Les méthodes semi-féodales d'exploitation accroissent la propriété féodale et les

méthodes d'exploitation dont elles procèdent. Il y a ainsi un rapport circulaire entre le féodal et le semi-féodal, en l'absence d'un développement industriel capitaliste ou socialiste.

Les propriétaires terriens d'ancien style qui perçoivent la rente des fermiers sont bien plus nombreux et possèdent bien plus de terres que les propriétaires de nouveau style qui louent les ouvriers agricoles. Le féodalisme est un fait indubitable même si nous estimons au bas mot que 40 pourcent de toutes les fermes philippines sont louées.

En l'absence d'une réforme agraire véritable (à l'exception de la réduction de la rente courante et de la campagne anti-usure du mouvement révolutionnaire), prétendre que le taux de location a diminué à 39 pourcent en 1971 est absolument incroyable. Il n'y a eu aucun développement quel qu'il soit pour réduire les 52 pourcent estimés en 1964. Ce chiffre devrait être bien plus élevé maintenant, car les quelques ventes signalées de terres aux fermiers depuis lors ont été de loin devancées par l'accumulation de terres par les propriétaires terriens, spécialement sous la dictature fasciste - sans tenir compte de ses grandes prétentions de réforme agraire. Une étude de Ernesto M. Valencia met en évidence que les estimations des taux de location par des chercheurs vont de 40 pourcent de toutes les fermes en 1979 (Aguirre) à 90 pourcent sur la base d'un échantillon de 14 provinces en 1972 (Ferguson).

La classe des propriétaires fonciers incluant ceux de l'ancien style (dont tous ne sont pas de grands compradores) rassemblait d'abord la somme la plus élevée de plus-value de l'ensemble du pays. Ensuite, parce que les propriétaires fonciers sont extrêmement dépendant des fabrications importées, une grande partie de la plus-value produite est cédée à la grande bourgeoisie compradore et se transforme en capital pour les opérations d'import-export. Plus avant encore, les impérialistes empochent leur part propre de la plus-value. Dans ce schéma, les propriétaires terriens sont subordonnés à la grande bourgeoisie compradore.

Des éléments semi-féodaux comme les propriétaires terriens de nouveau style, les paysans riches (la bourgeoisie rurale), les usuriers marchands et ceux qui louent le matériel agricole sont toujours soumis aux conditions féodales dans les régions rurales. Ils sont incités à utiliser leur revenus de plus-value pour acquérir plus de terres et ne répugnent pas à avoir des fermiers. Les possibilités pour mener des investissements non-agricoles sont extrêmement limitées. Ainsi, les nouvelles familles de propriétaires terriens remplacent plus qu'en suffisance les anciennes en voie de désintégration.

La plupart des nouveaux propriétaires fonciers sont des héritiers féodaux de terres. Un grand nombre d'entre eux confisquent aussi des terres dans les régions frontalières aux dépens des paysans pauvres. L'appropriation de la terre (même de la plus mauvaise terre) autorise la rente foncière absolue, et la rente différentielle n'est prise en considération qu'après cet acte féodal. Aucun propriétaire foncier n'autorise l'utilisation de sa terre sans le paiement de la rente. L'exaction de la rente foncière absolue est un fait de droit féodal fondé sur le monopole de la terre par les propriétaires fonciers.

Les paysans riches et la bourgeoisie rurale ne s'avancent pas sur la «voie royale» du procès de développement capitaliste. Ils restent tels quels où se transforment en propriétaires fonciers remplaçant les vieilles familles dont les héritiers fragmentent et/ou vendent leurs terres.

Le nombre d'ouvriers agricoles augmente parce que l'accumulation de terres par les plus grands propriétaires devance l'expansion de la terre cultivée et parce que le système marchand détruit l'échange traditionnel et le système d'aide mutuelle des paysans. Le capitalisme agraire et la mécanisation des fermes sont encore des facteurs mineurs. Dans l'ensemble, le pays n'est pas encore au stade de développement dans lequel les fermes capitalistes en succession rapide convertissent les paysans en ouvriers agricoles et, partant, les éliminent ou réduisent leur rôle par la mécanisation agricole.

La plupart des ouvriers agricoles sont encore des paysans pauvres. Ils viennent des familles de fermiers pauvres ou de cultivateurs propriétaires qui comblent leurs déficits en vendant leur force de travail. Dans la plupart des cas, ceux qui louent des ouvriers agricoles réclament d'eux qu'il apportent leurs propres outils manuels. Quoiqu'il en soit, le nombre croissant d'ouvriers agricoles entre en conflit avec le nombre moindre d'emplois agraires et une moindre quantité de revenus, spécialement à cause de la concentration des récoltes d'exportation, des coûts prohibitifs et des risques de réinstallation. Les sociétés agroalimentaires des propriétaires fonciers et les étrangères dépossèdent rapidement les pauvres paysans établis dans les marchés.

Il y a au moins trois catégories d'ouvriers agricoles : 1. ceux qui sont toujours des paysans pauvres et la couche inférieure des paysans moyens possédant ou affermant de petits lopins, qui possèdent quelques outils simples mais vendent une part de leur force de travail comme ouvriers saisonniers ; 2. ceux qui ont été dépossédés de leurs outils et de leur terre et qui, complètement ou principalement, vendent leur force de travail ; et 3. ceux qui sont en transition vers le chômage complet et la pire forme de paupérisation, et qui doivent en conséquence émigrer vers les régions urbaines pour des travaux marginaux.

La troisième catégorie a considérablement augmenté sous le régime Marcos soutenu par les Etats-Unis. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe au XV^{ème} et XVI^{ème} siècles quand la phase manufacturière du capitalisme se développa pour transformer les surplus de travail en plus-value, l'entreprise manufacturière aux Philippines a même chuté depuis 1970 et est incapable d'absorber le surplus de travail croissant. L'augmentation du nombre de travailleurs agricoles sans terre conduit à la révolution et au vagabondage plutôt qu'à un développement capitaliste complet.

Si les Philippines étaient sur le chemin du développement capitaliste industriel, la bourgeoisie pourrait en être le support classique. Mais le fait est qu'elle est subordonnée tant à la grande bourgeoisie compradore qu'à la classe des propriétaires terriens dans une économie semi-féodale ; et la plus grande part de la plus-value produite se retrouve dans les mains de ces deux classes.

Aujourd'hui, les entrepreneurs moyens forment le noyau de la bourgeoisie nationale. Ils possèdent et dirigent les entreprises manufacturières légères. Certaines de ces entreprises s'inscrivent dans le processus principal des matières premières locales et constituent une base stable de la classe. D'autres entreprises sont dépendantes des capitaux importés et sont plus vulnérables aux mesures monopolistes étrangères.

La bourgeoisie nationale est, à des degrés divers, dépendante de l'équipement importé, des produits manufacturés et semi-manufactures aussi bien que des matières premières, spécialement le combustible. De telles entreprises, comme celles promues dans les années cinquante ont été soumises à une dure attaque menée à partir du système de pseudo-développement du «développement orienté vers l'exportation», de la libéralisation des importations (réductions et déplacements des droits de douanes et autres restrictions sur les importations de biens manufacturés et semi-manufactures), de la dévaluation, de la lourde taxation et d'autres politiques de ce type dictées par les monopoles étrangers et les grands compradores fascistes.

Ainsi qu'il se doit, les entrepreneurs locaux qui manufacturaient déjà certains produits tendent à protéger ces produits. Les plus progressistes et ambitieux d'entre eux veulent une industrialisation nationale complète. Mais il faut plus que l'esprit d'entreprise pour protéger les produits locaux et faire avancer l'industrialisation locale. Se débarrasser de l'ensemble des relations de la production semi-féodale implique la nationalisation du pouvoir politique.

La bourgeoisie nationale tire son profit en extrayant la plus-value de la masse de ses travailleurs. Il y a une contradiction entre ces deux classes. Mais elles peuvent s'unir pour s'opposer au capitalisme monopoliste étranger. La bourgeoisie nationale peut s'allier aux ouvriers, aux paysans et à la petite-bourgeoisie urbaine pour en finir avec la domination étrangère et féodale et accomplir une révolution nationale démocratique.

Le fait que les paysans et les ouvriers agricoles continuent à être la majorité des producteurs directs et que les ouvriers industriels sont une minorité qui se réduit encore, montre que l'économie des Philippines est loin d'être capitaliste. Si la bourgeoisie nationale plutôt que la grande bourgeoisie compradore était la classe dominante, le prolétariat industriel moderne serait en expansion et finirait par constituer la majorité des producteurs directs. Il devrait alors tendre à une révolution socialiste plutôt qu'à une révolution nationale démocratique. En tout cas, le prolétariat industriel moderne est la force productive la plus avancée et le porteur de l'idéologie qui guide la révolution philippine.

C'est seulement dans un sens large et vague que nous pouvons parler d'une vaste classe ouvrière en prenant en bloc tous les salariés, comme les travailleurs industriels, agricoles et des services. Dans le travail syndical, par exemple, nous ne nous limitons pas aux travailleurs industriels. Mais ils sont certainement le noyau de l'ensemble du mouvement syndical. Dans l'analyse du mode de production, nous pourrions distinguer le prolétariat industriel moderne du reste des salariés si nous avions la possibilité de mesurer correctement l'étendue du développement capitaliste.

Jusqu'ici, la petite bourgeoisie n'a pas encore été discutée. La petite bourgeoisie urbaine comprend les petits entrepreneurs, les petits marchands et l'ensemble des hommes de métier et techniciens indépendants ou salariés. La plupart d'entre eux sont employés par le gouvernement réactionnaire et les entreprises impérialistes, grandes compradores et moyennes bourgeoises.

La petite bourgeoisie urbaine est la couche la plus basse de la bourgeoisie. En général, elle reçoit un revenu plus élevé et jouit d'une vie plus confortable que les masses exploitées. Elle peut envoyer ses enfants à l'école et recevoir une formation professionnelle et technique sous une idéologie pro-impérialiste et grande compradore. Mais par l'approfondissement de la crise de l'économie semi-féodale, elle se trouve de plus en plus exploitée et est attirée par le mouvement révolutionnaire des masses exploitées.

Parmi les économistes réactionnaires, il est de pratique courante de diviser le PNB par la population et de parler de revenu par tête d'habitant. C'est une pure abstraction qui obscurcit le fait qu'un petit nombre seulement s'approprie la plus-value produite dans la société et que le reste reçoit un revenu de subsistance. Le PNB inclut les surprofits des entreprises multinationales; les profits et les intérêts de la grande bourgeoisie nationale ainsi que la rente perçue par la classe des propriétaires terriens. Normalement, quelque 8 pourcent seulement de la population locale reçoivent des salaires, des rémunérations et un profit assez grand pour leur permettre de jouir d'une vie confortable. Ce qui est laissé pour les quelque 90 pourcent du peuple, à diviser en forme de salaires et de parts de récolte, est si petit qu'ils connaissent une vie de besoins et de misère.

3. En quoi consiste ce soi-disant projet de développement du régime proaméricain de Marcos ? A-t-il quelque chose à voir avec l'industrialisation? Certains insistent sur le fait que les Etats-Unis ont industrialisé les Philippines depuis 1970 et même avant. Voulez-vous discuter cela ?

Le développement est un terme dont abusent beaucoup les impérialistes et les réactionnaires locaux. Cela nécessite une clarification. Développement économique à proprement parler signifie développement industriel pour un pays qui est sous-développé, agraire et semi-féodal.

L'industrialisation est le moteur et le facteur dirigeant du développement économique. Elle doit être accompagnée d'une réforme agraire véritable ou d'une révolution agraire pour éliminer de la terre les obstacles féodaux et semi-féodaux, pour libérer la plus-value appropriée par les propriétaires terriens et les grands compradores, développer l'agriculture comme source d'alimentation et de matières premières, et créer un grand marché domestique principalement parmi la paysannerie et la classe ouvrière en croissance. Ce doit être un développement large et équilibré d'industries lourdes, d'industries légères et d'agriculture.

Dans ce sens, les impérialistes américains n'ont pas de projet de développement pour les Philippines. Ce qu'ils ont est un pseudo-projet de développement qui oppose l'industrialisation et la véritable réforme agraire, et aggrave le sous-développement de l'économie des Philippines. Le principal résultat de la politique américaine a été de surcharger le pays d'emprunts étrangers et d'y investir directement de sorte que cela facilite la vente par les Etats-Unis de leurs achats de matières premières à des prix en diminution.

Si nous reprenons la politique économique américaine telle qu'elle est décrite à travers les rapports et les recommandations du Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale depuis le début des années soixante (quand les Etats-Unis décidaient d'utiliser la banque américaine d'Export-Import et leurs missions économiques comme canaux indirects de la politique économique qu'ils voulaient dicter), nous découvrons que la ligne de conduite imposée au gouvernement philippin a toujours été le «développement orienté vers l'exportation» et l'opposition à la revendication d'une industrialisation nationale.

Le «développement orienté vers l'exportation» a signifié avant tout la promotion de la production de matières premières pour l'exportation et son équipement en infrastructures, en matières agricoles, de transport, de stockage et autres facilités. Pour compléter ceci, la production alimentaire a été également promue. Et augmenter la productivité agricole par des capitaux importés est considéré comme bien plus important que la réforme agraire. Les Etats-Unis, le Japon et les autres pays capitalistes fournissent l'approvisionnement pour la production et des biens manufacturés pour la consommation.

Le début des années soixante fut une période pendant laquelle les Etats-Unis s'attaquèrent aux entreprises de fabrication légère détenues par des Philippins et à la revendication d'industrialisation de la bourgeoisie nationale et du peuple. Le contrôle des importations et du commerce extérieur qui avait favorisé et stimulé la croissance des entreprises de fabrication légère pendant les années cinquante a été démantelé. La détaxation fut l'acte décisif pour abattre ce que les impérialistes américains considéraient être de l'outrecuidance de la part de l'élite philippine.

Le début des années soixante fut ainsi une période pendant laquelle les Etats-Unis offrirent quelques facilités au Japon et à d'autres pays capitalistes dans les Philippines et dans les autres marchés asiatiques. Ainsi, pour surveiller le partage du marché, la Banque Mondiale devint plus active dans cette partie du monde et la Banque Asiatique de Développement fut créée. Les pays capitalistes dévastés dans la Deuxième Guerre mondiale avait commencé à «déborder» avec leur production industrielle. On pensa que le marché philippin pour les fabrication étrangères s'étendrait en même temps que le pays mettrait en oeuvre des programmes de construction d'infrastructures et accroîtrait sa capacité de production de matières premières.

On s'attendait à ce que les entreprises dépendantes de l'importation dépérissent et que la protection des droits de douanes soit graduellement réduite et ensuite levée. Les fabrications importées balayeraient ce que l'on appelle les entreprises de substitution d'importation, ou bien ces entreprises seraient absorbées dans des «joint-ventures» contrôlés par les sociétés multinationales. Quoiqu'il en soit, la bourgeoisie nationale, à travers ses porte-parole nationalistes au Congrès et dans la presse se montrèrent pour un temps avoir du caractère, non seulement en résistant à l'annihilation économique complète mais aussi en empêchant la promulgation d'une loi d'investissement étranger favorable aux Etats-Unis.

Bien que le Président Macapagal ait rendu aux Etats-Unis un bon service en ouvrant la voie à une détaxation totale en 1962, il aurait été ensuite écarté pour n'avoir pas pu mener à bien une loi d'investissement. A cette époque, les Etats-Unis étaient anxieux d'empêcher, pendant une décennie entière, la conclusion de l'amendement sur la parité et l'accord Laurel-Langley en 1974. Ainsi, Marcos aurait reçu la bénédiction pour son remplacement. Et dans la deuxième moitié des années soixante, il

fut à même de promulguer les lois sur les stimulants aux investissements et sur les zones de transformations pour l'exportation.

Un relevé des formes d'investissements effectués par les Etats-Unis et les autres entreprises étrangères à n'importe quel moment depuis le début des années soixante jusqu'à maintenant montrerait qu'ils l'ont été dans le commerce, les banques, les fabrications dépendantes de l'importation, les mines, l'exploration pétrolière et l'agriculture. Il n'y a pas eu de création d'entreprises lourdes et de base qui auraient pu développer significativement l'industrialisation locale. Même le projet de Macapagal d'une aciérie intégrée à Iligan a été saboté par les créanciers étrangers japonais, spécialement ceux qui ont des intérêts dans l'acier, et par la présente administration.

Des entreprises orientées vers l'exportation étaient prévues dans la fin des années soixante avec le projet d'installation de la zone de transformation pour l'exportation de Bataan (BEPZ) et le Programme progressif de fabrication automobile (PCMP) ou le programme d'assemblage automobile. Le PCMP était la pièce centrale de cette tentative supposée d'industrialisation.

Avec l'échec manifeste du programme d'assemblage automobile à la fin des années soixante-dix, ce fut au tour de la fabrication de produits finis dans l'électronique et dans la confection à être poussée à l'avant-plan. Depuis la fin des années soixante, ce que l'on appelle la fabrication tournée vers l'exportation a été présentée comme le fer de lance de l'industrialisation. La fabrication tournée vers l'exportation est un terme sujet à caution. Il suggère que les Philippines transforment des surplus pour l'exportation. Et Marcos et ses technocrates osent prétendre que les exportations manufacturées deviennent les plus importants revenus de l'exportation. Mais en fait, comme il a été montré précédemment, celles-ci sont des réexportations qui ne produisent aucun revenu en dollars pour le pays, si l'on prend en ligne de compte le coût élevé des matières premières importées et de l'équipement, le prix de transfert, les remises de profit, les exceptions douanières et le coût élevé de la construction des infrastructures dans les zones de transformations pour l'exportation.

Le programme de «fabrication automobile» est sans doute la pire des «fabrications tournées vers l'exportation». Il a seulement été un projet d'importations de pièces démontées et de voitures complètement assemblées pour tourner les barrières douanières, et pour vendre des voitures dans l'ensemble du pays, principalement aux administrations gouvernementales et aux entreprises privées qui ont largement utilisé les emprunts étrangers, autant qu'aux militaires qui ont reçu la part du lion des affectations gouvernementales et pompé une large part des emprunts étrangers déversés dans le pays.

Les «entreprises orientées vers l'exportation» sont extrêmement dépendantes de l'équipement importé, des produits finis, semi-manufactures et des matières premières. Elles sont simplement un élément de la reproduction de la structure de base des échanges des matières premières philippines avec les entreprises manufacturières étrangères. Une très grande part des produits de ces pseudo-entreprises de transformation est en fait vendue sur le marché philippin bien au delà des limites fixées par les règlements officiels.

Les Philippines ont été fortement dépendantes de l'exportation des matières premières dont les prix ont été constamment dépréciés pendant que les prix des transformations importées se sont élevés. Cela a amené un énorme emprunt (de deux milliards de dollars en 1972 à 25 milliards en 1983), afin de rendre possible l'importation de biens de consommation et d'approvisionnement de la transformation légère ; et pour soutenir un programme de dépenses publiques folles à des fins non-industrielles : des routes, des ponts, des ports et des digues, des constructions militaires, du matériel nucléaire, géothermique et hydroélectrique, des complexes culturels, des hôtels de luxe et autres installations touristiques, etc.

C'était la mise en application de la notion néo-keynésienne de la Banque Mondiale sous McNamara, selon laquelle les emprunts des pays en développement et sous-développés comme les Philippines pourraient renflouer les pays capitalistes en récession.

En effet, ces pays ont été à même de vendre de nombreux équipements de construction et des aciéries, du matériel énergétique, des voitures, bateaux et avions, des ordinateurs et autres équipements de bureau, des appareils ménagers, des équipements agricoles et chimiques, de l'armement, etc. Les sociétés multinationales, les bureaucrates capitalistes et les autres grands compradores ont ainsi créé le désastre. Les Philippines sont exténuées par l'inflation et la dépression de leurs exportations. Elles ne peuvent pas payer leurs dettes extérieures sinon en s'exposant à des dettes supplémentaires.

Qu'est-il advenu du «développement orienté vers l'exportation» ? Le pays est devenu toujours plus dépendant des importations manufacturées. Le déficit du commerce extérieur des Philippines a continué à augmenter. Le déficit commercial en 1982 était de 2,8 milliards de dollars, le déficit de la balance des paiements de 1,135 milliard. Le sous-développement de l'économie philippine a encore été aggravé. Le déficit commercial de 1983 est de 1,736 milliard de dollars, celui de la balance des paiements de 2,734 milliards. De 1972 à 1983, les Philippines ont accumulé un déficit commercial total de 16 milliards de dollars.

En 1979, Marcos menaçait de lancer onze grands projets industriels et reconnaissait le manque d'industrialisation sous son gouvernement. Après quatre années, il n'en a réalisé qu'un seul - une fonderie de cuivre - de capacité limitée, sur-tarifé à travers la médiation corruptrice des bureaucrates capitalistes et, le pire de tout, contrôlé par les intérêts japonais qui ont à protéger leur propres fonderies de cuivre nationales. La fonderie de cuivre est un projet industriel symbolique qui ne peut pas changer le caractère de l'économie et subira probablement le même sort que le projet d'aciérie à Iligan de Macapagal dans les années soixante.

En tout cas, le «cartel» FMI-Banque Mondiale a déjà enjoint Marcos d'arrêter de parler de projets industriels majeurs et d'en rester à l'artifice du «développement rural» comme celui du Kilusang Kabuhayan at Kaunlaran (KKK). Il y a toujours eu des fonds pour une infrastructure capitaliste intensive et des projets énergétiques, mais pas pour des projets industriels. Le manque de capitaux est un argument contre l'industrialisation et, en même temps, pour laisser les investisseurs étrangers dans les zones de profit élevé et rapide de l'économie.

Les réactionnaires ne mènent pas à bien une véritable réforme agraire qui peut accroître le marché domestique, mais ils utilisent le marché limité comme argument contre l'industrialisation. Ils prononcent des discours sur la nécessité d'un transfert de technologie, mais c'est seulement pour justifier les privilèges des investisseurs étrangers de détenir des entreprises dans le pays sur base du fait qu'ils détiennent la technologie (en ce compris la technologie la plus banale et même la simple apposition de la marque de fabrique).

Il y a aussi beaucoup de beaux discours contre le protectionnisme, en concordance avec les manuels américains. Mais le but est de rendre acceptable la libéralisation des importations pendant que les exportations philippines sont sujettes à des mesures protectionnistes aux Etats-Unis et dans les autres pays capitalistes. Marcos et les technocrates sont capables de dire n'importe quoi dans les forums ou les négociations, sauf à affirmer la souveraineté économique et la détermination du peuple philippin à accomplir son développement industriel.

Après tant de discours sur la «banque universelle» liée à l'industrialisation, il apparut que ceux-ci étaient simplement un stratagème pour que les compagnies complices pillent plus encore l'Etat et les banques privées et se transforment ainsi elles-mêmes en leur percepteur. Avec la Banque Nationale des Philippines et la Banque de Développement des Philippines, la Compagnie Nationale de Développement qui est censée avoir en charge les projets industriels est débordée par des compagnies complices en faillite.

Les Philippines ne peuvent obtenir des emprunts supplémentaires qu'à des conditions de plus en plus onéreuses et sombrer plus profondément dans le piège de la dette. Les maux fondamentaux de l'économie deviennent ainsi de plus en plus évidents. Les Philippines sont obligées d'exercer des contraintes fiscales, de libéraliser les importations de biens manufacturés, de diminuer le peso, etc. La crise de surproduction dans le système capitaliste mondial a démasqué de façon croissante la ligne américaine conséquente d'anti-industrialisation pour les Philippines.

4. Quelle est le motif de la réforme agraire ? Dans quelle mesure concerne-t-elle le problème de la terre ?

Les «Ibon Facts et Figures» (n°75) montrent que seulement 1.684 fermiers sur 1.538 hectares de riz et de blé ont payé complètement leur terre et obtenu les titres de propriété dans le cadre de la «réforme agraire» de Marcos à la fin de 1980. Le nombre de fermiers devenus cultivateurs propriétaires est seulement de 0,04 pourcent du nombre total estimé des fermiers de toutes les terres cultivables et 0,05 de tous les fermiers dans le cadre de la soi-disant «Opération de transfert des terres» (OLT). Ce nombre insignifiant de propriétaires qui ont amorti totalement leurs terres consiste principalement en ceux qui ne sont pas des fermiers à temps plein ou qui ont des sources de revenus autres que leur ferme, telles que le travail étranger et urbain de quelques membres de leur famille.

Le plus drôle est qu'il faudra à Marcos deux millénaires pour émanciper tous les bénéficiaires de l'OLT envisagée sur les terres à riz et à blé. Et encore, le problème de la terre dans le reste du pays sera devenu plus grave. Bien sûr, cette vue de l'esprit néglige le fait qu'il y a un mouvement révolutionnaire croissant dans tout le pays.

Pour 1980, il y avait 113.704 fermiers sur 184.189 hectares de riz et de blé qui étaient supposés être devenus des «propriétaires par amortissement», c'est-à-dire qui ont commencé à payer pour leur terre en vertu d'un plan d'installation de 15 ans. Ces fermiers constituent un petit deux pourcent du nombre de fermiers de toutes les terres arables ; et 28 pourcent de tous les fermiers qui recoururent au crédit pour se convertir en «propriétaires par amortissement». La terre qui a été amortie est de 1,5 pourcent de toutes les terres cultivables, 2,7 pourcent de toutes les terres à riz et à blé, et de 25 pourcent de l'ensemble des terres à riz et à blé créditées pour expropriation par la Banque agraire.

Pour 1980, également, plus de 80 pourcent des «propriétaires par amortissement» firent défaut pour 80 pour-cent de la somme totale des paiements dus. Les manquements sont dus au prix élevé de la terre (qui n'est pas moindre que le prix du marché courant et est souvent basé sur des chiffres de production gonflés), aux dettes passées et courantes, aux diverses exactions telles celles pratiquées sous les Samahang Nasyon et Masagana 99, les carences des récoltes, les coûts de production et de subsistance en augmentation, et la politique gouvernementale de compression des prix des produits agricoles. Les fermiers, en ce inclus les «propriétaires par amortissement», vendent maintenant leurs droits de location à cause de leur endettement vis-à-vis des usuriers.

Une façon d'évaluer le poids colossal des «réalisations» de Marcos dans la réforme agraire est de comparer les 1.684 fermiers sur 1.538 hectares (0,9 hectare par fermier, fort loin des 3 hectares irrigués ou des 5 hectares non-irrigués promis par P.D.27) aux 267 entreprises agricoles des compagnies agro-alimentaires qui ont acquis 86.017 hectares dans le même temps sous l'Ordre Général 47.

Le nombre d'hectares acquis par les «propriétaires par amortissement» qui ont réussi, est bien moins élevé en comparaison de l'ensemble de la terre transférée aux fascistes par les propriétaires terriens dépossédés, les cultivateurs propriétaires, les paysans et les minorités. Le «programme d'infrastructure» la menace d'expropriation sous le programme de «réforme agraire» et le contrôle des banques ont permis aux fascistes d'amasser la terre. Les fascistes achètent la terre à bon marché aux propriétaires terriens déchus et la confisquent aux paysans et aux minorités sur des terres sans titre de propriété.

L'illusion de la réforme agraire est encore conjurée par la conversion formelle de quelques centaines de milliers de fermiers cultivant le riz et le blé en soi-disant locataires à bail qui restent des fermiers dans les régions où il n'y a pas encore de mouvement paysan armé. Ces locataires à bail sont obligés de payer une rente fixée à 25 pourcent de la récolte annuelle moyenne de trois années de récolte «normales» (les meilleures) qui précèdent l'accord de location à bail. Les fermiers sont simplement obligés de livrer la rente fixée, sans égard à la récolte effective. Le système a été imaginé comme une mesure de contre-insurrection. Mais il a été vaincu de différentes façons par les paysans révolutionnaires. Dans le vieux système de fermage, le partage habituel de moitié était fondé sur la récolte effective certifiée par des surveillants ou par le propriétaire terrien résidant lui-même.

Les propriétaires fonciers assurent l'exaction d'une rente plus élevée à rencontre des fermiers sous le système d'une rente fixe en décrétant des chiffres falsifiés de production élevée comme base de l'accord de location à bail. Ils sont amenés à agir ainsi par peur qu'ils soient expropriés de leurs terres et que le rapport de la récolte annuelle moyenne soit utilisé comme base du prix de la terre.

Le système de rente fixe est ainsi biaisé aux dépens des fermiers de telle sorte que, lorsqu'une mauvaise récolte survient (ce qui se produit au moins une fois tous les trois ans), ils demandent aux propriétaires terriens de revenir à l'ancien système de partage de la récolte. Le système de rente fixe a été instauré comme une contre-mesure de l'évaluation de la part de récolte des fermiers opérée à l'insu des propriétaires terriens.

Tous les paysans produisant du riz et du blé de statut pauvre et moyen sont sévèrement victimes de la politique de la dictature fasciste qui consiste en la compression des prix de leurs produits alors que les coûts de production et de subsistance en viennent à augmenter rapidement. Il y a eu augmentation de la production de riz, mais le revenu des paysans a été réduit par les prix croissants des capitaux importés. Les petits et moyens cultivateurs propriétaires se sont enfoncés plus profondément dans l'endettement et la faillite. Ils n'en ont pas moins été spoliés par l'Etat et par les grands compradores, les propriétaires terriens, les paysans riches et les usuriers marchands. Quelques paysans ne semblent avoir bénéficié de Masagana 99 dans les années soixante-dix que parce qu'ils ont évité de rembourser les emprunts. Les emprunts sont en fait usuriers, en dépit de leur taux d'intérêt supposé bon marché. En plus de l'intérêt et des charges du service, il y avait aussi le prix largement surfaît des approvisionnements, les salaires samahang nayon, l'argent de complaisance versé pour les dépenses qui s'ensuivent, etc. Quand ceux-ci ont été défalqués ou le paiement réclamé, les paysans débiteurs qui tentent de payer leurs emprunts se trouvent eux-mêmes en difficulté financière.

A l'ombre des banques impérialistes et des fournisseurs multinationaux, les compradores fasciste ont été les plus grands prédateurs locaux. Ils ont surévalué le prix de la construction des installations d'irrigation et d'autres infrastructures pour augmenter leur part. Ainsi, les coûts de l'irrigation et l'imposition ont rapidement augmentés. Ils ont appâtés les paysans avec les variétés miracles de riz et les engrais importés, dont ils monopolisent le commerce local. Les prix de ces investissements ont été augmentés brutalement. Et cependant les prix du riz et du blé sont comprimés par les décrets fascistes.

Les sociétés agro-alimentaires ont attiré des paysans producteurs de riz et de blé à rentrer avec eux dans des entreprises agricoles. Ces paysans ont été réduits au statut d'ouvriers agricoles et dupés dans les décomptes des revenus et des dépenses. Des charges excessives sont retenues pour les emprunts, la gestion, les machines, les produits chimiques, l'irrigation, etc. Les paysans se retrouvent eux-mêmes de plus en plus enfoncés dans l'endettement et la perte des droits de fermage et de propriété au profit de ces sociétés agro-alimentaires.

Les paysans et les ouvriers agricoles dans l'agriculture orientée vers l'exportation ont terriblement souffert des prix dépréciés de leurs récoltes. Les fermiers sont ici hors de portée de la prétention officielle de la réforme agraire et sont souvent empêchés de cultiver le riz ou le blé. Les ouvriers agricoles sont les plus grandes victimes des conditions de chômage et de sous-emploi. Les cultivateurs propriétaires vont à la faillite. Même les propriétaires terriens déchus et qui ont des difficultés à

obtenir des emprunts ou à les rembourser sont contraints de vendre leurs terres à des propriétaires fonciers au pouvoir à des degrés variés de la hiérarchie fasciste.

Dans les régions frontalières, les propriétaires fonciers d'ancien et de nouveau style (Philippins et étrangers) obligent les paysans et les minorités nationales à devenir des producteurs sous contrat, des fermiers ou des ouvriers agricoles, ou encore à quitter leur terre par la force. Baux de pâturage, «palayang bayan», fermes industrielles, cultures intensives, «développement agro-industriel» et campagnes de contre-insurrection sont les prétextes et moyens utilisés pour l'acquisition de grandes terres labourées ou non dans les marches. Une réinstallation spontanée et une agriculture sauvage ont déjà été stoppées par les propriétaires fonciers comme moyens de subsistance des cultivateurs sans terre.

Le problème de la terre s'est aggravé sous la dictature fasciste. De 1970 à 1980, la terre cultivée s'est encore étendue de 8,9 millions à 12 millions d'hectares. Le taux annuel de 3,5 pourcent d'expansion des terres cultivées gagne de vitesse le taux de croissance de la population qui est de 2,6 pourcent de 1975 à 1980. Mais le taux d'accumulation de la terre par les propriétaires terriens dépasse continuellement le taux d'expansion des terres cultivées.

On peut s'attendre cependant à ce que le régime réduira drastiquement sur le papier le taux de fermage. S'il pouvait le faire pour la période 1960-1970, il n'y a pas de raisons qu'il ne le fasse pas encore pour la période 1970-1980, parce que ses prétentions à mener à bien l'ensemble du programme de «réforme agraire» avaient été extrêmement déraisonnables. Quoiqu'il en soit, l'aggravation du problème de la terre a rendu le terrain bien plus propice à la révolution. La réforme agraire simulée a seulement exacerbé le problème de la terre bien plus qu'elle ne l'a réduit.

5. Est-ce que la «production orientée vers l'exportation» industrialise le pays et lui permet de dépasser l'échange de type colonial entre matières premières et produits manufacturés étrangers ? Certains défendent l'idée que c'est effectivement le cas. Comment les industries dites «orientées vers l'exportation» se comparent-elles aux industries de substitution à l'importation des années 1950 ?

Pour que le pays puisse s'industrialiser, il devra créer des industries lourdes et de base. «La production orientée vers l'exportation» - production automobile, confection, électronique - ne comporte que le traitement partiel et marginal ou le simple assemblage de pièces importées. On pourrait appeler cela de la pseudo-production. Les travailleurs se limitent à de la manipulation, même pas de la production. La couture et la broderie, l'assemblage de pièces déjà manufacturées, le garnissage, la cordonnerie et d'autres activités semblables sont des activités artisanales pratiquées de longue date dans le pays.

Seuls quelques dizaines de milliers de travailleurs sont actifs dans les usines. Un bien plus grand nombre de travaux sont distribués à des femmes pauvres des régions rurales et urbaines, qui travaillent à domicile. Les travailleurs dans leur propre village sont payés aux pièces, à des tarifs encore plus bas. Les paysannes utilisent le temps libre qui leur reste, après leurs activités agricoles, pour réaliser leurs «manufactures». Ils reçoivent de petites sommes d'argent et ne calculent aucunement les frais de loyer, d'installation d'usine, d'assurances, d'intérêts, etc. qu'ils permettent ainsi aux multinationales et aux grands compradores de réaliser - en plus du fait qu'ils vendent pour un prix insuffisant leur force de travail.

Il existe une conception erronée affirmant que «les industries orientées vers l'exportation» permettent un transfert de technologies, et encouragent, par conséquent, l'industrialisation. Mais, justement, les activités de base et centrales sont absentes du pays. Ce ne sont pas les «industries orientées vers l'exportation» qui incitent la Banque Mondiale à décrire des pays comme Taiwan, la Corée du Sud et le Brésil comme étant des «pays nouvellement industrialisés», mais bien certains éléments d'industries lourdes et de base que l'on peut y trouver.

Les Etats-Unis, au moyen de l'équipe FMI-Banque Mondiale, a maintes fois insisté sur le fait que les Philippines devaient se concentrer sur le «développement rural», et non sur des «projets industriels majeurs», même si ceux-ci n'étaient que des éléments limités d'industrialisation, contrôlés par les multinationales, comme le proposait Marcos. La crise du système capitaliste mondial est telle qu'aucun fonds ne peut être rassemblé pour les réaliser. Pourquoi les Etats-Unis et les autres grands pays capitalistes industrialiseraient-ils les Philippines, alors qu'ils veulent tous vendre leurs produits industriels à l'étranger, utiliser leurs capacités industrielles inactives et mettre au travail leurs chômeurs ?

Marcos n'ira pas loin au-delà de sa fonderie de cuivre de capacité limitée, contrôlée par les Japonais. Même les «industries orientées vers l'exportation» sont étroitement liées par les mesures protectionnistes des pays capitalistes. Et les «industries de substitution à l'importation» sont dans une situation pire encore.

Les «industries orientées vers l'exportation» ne peuvent pas industrialiser les Philippines, ni leur permettre de rompre avec l'échange de type colonial entre matières premières et produits manufacturés. Ces industries facilitent la pénétration aux Philippines des produits manufacturés et encouragent la sur-dépendance du pays envers la production pour l'exportation de matières premières.

Les «industries orientées vers l'exportation» sont des leurres, non seulement pour exploiter de la main d'oeuvre philippine à bon marché, au cours de processus de production intégrant beaucoup de main-d'oeuvre, mais aussi pour contourner les barrières douanières et pénétrer sur les marchés locaux. Une grande partie des «manufactures» sont vendues sur le marché local. Le soi-disant programme de production de voitures est un simple prétexte pour éviter de payer des droits douaniers élevés frappant les voitures, en important une certaine proportion de voitures démontées ou complètement assemblées. L'assemblage des pièces démontées est présenté comme de la production. Toutes ces voitures sont vendues sur le marché local, à des prix plus élevés que celles qui sont vendues à l'étranger, sous prétexte que la «production» locale est plus coûteuse.

Comparons maintenant les «industries de substitution à l'importation» aux «industries orientées vers l'exportation». Toutes deux sont dépendantes de l'importation d'équipements, de pièces manufacturées et de matières premières, et ne peuvent aboutir à l'industrialisation. «Les industries orientées vers l'exportation», sont beaucoup plus dépendantes des importations, et ne peuvent, par conséquent, aucunement encourager l'industrialisation locale. Ces industries mettent également en oeuvre un éventail plus étroit de produits, alors que les «industries de substitution à l'importation» comportaient une gamme plus large de produits et plus de transformations, et pourraient facilement s'intégrer aux industries lourdes et de base, si celles-ci étaient créées.

Les «industries orientées vers l'exportation» ne créent beaucoup d'emplois qu'en apparence. En fait, ils procurent des emplois en usine seulement pour un petit nombre d'ouvriers. Par contre, les «industries de substitution à l'importation», qui effectuent une large gamme de productions pour le marché local, ont produit beaucoup d'emplois industriels stables, et ont permis aux Philippines d'être classées première en termes de développement dans le Sud-Est asiatique, au cours des années '50 et '60. Par suite de l'impact négatif du préjugé officiel à rencontre de l'industrie légère, produisant pour le marché local, les Philippines, ainsi que l'Indonésie, sont maintenant tout en bas de l'échelle des pays économiquement à la traîne du Sud-Est asiatique.

Les «industries orientées vers l'exportation» constituent une charge bien plus lourde pour le commerce extérieur. Les coûts d'importation en équipements et en matières premières constituent de 60 à 92 pourcent de la valeur des vêtements et de l'électronique pour la ré-exportation. Il y a beaucoup de prix de transfert, en plus de la restitution ouverte de profits, de rapatriements de capitaux, des paiements de dettes, de salaires pour les cadres, de royalties, etc. Le gouvernement a été obligé d'accorder des exemptions de droits de douane et a dépensé une grande partie des sommes empruntées pour aménager les zones de production pour l'exportation.

Les Philippines ne gagnent rien grâce au commerce extérieur, mais subissent de lourdes pertes sur la réexportation de vêtements et de fabrications électroniques, contrairement aux affirmations de Marcos et de ses technocrates, qui disent que ces exportations permettent d'effectuer des gains importants. Ils ne font qu'examiner, de façon unilatérale et non-critique, l'aspect «revenu» de la balance du commerce extérieur concernant ces réexportations. Les exportations de matières premières traditionnelles sont encore, et de loin, les produits d'exportation qui rapportent le plus. En 1981, on exporta des produits électroniques pour une valeur de 313 millions de dollars, mais le prix des importations de matériaux et d'accessoires fut de 287,7 millions de dollars. Un gain, par conséquent, de 25 millions de dollars seulement. Les prix d'importation s'élevaient à 92 pourcent de la valeur exportée. Ceci, toutefois, ne représente pas encore le gain en commerce extérieur, car de cette somme devront être déduits les profits à restituer, les intérêts sur les prêts, le capital à rapatrier, etc. par les multinationales étrangères.

En 1982, les usines de confection sont supposées avoir exporté pour 450 millions de dollars de vêtements, mais le coût seul des matières premières importées, pour être transformées en vêtements, s'élevait à 350 millions de dollars. Par conséquent, seuls 100 millions de dollars, 22 pourcent, représentent les gains résultant du commerce extérieur, avant déduction de la dépréciation de l'équipement importé, des profits rapatriés par les propriétaires étrangers des usines de confection, etc.

Les «industries orientées vers l'exportation» sont maintenant en train de disparaître, par suite des réductions de quotas et autres mesures protectionnistes imposées par les pays capitalistes. Ces industries ferment facilement leurs portes, sans encourir trop de pertes. Leurs usines et leurs équipements sont fragiles et surévalués, afin de faciliter les prix de transfert. Dans le monde entier, elles ont la réputation d'être des «industries baladeuses», car elles peuvent facilement aller et venir, sans être retenues par des investissements substantiels en capital.

Toutefois, les industries légères produisant pour le marché local connaissent des problèmes encore plus graves. Elles sont écrasées par la libéralisation des importations, la dévaluation, la privatisation ouverte de prêts étrangers, etc. Depuis 1979, le nombre d'attaques commerciales impérialistes a rapidement augmenté. Dans les années '70, de nombreuses industries de substitution à l'importation parvenaient à survivre, tandis qu'affluaient de nombreux prêts venant de l'étranger, et que les multinationales se concentraient sur la vente de matériaux de construction, d'acier de charpente, de véhicules, de centrales produisant de l'énergie, d'ordinateurs, d'outils, etc. Mais au cours des années 1980, la crise économique et financière du système capitaliste mondial est telle que les bailleurs de fonds étrangers et les sociétés multinationales supportent encore moins bien les soi-disant «industries de substitution à l'importation».

6. Y a-t-il quelque vérité dans ce que certains affirment avec insistance, à savoir que les Etats-Unis et le régime de Marcos réalisent véritablement l'industrialisation et la réforme agraire néocoloniale, dans le but de faire du pays une néo-colonie industrielle moderne et de dissiper le malaise social ? On proclame que la «production orientée vers l'exportation» transforme le pays en une base industrielle des Etats-Unis et des multinationales. Certains disent que les Philippines sont déjà un «pays nouvellement industrialisé». D'autres, que c'est déjà un pays capitaliste. Quelles sont les implications de ces affirmations, en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire ?

Comme cela a été illustré par les faits déjà cités, les Etats-Unis et le régime Marcos sont en train de réaliser une politique de contre-industrialisation. Ce qui se déroule n'est pas une industrialisation néo-coloniale mais une anti-industrialisation néo-coloniale. L'on ne peut ignorer le fait principal, à savoir que les créditeurs impérialistes (FMI, Banque Mondiale, Asian Development Bank, banques privées), les Etats-Unis et les multinationales poussent à l'importation de produits manufacturés et rendent le pays plus dépendant en ce qui concerne la production de matières premières pour l'exportation. Ainsi, les Philippines se trouvent surchargées de dettes extérieures, attardées sur des projets non-industriels, orientés vers la consommation.

Le gaspillage d'immenses ressources financières a encore éloigné le pays de la réalisation d'industries lourdes et de base, aggravant son sous-développement. Ces fonds ont été consacrés à des routes trop onéreuses et de qualité inférieure; des ponts et des ports; des hôtels 5 étoiles, des palais privés et des bureaux et immeubles pour bureaux; des équipements de bureau de luxe, une «armada» de véhicules pour des fonctionnaires du gouvernement; la multiplication d'une bureaucratie centralisée parasitaire et de l'armée, etc. Ils auraient pu servir à industrialiser le pays de façon complète et approfondie. En lieu de quoi, les projets réalisés constituent une charge supplémentaire pour le peuple, dans le cadre du sous-développement.

L'exportation impérialiste de surplus de capitaux (investissements directs et prêts) a tourné autour de l'exportation de biens industriels en surplus de toutes sortes, à l'exception des équipements qui nous auraient permis de produire notre propre équipement industriel (biens de production). La soi-disant production orientée vers l'exportation n'est rien d'autre qu'un faux-semblant de production, d'envergure limitée, laquelle, comme nous l'avons déjà dit, ne saurait industrialiser le pays. A part le fait de profiter, dans une certaine mesure, de la main d'oeuvre locale à bon marché, pour des processus de production mineurs, mais utilisant beaucoup de main-d'oeuvre, le but des multinationales qui établissent ce genre d'entreprises est de circonscrire les barrières douanières et d'exploiter le marché local.

La soi-disant production orientée vers l'exportation a également été utilisée depuis quelque temps comme outil de propagande, pour créer l'illusion de l'industrialisation. Jusque dans les années récentes, la «production orientée vers l'exportation», liée à la production se rapportant à la construction (ciment, fabrications métalliques, transformation du bois etc.) était utilisée pour gonfler les indices de production du PNB. En même temps que le resserrement du crédit étranger, la part de la production et de l'industrie dans son ensemble s'est rétrécie. Sous ce régime, la production et l'industrie dans son ensemble ont effectivement diminué, en termes de produit réel net et d'emplois.

En ce qui concerne les projets industriels qui ont été proposés sérieusement ou non par Marcos, depuis 1979, et par l'ASEAN, depuis 1975, la Banque Mondiale et les multinationales américaines et japonaises leur ont fait systématiquement obstacle. Malgré l'invitation faite aux monopoles étrangers pour investir dans ces projets et les contrôler, ils ont insisté continuellement sur le fait que le marché local était trop étroit et qu'ils pouvaient le fournir plus qu'efficacement à partir de leurs usines situées ailleurs, principalement dans leur pays d'origine.

Même si l'on avait réalisé les deux projets industriels proposés, ceux-ci n'auraient été rien d'autre que des semblants d'industrialisation, permettant de qualifier les Philippines de «pays nouvellement industrialisés». Mais l'argument majeur utilisé maintenant contre ces projets par les crédateurs et les multinationales, est que les Philippines ne peuvent pas se les payer et ne peuvent pas obtenir des investissements étrangers et des prêts pour les réaliser.

En ce qui concerne la réforme agraire, le régime proaméricain de Marcos lui-même admet qu'il n'a pas résolu le problème de la terre, bien qu'il se vante d'avoir accompli plus qu'aucun des régimes précédents. Mais il faut souligner que le régime actuel a aggravé le problème de la terre. Effectivement, il a fait de plus grandes promesses et de plus grandes proclamations, et de plus importants semblants de réforme agraire qu'aucun régime précédent. Mais tout ceci est relégué dans l'ombre par le transfert incontrôlé et massif de terres vers un nouvel ensemble de propriétaires terriens au pouvoir. L'expansion nationale et l'intensification de la guerre du peuple s'appuyant principalement sur les masses paysannes, est la preuve flagrante de l'intolérable aggravation du problème de la terre. Si une authentique réforme agraire avait été entreprise par le régime, le Parti Communiste des Philippines et la Nouvelle Armée du Peuple n'auraient pas trouvé un terrain si fertile pour la révolution armée.

Il n'y a ni réforme agraire ni industrialisation en cours pour dissiper le malaise social, comme le proclament certains pseudo-révolutionnaires. Ce qui est en cours, en fait, est l'intensification de

l'exploitation et de l'oppression fasciste, étrangère et féodale. La révolution nationale-démocratique des larges masses va de l'avant.

A la fin des années '60, les patriarches Lavaites adoptèrent activement la ligne qui proclamait que l'impérialisme américain avait pris des mesures sérieuses pour industrialiser le pays et effectuer la réforme agraire, à partir des années '50. Ils adoptèrent cette ligne pour expliquer que «les réformes économiques» inspirées par les Etats-Unis», et non les erreurs des dirigeants Lavaites, avaient causés la défaite du mouvement révolutionnaire armé dans les années '50 ; et pour s'opposer à la ligne révolutionnaire qui étaient en train de se développer fin 1960.

Par la suite, les patriarches trouvèrent un porte-parole crédule, qui s'attela à la tâche de diffuser la ligne affirmant que la lutte armée serait encore plus futile fin 1960 et après, parce que le régime Marcos et les Etats-Unis étaient, soi-disant, encore plus décidés à industrialiser les Philippines et à réaliser la réforme agraire. Depuis lors, le dit porte-parole ne s'est jamais lassé de ressasser cette ligne, mélangeant de façon brouillonne des données pseudo-marxistes avec des proclamations absurdes de la Banque Mondiale, des multinationales et des technocrates, concernant la «restructuration économique» aux Philippines.

Suite à leur capitulation ouverte devant le régime Marcos en 1974, les Lavaites se sont à tel point embourbés dans leur collaboration avec les fascistes, qu'ils sont devenus encore plus aveugles à des faits aussi évidents que l'opposition du régime pro-américain de Marcos à l'industrialisation et à la réforme agraire ainsi qu'à la croissance cumulative, dans tout le pays, du mouvement révolutionnaire de masse.

Les Lavaites prétendent que les Philippines s'industrialisent déjà et, en même temps, protestent parce que les multinationales possèdent et contrôlent les entreprises et emploient un nombre croissant de travailleurs Philippines. Après quoi, les Lavaites se consolent mutuellement, en espérant que le prolétariat en développement leur tombera éventuellement dans les bras, et, qu'un jour, ils en remontreront à Marcos et aux Etats-Unis, en retournant subitement le prolétariat contre ces derniers, au cours d'un soulèvement urbain, à la manière de la révolution russe de 1917. Ils oublient que, en ce qui concerne l'expérience des Bolcheviks et du peuple russe, la lutte se dirigea vers la campagne durant une longue période.

Les mêmes instances Lavaites surestiment «l'industrie orientée vers l'exportation» et les pseudo-réformes agraires, comme cause du progrès et de l'augmentation de l'importance du prolétariat moderne. Ainsi, même sans la présence symbolique d'industries lourdes et de base, comme à Taiwan ou en Corée du Sud, le porte-parole Lavaite ne s'est pas gêné pour proclamer, surpassant même la Banque Mondiale, que les Philippines sont «un pays nouvellement industrialisé».

Il y a ceux qui proclament que les Philippines sont déjà capitalistes, parce que la classe ouvrière est supposée être déjà majoritaire. Ils font un amalgame avec tous ceux qui sont classés comme étant des travailleurs industriels, dans les services et dans l'agriculture, obscurcissant les différences importantes entre ces catégories. Ils ne perçoivent pas que même les travailleurs industriels sont, aux Philippines, rattachés principalement à l'industrie légère, dépendante de l'importation, en l'absence d'industries lourdes et de base.

La ligne à laquelle se tiennent les Lavaites consiste à affirmer qu'une guerre populaire prolongée, s'appuyant principalement sur la paysannerie, est hors de question. Ils centrent donc tous leurs espoirs sur une classe ouvrière qui est supposée en rapide expansion, suite à un processus imaginaire d'industrialisation. Mais, malheureusement pour eux, les Lavaites sont honnis par la masse des travailleurs, par suite de leur collaboration avec le régime.

Tous les efforts des Lavaites pour justifier leurs échecs successifs et, pire, leur collaboration avec le régime fasciste, se sont montrés tout à fait inutiles. Même les théoriciens soviétiques ont paru mal à

l'aise et perturbés par le fait que les Lavaites concédaient que les Etats-Unis et le régime Marcos effectuent l'industrialisation du pays, car ceci va à rencontre d'une offre soviétique faite au régime, proposant un «développement non-capitaliste».

7. On dit que «l'industrialisation néo-coloniale» ne saurait être arrêtée, et quelle serait déterminée par une «nouvelle division internationale du travail» (NDIT) et une «internationalisation du capital», qui entraînerait les pays capitalistes à se concentrer sur le développement d'industries à haute technologie, demanderait une grande concentration de capital, transférerait les industries exigeant beaucoup de main-d'oeuvre vers les pays en voie de développement, permettrait ainsi à ces pays de s'industrialiser, et de rompre avec l'échange de type colonial : exportation de matières premières et importation de produits manufacturés. Comment mettre ceci en relation avec la théorie de Lénine sur l'impérialisme moderne et les faits se produisant dans le système capitaliste mondial actuel ?

Il y a une limite au transfert de processus de production exigeant une forte concentration de main-d'oeuvre vers les pays en voie de développement. Les pays capitalistes ne prennent pas d'eux-mêmes l'initiative de transférer des processus de production exigeant une forte concentration de main-d'oeuvre ou des industries vers les pays en voie de développement, au point d'industrialiser ces pays, et de se priver ainsi de marchés réceptifs de leurs surplus de produits, et de sources de matières premières à bon marché.

Aux Etats-Unis et dans d'autres pays capitalistes, on trouve le processus objectif d'accumulation constante et rapide du capital. Les processus exigeant beaucoup de main d'oeuvre sont en voie d'automatisation. En même temps, les dirigeants économiques et politiques des pays capitalistes souhaitent, de façon subjective, pouvoir faire face à leur chômage. C'est pourquoi le transfert des processus de production demandant une forte concentration de main d'oeuvre vers les pays en voie de développement ou les pays sous-développés est extrêmement limité, et ne peut, quels que soient les efforts de l'imagination, mener au développement industriel de ces pays.

Si les pays capitalistes permettaient aux pays en voie de développement de s'industrialiser, la crise de surproduction capitaliste s'aggraverait de façon bien plus accélérée. La pratique habituelle du capitalisme monopoliste, confronté avec des pertes ou un taux de profit rapidement décroissant, est de réduire la production ou de se débarrasser de ses usines moins performantes, afin de favoriser des unités plus efficaces, plutôt que de permettre aux pays en voie de développement, ou sous-développés, d'acquérir leur propre potentiel industriel.

Le capitalisme monopoliste étranger craint et combat de façon constante toute réduction de leurs marchés d'outre-mer, tout particulièrement parce que leurs industries à technologie développée emploient peu de main-d'oeuvre.

Prenons, par exemple, l'industrie sidérurgique, qui est tellement importante dans le processus de développement. Les Etats-Unis préféreraient immobiliser ou démanteler nombre de leurs usines sidérurgiques que de les voir transplantées vers les pays en voie de développement ou sous-développés. Les usines sidérurgiques accordées à quelques pays, tels que Taiwan, La Corée du Sud ou le Brésil, le sont en nombre symbolique, et leur capacité de production est limitée, tandis que leur fonctionnement est lié pieds et poings à la nécessité d'être continuellement alimenté par un grand nombre de produits sidérurgiques de base ou spéciaux venant des pays capitalistes, pour une grande gamme de projets de construction.

Un petit nombre de projets symboliques ont été concédés par les Etats-Unis et d'autres pays capitalistes à un très petit nombre de pays en voie de développement uniquement parce que la demande de ces derniers était forte et non par suite de la bonne volonté de ces premières. Tant qu'ils le peuvent, les pays capitalistes manoeuvrent pour limiter les projets industriels et les lier à la même finalité : extraire un maximum d'avantages pour leurs industries locales.

Les Philippines sont un bon exemple d'un pays sous-développé qui est tenu de n'avoir qu'une industrie légère dépendante des importations. Et elles ont même été obligées de se retirer d'une grande gamme de productions servant les besoins locaux, et d'opter pour des activités industrielles plus fragiles, produisant quelques marchandises vouées à l'exportation, les multinationales dominantes voulant fournir des produits entièrement finis pour le marché philippin. Ce point semble échapper à ceux qui proclament qu'il existe une industrialisation néo-coloniale dans ce pays.

L'impérialisme moderne cesserait d'être ce qu'il est s'il avait la volonté d'industrialiser les pays en voie de développement. Le projet principal des impérialistes est toujours de fournir des produits manufacturés aux pays sous-développés et en voie de développement, en échange de matières premières peu coûteuses. L'exportation de capitaux en surplus sous forme d'investissements directs et indirects, sert l'échange inégal de surplus manufacturés venant des pays capitalistes contre les matières premières des pays en voie de développement.

Les impérialistes dérivent leurs surprofits de l'échange inégal, des investissements et des prêts relevant de cet échange. Si cet échange est appelé «colonial», c'est qu'il trouve ses origines dans l'époque coloniale. Cela ne signifie pas que son importance se dissout sous l'impérialisme moderne. Celui qui utilise le terme «néo-colonialisme» comme synonyme d'impérialisme ne doit pas être amené à conclure erronément que les formes coloniales d'échange ont été remplacées par quelque chose comme «l'industrialisation néo-coloniale».

Les faits, pris dans leur entièreté et leurs déterminants, n'indiquent pas que les pays capitalistes ont entrepris d'initier une «nouvelle division internationale du travail», permettant aux pays en voie de développement de s'industrialiser et d'abandonner leur soumission à la production de matières premières pour l'exportation et l'importation de produits finis. Il suffit de regarder les faits qui sous-tendent la lutte du Tiers-Monde pour un nouvel ordre économique mondial. Les dialogues et les confrontations entre le Nord et le Sud deviennent de plus en plus amers.

Et voici que les Lavaites proclament que tout a été réglé, grâce à l'initiative des impérialistes, lesquels, au moyen des multinationales, ont décidés d'industrialiser, soi-disant, les pays en voie de développement, avec un petit nombre d'usines subtilisées aux pays capitalistes. Le livre «Development Débâcle», de Walden Bello, et d'autres encore, dénoncent clairement le mensonge et l'échec de l'industrialisation promise aux Philippines, grâce à «l'industrialisation orientée vers l'exportation».

Tandis que s'aggrave la crise capitaliste de surproduction, les pays capitalistes et leurs multinationales, directement et à travers leurs banques, imposent aux pays en voie de développement l'abandon de leurs plans de projets industriels, l'abaissement de leurs barrières douanières, des emprunts de plus en plus onéreux, la dévaluation de leur monnaie, etc. Les pays capitalistes lancent leurs offensives commerciales respectives principalement au détriment des pays sous-développés et en voie de développement. En même temps, ils imposent des quotas et d'autres mesures protectionnistes à l'encontre des exportations et réexportations des pays sous-développés ou en voie de développement.

Les Lavaites rassemblent toutes sortes d'affirmations éclectiques, et accordent crédit même aux affirmations fausses de la Banque Mondiale et des multinationales, pour appuyer leur ligne, qui affirme que les impérialistes américains et le régime Marcos sont en train d'industrialiser le pays. Ce faisant, ils jettent par mégarde la théorie soviétique du «développement non-capitaliste» au profit de la théorie de l'industrialisation réalisée par les multinationales. A cet égard, la seule chose que les Soviétiques peuvent trouver réjouissant chez les Lavaites est leur tentative d'occulter la demande du Tiers-Monde concernant un nouvel ordre économique mondial.

Les Lavaites sont à ce point opposés à la révolution nationale-démocratique, et tellement attachés au régime Marcos, qu'ils ont dégénéré au point de mettre au crédit des Etats-Unis la volonté de développer l'industrialisation du pays, ce qui est tout à fait imaginaire. L'industrialisation aura lieu lorsque le pays et le peuple seront libérés de la domination étrangère et féodale.

L'idée que les pays en voie de développement peuvent être industrialisés grâce au transfert des industries demandant une forte concentration de main d'oeuvre des pays capitalistes est supposée prendre sa source dans l'ouvrage intitulé «La Nouvelle Division Internationale du Travail», produit par les penseurs ouest-allemands Volker Froebel, Jurgen Heinrich et Otto Kreye, de l'Institut Max Planck. Depuis lors, certains des apologistes des multinationales ont utilisé ce concept pour surévaluer le rôle des multinationales dans la soi-disant industrialisation des pays en voie de développement. Après quoi, les Lavaites reprirent à leur compte l'idée, la baptisèrent «industrialisation néocoloniale et la mirent en avant comme s'il s'agissait d'une amélioration de la théorie de Lénine concernant l'impérialisme moderne.

L'idée n'est pas vraiment nouvelle. Kautsky et ses disciples dans la Deuxième Internationale acclamaient la domination des impérialistes sur les colonies et les semi-colonies, sous prétexte que ceci permettrait une mission civilisatrice et le développement pacifique des pays dominés vers le capitalisme. En échange de leurs matières premières, ils étaient supposés acquérir un pouvoir de production industrielle et devenir capitalistes. Mais, alors, tout comme aujourd'hui, les impérialistes, avec la collaboration des réactionnaires locaux, ont essayé de toutes leurs forces de garder les pays dominés comme sources de matières premières à bon marché, et comme marché lucratif pour leurs produits manufacturés.

Nous sommes toujours dans l'ère de l'impérialisme moderne et de la révolution prolétarienne. Les points essentiels de la théorie de Lénine sur l'impérialisme moderne sont toujours valables aujourd'hui. Les conditions fondamentales, desquelles il tira des principes fondamentaux, n'ont pas changé. Il a correctement présenté l'impérialisme comme étant le stade le plus élevé, le stade final, du capitalisme. Il s'agit du capitalisme à l'agonie, l'aube de la révolution sociale, tant dans les pays capitalistes que dans les pays sous-développés et en voie de développement. Le terme «néo-colonialisme» n'est qu'une variante du terme «impérialisme», et ne signifie pas l'industrialisation des pays sous-développés par les monopoles ou les multinationales, car, en fait, aucune industrialisation de ce genre ne se produit actuellement.

8. Que peut-on dire à propos de cette idée : simultanément à la «réforme agraire» du régime pro-américain de Marcos, des mesures de développement rural telles que le programme de riz-miracle, une utilisation accrue d'apports agricoles importés, les systèmes de rentes fixes, l'augmentation rapide du nombre de travailleurs agricoles, l'agriculture corporative et intensive, la diversification des récoltes, les programmes d'élevages d'animaux, la distribution d'emplois aux villageois et le Kilusang Kabuhayan at Kaunlaran (KKK) ont produit comme résultats une progression importante du féodalisme vers le capitalisme ?

En l'absence d'une authentique réforme agraire, détruisant les rapports sociaux féodaux et semi-féodaux, les mesures ne peuvent que bénéficier aux grands compradores et grands propriétaires terriens, aux dépens des paysans et des ouvriers agricoles. Quelques miettes sont cueillies par les paysans riches et les marchands-usuriers. Ces mesures, en elles-mêmes, ne sauraient représenter un progrès important par rapport au féodalisme et au semi-féodalisme, ou par rapport au caractère globalement semi-féodal de l'économie.

Le programme de riz-miracle a augmenté la productivité des paysans sur quelques centaines de milliers d'hectares, et a élargi le marché pour les produits chimiques agricoles américains. Mais les paysans ont dû supporter des prix de production plus élevés, surtout pour les éléments importés (engrais, pesticides, installations d'irrigation, etc.). Ceux-ci ont réduit leur part de la récolte et les ont forcés à contracter des dettes, augmentant leur pauvreté. Les grands compradores semi-féodaux, à la tête desquels se trouve la clique fasciste au pouvoir, ont raflé les plus grands profits commerciaux sur l'importation des capitaux. Les paysans ont encore été pressurés par l'accord de rente fixe et des contrôles de prix sur leurs produits.

Les paysans du Luzon Central, qui ne payèrent pas, ou ne firent que des paiements symboliques pour les prêts Masagana 99 forts usuraires, semblèrent avoir beaucoup bénéficié du programme de riz-miracle. Mais lorsque Masagana 99 se termina, ils se trouvèrent confrontés à des graves problèmes. Depuis lors, des propriétaires-cultivateurs sont en train de vendre leurs terres; et les loueurs de terres font de même avec leurs droits de location, par suite des dettes accrues, auxquelles ils ne savent pas faire face. A la fois les paysans pauvres et les ouvriers agricoles se sont vus, une fois de plus, profondément, enlisés dans les marécages du féodalisme et du semi-féodalisme.

L'accord de rente fixe établi entre le soi-disant locataire et le propriétaire terrien est toujours d'ordre largement féodal. Généralement, la rente fixe est payée en grains, parce que les propriétaires terriens veulent profiler des prix élevés durant les mois «maigres», d'où le système «quedan». Quoiqu'il en soit, le paiement du loyer foncier par les locataires sous forme de travail, du partage des récoltes ou en espèces est (à ce stade historique) féodal.

L'augmentation rapide des ouvriers agricoles est un phénomène semi-féodal, plutôt que capitaliste; précisément parce qu'il n'y a pas de développement industriel capitaliste à même d'absorber les paysans dépossédés de leurs terres, en même temps que l'accumulation de terres aux mains des propriétaires se poursuit plus rapidement que l'expansion des surfaces de terres arables. L'augmentation des ouvriers agricoles dans le Luzon Central, et d'autres sites anciennement développés, est dramatique, parce que les zones frontières de réoccupation dans tout le pays sont stabilisées.

On dit que les travailleurs agricoles représentent maintenant 55 pourcent de toute la population agricole et sont numériquement plus importants que les paysans ayant des parcelles délimitées à cultiver. Nous ne sommes pas sûr de l'exactitude de ce chiffre. Il est difficile de réaliser une étude à l'échelle nationale qui distinguerait les ouvriers agricoles vivant principalement ou totalement de leurs salaires, et les paysans pauvres ou moyens qui augmentent leurs revenus en travaillant comme salariés. Mais en admettant que ce chiffre soit exact, il ne représente pas pour autant un progrès important du semi-féodalisme vers le capitalisme. Par ailleurs, il signifie que l'économie semi-féodale éclate sous la pression des travailleurs surnuméraires qu'elle ne peut pas employer. L'orientation qui se dessine va plutôt dans le sens d'un nouveau genre de révolution démocratique vers le capitalisme.

La concentration des terres aux mains des propriétaires terriens et de riches paysans semi-féodaux continue. Les capitalistes agricoles étrangers et locaux doivent encore traiter avec les propriétaires terriens locaux. Toutefois, les propriétaires «nouveau style» prennent l'initiative d'utiliser des procédés capitalistes : prêts sur récoltes, «inputs» agricoles importés, location d'ouvriers agricoles, etc.

De son côté, l'agriculture corporative moderne s'étend rapidement et a eu un impact brutal sur les paysans pauvres, les pionniers et les minorités nationales, qui continuent à se voir déplacées, notamment à Mindanao. Mais cela ne concerne toujours qu'une partie insignifiante de l'ensemble de la terre cultivée. Toutefois, ce type d'agriculture est bien plus productif et profitable que celui qui n'utilise que la main-d'oeuvre agricole à bon marché et n'emploie pas les machines agricoles et l'équipement modernes. L'agriculture soi-disant intensive est encore négligeable: elle ne concerne que quelques «vitrines» du Ministère de la réforme agraire.

Les compagnies agro-alimentaires étrangères augmentent les terres qu'elles contrôlent, en établissant des «accords de cultivateurs» avec le National Development Corporation, des propriétaires terriens et des propriétaires-cultivateurs. Ces corporations prennent l'initiative de développer de nouvelles récoltes pour l'exportation, comme la banane, l'ananas, le caoutchouc, l'huile de palme, la fève de soya à Mindanao. La culture d'une plus grande variété de récoltes pour les compagnies agro-alimentaires étrangères et les propriétaires locaux renforce le féodalisme et le semi-féodalisme. D'innombrables propriétaires-cultivateurs par exemple, ont été dépossédés de leurs terres, et transformés en locataires ou en ouvriers agricoles, par suite de l'accumulation rapide de terres entre les mains des fascistes, des propriétaires terriens et des compagnies agro-alimentaires étrangères.

La vente de matériel agricole importé par des grands compradores à des petits marchands est un phénomène plus mercantile qu'industriel, parce que les marchandises viennent du dehors de l'économie et ne sont pas produites par des industries locales. Les programmes d'élevage du gouvernement réactionnaire sont également de grandes opérations compradores. Des races étrangères sont importées à un prix excessif et au détriment de l'intérêt public. Elles sont distribuées principalement aux propriétaires terriens. Toutefois, elles ne représentent qu'une goutte dans la mer par rapport à l'élevage qui s'effectue dans de petites fermes. Mais même si de grandes fermes d'élevage se développent, leurs propriétaires seront toujours les grands compradores et les propriétaires terriens.

Soit dit en passant, il existe actuellement une campagne pour le retour au carabao en même temps qu'au retour aux engrais organiques (surtout le compost et l'azolla), par suite de la diminution des échanges extérieurs qui permettraient d'importer des équipements agricoles et des produits chimiques.

Les emplois en sous-traitance dans la confection et les entreprises électroniques sont en décroissance. Contrairement aux affirmations des Lavaites, ceux-ci n'ont pas causé la moindre industrialisation dans les barrios (quartiers pauvres/bidonvilles). En général, ces travaux n'ont été que des à-côtés pour les paysannes dans leur moments de «loisirs», le salaire aux pièces étant bas. Il n'est pas vrai que des villages agricoles entiers ont abandonné l'agriculture, pour dépendre totalement ou principalement de ces travaux en sous-traitance. C'est aussi une exagération de dire que les entreprises de confection à leur sommet, dans les années '70, ont créé 500.000 emplois dans les «barrios», comparés au 15.000 emplois seulement créés dans les usines.

Tout comme l'assemblage de voitures, de camions et de motocyclettes, ainsi que les entreprises de confection et d'électronique, le KKK a également été surestimé par les Lavaites, comme étant une composante de ce qu'ils appellent «industrialisation néo-coloniale», tout particulièrement parce qu'il y a tellement de propagande Marcos autour des liens établis avec les chaînes de magasins à grandes surfaces américaines. Certains produits KKK (surtout ceux faits à la main) peuvent effectivement être exportés. Mais cela ne prouve aucunement qu'une industrialisation s'effectue.

Le KKK est essentiellement une astuce propagandiste, face à l'aggravation de la crise économique. Le KKK est utilisé pour détourner l'attention de la capacité du dictateur fasciste et de ses complices, ainsi que de la banqueroute du régime - toutes choses qui sont impitoyablement mises en évidence par l'inflation rapidement croissante et le chômage massif.

Le KKK fut mis sur pied lorsque les corporations des complices du dictateur étaient en train d'effectuer des razzias sur les soi-disant «fonds de réhabilitation». Une proportion extrêmement élevée des fonds du KKK sont dépensés pour la propagande et pour payer du personnel administratif inutile et des consultants, qui viennent se superposer sur des projets préétablis de «développement rural», dépendant de ministères et d'autres organisations, autres que le Ministère des «Human Settlements».

Les projets du KKK : agro-sylviculture, culture en milieu marin, recyclage des déchets, industrie à domicile et «industrie légère» (les guillemets sont de nous); des abris, des composants pour les abris et des services. On attribue tout simplement l'enseigne KKK à de vieux projets. Pire encore, les militaires et les bureaucrates se servent de plus en plus généreusement en puisant dans le fonds KKK. Mais ils ne reçoivent que des miettes par rapport à ce qu'enregistre le dictateur fasciste.

9. Quelles sont vos opinions concernant ce qui suit : a) Que le colonialisme espagnol, étant mercantile et appliquant la légalité bourgeoise, a transformé l'agriculture philippine en propriété capitaliste, en éradiquant le communalisme de clan dès le 19ème siècle ; b) Que les pays capitalistes, ayant beaucoup commercé avec la colonie des Philippines, ont développé l'agriculture capitaliste et ont transformé toute la colonie en une zone d'économie capitaliste, dès le 19ème siècle; c) Que les Philippines sont capitalistes parce que les produits en surnombre passent par le marché, mais que c'est un capitalisme dépendant, car les produits en surplus aboutissent chez les impérialistes. Chacune de ces notions vient de sources différentes.

Il y a quelque logique à rassembler ces trois concepts en une seule question. Ils ont une chose en commun. Ils découlent d'une conception primaire des forces et des rapports de production aux Philippines. La différence fondamentale entre l'économie politique bourgeoise et marxiste est que cette dernière n'est pas obnubilée par les apparences du marché mais commence avec, et se concentre sur le système productif.

Reprenons le premier concept, et passons en revue à la fois l'histoire économique de l'Europe et des Philippines, les interactions entre l'Europe et la colonie philippine; ainsi que le résultat de cette interaction.

Effectivement, la manufacture et le capitalisme mercantile étaient les forces motrices du colonialisme espagnol. Mais ce colonialisme n'eut pas à appliquer une jurisprudence bourgeoise pour mettre l'agriculture des Philippines sous son contrôle. Les Philippines furent prises par la force; les conquérants imposèrent par la suite le système de l'«encomienda», à des fins administratives et pour lever des tributs. Ce système est un outil militaro-féodal, avec des racines qui remontent à l'époque de l'esclavage. Tout ce bavardage à propos de la jurisprudence bourgeoise appliquée à l'agriculture philippine au 19^{ème} siècle, pour la rendre capitaliste, n'a pas de sens.

Il faut souligner le fait que, jusqu'à nos jours, la jurisprudence bourgeoise aux Philippines établit et protège des droits féodaux, plus particulièrement dans le domaine de la terre. La terre aux mains de propriétaires est une base économique qui perdure dans l'économie philippine de nos jours. Mais les droits de propriété féodaux des propriétaires terriens sont soutenus par la bourgeoisie, de crainte que, si on les attaque, ce soit tout le concept de propriété privée qui serait mis en danger.

Au 16^{ème} siècle, le communalisme de clan n'était pas généralisé aux Philippines. La majorité écrasante des autochtones avait développé un certain degré de civilisation, dépassant de loin la condition primitive de communalisme de clan, et fondamentalement plus évoluée que la condition barbare tribale. Les phénomènes tribaux étaient seulement présents sous forme de vestiges. Parmi les éléments de civilisation, l'on pouvait noter l'alphabétisme, l'usage des métaux et l'existence de classes.

Pour au moins 80 pourcent d'entre eux, les autochtones vivaient dans des communautés locales, comptant de 300 à 20.000 personnes, le long de la côte, des grandes rivières et des lacs. Ils connaissaient la culture du riz à sec et sur terrain immergé. Ils pratiquaient un artisanat bien développé, qui comprenait le travail des métaux, le tissage du coton et du chanvre, et la fabrication de grands bateaux, à même de transporter de 50 (caracoa) à 300 (joanga) personnes. Le caracoa était employé couramment pour le commerce et la guerre. Les familles régnaient et une partie des hommes libres étaient propriétaires de la plupart des outils en métal, des rizières immergées et des esclaves ; ils s'approprièrent toute la production des esclaves ; recevaient des loyers des serfs ou des semi-esclaves ; et contrôlaient l'usage des terres communales. La production excédentaire de la société était suffisante pour stimuler le commerce entre les communautés et les îles, ainsi qu'avec les pays avoisinants, la Chine et les pays du Sud-Est asiatique.

Le commerce avec la Chine est le plus révélateur. Les autochtones échangeaient du riz, du coton, de la cire d'abeille, des bois durs, des carapaces de tortues, des perles et de l'or, en échange de fer, de cuivre, de bronze, de filets de pêche, de soie et de porcelaine. Le paradigme barangay «autocontenu» des historiens précédents est extrêmement trompeur. Nous en avons découvert l'aspect erroné en lisant attentivement les chroniques espagnoles, et grâce à l'évaluation de preuves archéologiques, anthropologiques et préhistoriques. Nous ne devons pas confondre les autochtones civilisés avec ceux qui n'avaient pas dépassé le communalisme de clan (Aetas) et le communalisme tribal (la plupart des communautés des hautes terres). Ceux-ci étaient en minorité, même au 16^{ème} siècle.

Au 16^{ème}, 17^{ème} et 18^{ème} siècle, des méthodes militaro-féodales d'exploitation, telles que la levée de tributs, la réquisition, la conscription militaire et pour le travail furent appliquées principalement afin d'extraire des produits en surplus pour les colonisateurs. C'était de la pure rapine.

Tandis que le clergé, certains conquistadores laïcs et des chefs locaux développaient des pratiques féodales telles que l'accumulation de terres privées, la levée de loyers, les monopoles commerciaux, les taxes sur les marchands, les dîmes religieuses etc., l'esclavage persista et se développa jusqu'à son abolition. Il faut dire, toutefois, que l'esclavage n'atteignit jamais les proportions qu'il connut dans les Amériques. Là, des Africains furent l'objet de commerce, destinés à devenir des esclaves sur les plantations. Les esclaves dans les Philippines, au cours des deux premiers siècles de la domination coloniale, comprenaient ceux qui avaient le statut d'esclave dans les temps pré-coloniaux, ceux qui furent faits prisonniers au cours d'expéditions militaires contre les Moros et les tribus des hautes terres, et ceux que l'on avait mis en prison pour s'être sauvés pour échapper à la conscription militaire et du travail. Ces esclaves étaient utilisés comme rameurs sur les gallions et des bateaux militaires ou même comme travailleurs permanents pour les travaux publics, ainsi que comme domestiques dans les maisons et les champs.

Durant toute la colonisation espagnole, la plus grande partie des biens en surplus qui allaient aux colonisateurs et leurs contre-maîtres locaux furent produits par le système féodal. Au cours du 19^{ème} siècle, le féodalisme se développa pleinement et parvint à maturité grâce au stimulus du commerce extérieur avec les pays capitalistes, qui avaient un besoin grandissant de récoltes commerciales-industrielles.

Nous pouvons passer au deuxième concept. Il est faux de dire que l'agriculture philippine et l'ensemble de l'économie devinrent capitalistes au cours du 19^{ème} siècle, simplement à cause du stimulus extérieur fourni par les pays capitalistes. Au contraire, le féodalisme se développa comme jamais auparavant, dans tout le pays. L'augmentation des ventes de récoltes agricoles aux pays capitalistes stimula la production locale de ces récoltes, tout comme la spécialisation agricole et le commerce local. L'effet généralisé fut d'inciter les propriétaires ecclésiastiques et les nombreux propriétaires autochtones et mestizos à accumuler des terres et demander des loyers plus élevés. Dans tout le pays, le système féodal parvenant à maturité dominait encore, par rapport à des éléments semi-féodaux, tels que le système marchand et les grands compradores.

Qu'ils louent des terres à des sous-propriétaires autochtones ou qu'ils engagent des managers étrangers, comme ils le firent par la suite, les ecclésiastiques se lancèrent dans une orgie d'accaparement arbitraire des terres et d'augmentation de la rente foncière. L'encouragement donné par le commerce extérieur à l'exploitation féodale poussa le peuple à la révolution. Il est bien clair que la révolution éclata le plus violemment dans les régions où existaient des propriétés ecclésiastiques.

Voyons maintenant le troisième concept. Lorsqu'on présente le mode de production, on ne commence pas par le marché. Sinon, on risque d'être induit en erreur, et d'insister sur le fait qu'il n'y a jamais eu d'autre mode de production que le capitalisme.

Par exemple, même dans un mode de production esclavagiste, la production des esclaves, et les esclaves eux-mêmes, sont échangés, c'est-à-dire qu'ils passent par le marché. Dans les sociétés féodales, les propriétaires, eux aussi, ont affaire avec les marchands. La question-clé n'est pas de savoir comment le surproduit est échangé, mais comment il est produit et arraché aux producteurs réels. Le mode de production esclavagiste est ainsi nommé parce que la majeure partie du surproduit est élaborée par des esclaves, plutôt que par des serfs ou d'autres classes de la société.

Tout le surproduit de l'actuelle économie semi-féodale ne revient pas aux impérialistes. Les propriétaires terriens, les grands compradores et les impérialistes reçoivent chacun leurs parts respectives. Les impérialistes dérivent leurs profits de l'échange inégal, l'investissement direct et les prêts; et tiennent les rênes permettant de modeler les formes de production et d'échange en fonction de leurs intérêts. Le mode de production philippin est dans l'orbite du capitalisme mondial et en dépend. Mais dans son mode d'existence particulier et distinct, il est semi-féodal et non capitaliste. Le terme «capitalisme dépendant» peut produire plus de confusion que de clarté.

10. Dans quel sens peut-on dire que le féodalisme est la base sociale de l'impérialisme ? Certains insistent sur le fait que le féodalisme n'est pas, et n'a jamais été, la base sociale de l'impérialisme dans ce pays. Ils disent que l'impérialisme est tellement fort qu'il n'a pas besoin du féodalisme. Ils confondent la destruction du féodalisme par le capitalisme au cours du développement des pays capitalistes, et l'utilisation du féodalisme par l'impérialisme moderne, à l'avantage de ce dernier, dans les colonies et les semi-colonies.

Aux Philippines, l'impérialisme américain s'est appuyé sur le féodalisme, historiquement et actuellement, dans différentes sphères : économique, politique et culturelle. Ce n'est pas à cause de sa faiblesse que l'impérialisme américain utilise le féodalisme, mais par suite de sa ruse et de sa force. L'intérêt principal de l'impérialisme américain n'est pas de développer et d'industrialiser les Philippines, pour en faire un concurrent capitaliste de plus, mais bien de les garder comme fournisseurs de matières premières et comme marché pour les produits manufacturés américains en utilisant les propriétaires terriens et les grands compradores, qui sont aussi, pour la plupart d'entre eux, de grands propriétaires terriens.

Dans la sphère économique, les propriétaires terriens sont chargés de la production de récoltes dont les impérialistes ont besoin, et qui forment le gros des exportations. Tous les propriétaires, à travers la production de récoltes de base et pour l'exportation s'emparent de la plus grande partie de la plus-value et l'utilisent pour acquérir les biens manufacturés américains pour la consommation. Ils gaspillent ce qui aurait pu être des ressources à investir et bloquent l'industrialisation des Philippines. Ils parasitent la terre et maintiennent l'arriération des Philippines et sa vulnérabilité à la domination impérialiste.

En politique, les dirigeants politiques réactionnaires du niveau des maires municipaux jusqu'à celui du président, sont, en général, des propriétaires terriens. Il serait certainement stupide que des politiciens américains viennent reprendre les fonctions de leurs exécutants locaux. Il n'y a certainement aucun risque que cela se produise aux Philippines. Il en va de même sur le plan de l'économie. Ce serait bien bête de la part des Américains de vouloir supplanter les propriétaires terriens dans les régions où le féodalisme et le semi-féodalisme est fermement établi. Les compagnies agro-alimentaires américaines ont toujours préféré s'installer dans des zones frontalières, aux dépens des pionniers et des minorités nationales. Ils aiment également établir des «accords agricoles» avec l'Etat, les propriétaires terriens et les propriétaires-cultivateurs. Jusqu'à présent, la classe des propriétaires terriens aux Philippines a tenu bon dans tout le pays, et n'a certainement pas cédé le pas aux capitalistes locaux.

En ce qui concerne la culture, la culture bourgeoise et impérialiste américaine se superpose à la culture féodale, produite par le colonialisme espagnol et l'Eglise catholique. L'impérialisme américain n'ose pas effacer et remplacer la culture féodale, qui subsiste encore largement. Il préfère la chevaucher et l'utiliser, exactement comme il le fait avec l'économie des propriétaires terriens.

C'est Lénine qui a souligné que l'impérialisme moderne s'allie avec le féodalisme dans les colonies et les semi-colonies. Il ne faut pas confondre la bourgeoisie industrielle moderne, qui a détruit l'économie féodale dans les pays capitalistes, avec le capitalisme monopoliste, qui s'impose sur les économies arriérées des colonies et des semi-colonies. L'impérialisme américain a encouragé le développement du semi-féodalisme et de la grande bourgeoisie compradore, mais pas au point de faire des Philippines une néo-colonie industrialisée moderne ou un pays capitaliste industrialisé. Il est aussi malvenu de citer Marx et Lénine en ce qui concerne la bourgeoisie industrielle moderne au 19^{ème} siècle en Angleterre et au début du 20^{ème} siècle en Russie, et de suggérer qu'une pareille bourgeoisie se trouve déjà aux postes de commande de l'économie des Philippines. La bourgeoisie au pouvoir est la grande bourgeoisie compradore. Et le noyau de la bourgeoisie industrielle moderne aux Philippines est encore soumis à la grande bourgeoisie compradore et à la classe des propriétaires terriens, et ne possède pas encore une base locale dans les industries lourdes et de base pour les industries légères qu'elle développe.

Les Lavaites sèment la confusion. Parfois, ils admettent l'évidente domination impérialiste dans le pays. D'autres fois, lorsqu'ils veulent qualifier le pays de capitaliste, ils affirment qu'une bourgeoisie industrielle moderne dirige déjà le pays.

Le premier qui attaqua publiquement la formule «le féodalisme est la base sociale de l'impérialisme aux Philippines» fut le Dr. Jésus Lava, Sr., en 1970. Il énuméra une série d'activités financées et dirigées par les Etats-Unis, et appela celles-ci la base sociale de l'impérialisme américain aux Philippines. Même des économistes néo-classiques éclairés comprennent que l'impérialisme étranger et le goulot d'étranglement féodal dans l'économie sont des obstacles à la croissance du capitalisme dans ce pays. Les révolutionnaires prolétariens comprennent que s'ils arrivent à vaincre la classe des propriétaires terriens à la campagne, l'impérialisme et les grands compradores n'auront aucune base pour se maintenir dans le pays, si ce n'est quelques enclaves dans les villes, où ils ne seraient pas à même de se maintenir longtemps.

Il y a ceux qui se joignent aux Lavaites pour dire que la formule «le féodalisme est la base sociale de l'impérialisme» est inapplicable aux Philippines simplement parce qu'elle est tirée de Mao (ou «dérivée» - un terme péjoratif pour ces génies «originaux»). Ils ne savent pas que même Mao ne saurait prétendre à l'originalité en ce qui concerne ce principe de base.

L'impérialisme moderne a été observé et vécu par tant de personnes dans les colonies et semi-colonies. Pourquoi des peuples entiers, ou leurs intellectuels et dirigeants, ne parviendraient-ils pas à certaines formulations communes ? Ce qui serait regrettable, c'est que ces formulations ne soient pas étayées par des faits et des analyses.

Les marxistes cesseraient-ils d'être des marxistes parce qu'ils tirent des principes directeurs de base de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao et Ho ? Aucun progrès théorique ne peut s'effectuer sans que l'on éclaire et mette à l'épreuve des idées préalablement données, en même temps que l'on se livre à l'analyse concrète d'une situation concrète. La formulation en question affirme qu'il existe une ressemblance générale entre les conditions féodales et semi-féodales dans la Chine pré-socialiste et les Philippines d'aujourd'hui. Les Philippines, bien sûr, présentent de nombreuses particularités différentes de celle de l'ancienne Chine.

11. Voulez-vous discuter plus avant le caractère de classe de la clique dominante de Marcos ? Certains Lavaites proclament qu'elle représente «l'ascendance de la bourgeoisie réformiste nationale sur les seigneurs féodaux et les compradores». D'autres personnes disent que cette clique a encouragé le développement du capitalisme et de l'industrie, en utilisant l'Etat pour rassembler des ressources d'une importance exceptionnelle, afin de les réinvestir. Ces affirmations sont-elles véridiques ? Que pouvons-nous encore attendre de cette clique ? Y a-t-il la moindre chance qu'elle adopte l'alternative nationaliste bourgeoise ?

L'affirmation que la clique au pouvoir de Marcos représente l'ascendant qu'aurait une bourgeoisie nationale sur les grands propriétaires terriens et compradores ne concorde pas avec les faits. La clique de Marcos est la partie extrême des grands compradores et propriétaires et s'empare de la part du lion de la richesse de ces classes grâce à son pouvoir autocratique.

Marcos conspira avec l'impérialisme américain en 1972, précisément pour attaquer avec une violence sans borne le mouvement anti-impérialiste du peuple qui se développait et pour annuler les décisions patriotiques de la Cour Suprême d'alors, concernant les cas de Quasha et le Luzteveco. Même avant la déclaration de la loi martiale en 1972, la clique au pouvoir de Marcos avait poussé à l'adoption de lois d'investissement permettant aux Etats-Unis d'éviter l'abrogation du «Parity Agreement» et du «Laurel-Langley Agreement», afin de perpétuer les «droits paritaires», au moyen d'un «traitement national» des investissements étrangers.

Marcos a été le premier de sa clique à utiliser ses pouvoirs autocratiques, pour reprendre des secteurs entiers des grandes affaires compradore et des entreprises les plus importantes. Lui et sa clique sont devenus le secteur dominant de la grande bourgeoisie compradore. Dans le cadre de la soumission à l'impérialisme américain, ce secteur dominant est devenu le groupe le plus riche - et le plus réactionnaire - de la grande bourgeoisie compradore.

En s'engageant dans de lourds emprunts, à des fins non-productives et non-industrielles, ayant, par conséquent, de vastes fonds à manipuler, l'élite fasciste est rapidement devenue l'agent commercial et financier n° 1 des Etats-Unis et des sociétés multinationales. Parmi les grands compradores, les entreprises «amies» ont bénéficié le plus des emprunts d'Etat et des garanties pour des emprunts, pour l'importation de biens destinés à la consommation, l'énergie, le tourisme et des programmes similaires.

Les corporations «amies», dirigées par les Benedictos, les Disinis, les Silverios, les Cuencas, les Cojuangcos, Romualdezes, Tans, Dees et autres marionnettes philippines et Kuomintang, sont essentiellement des entités grandes compradores, jouant le rôle d'agents pour les Etats-Unis et les multinationales. Ils s'occupent d'une variété étourdissante d'affaires, aucune d'entre elles n'ayant trait à l'industrie lourde ou de base.

Leurs affaires comprennent des banques, des sociétés d'investissement, des assurances, des entreprises de commerce, des entreprises agricoles, la construction, la spéculation foncière, des hôtels, des mines, des entreprises forestières, des plantations, des industries légères dépendantes de l'importation, la confection, l'électronique, l'assemblage de voitures, les engrais, les transports maritimes, l'électricité, le téléphone, les mass média, des maisons de jeu (jai-alai et casinos) et ainsi de suite. L'avantage des «compères» sur leurs concurrents grands compradores est le fait du pouvoir du seigneur autocratique.

Toutes sortes de «trucs», typiques du pire capitalisme bureaucratique, ont été utilisés en faveur de la nouvelle oligarchie. Des prêts ou des garanties de prêts ont été faits avec peu, ou pas, de nantissement. Des décrets secrets et des instructions informelles ont été promulgués, pour accorder des privilèges spéciaux. Des taxes spéciales sont imposées au peuple, que l'on traite ensuite comme des fonds privés. Les clients de sociétés de services sont obligés d'acheter des parts et de payer des charges spéciales qui vont sans cesse en augmentant. Des paiements privés permanents sont tolérés. Des marchandises sont monopolisées et offertes à des prix surfaits, après quoi on dit au peuple qu'il a bénéficié de prix «subsidés» ou «socialisés».

Des vieux projets «de façade» tels que la fonderie de cuivre et les usines de traitement chimique de la coco (après 17 ans de règne de Marcos) ne changent pas le caractère anti-industriel des grands compradores fascistes. Ces projets ne sont que symboliques, et ont été minés, dès le début, par la corruption et le contrôle exercés par des bailleurs de fonds et des investisseurs étrangers. L'aspect «de façade» de ces projets ne diffère en rien de ce que nous constatons dans le domaine de la pseudo-réforme agraire.

La politique économique et financière du pays est, plus que jamais, dictée par les banques impérialistes et les multinationales américaines. Aujourd'hui Marcos ne saurait même pas faire semblant d'appuyer l'industrialisation. On lui dit de se concentrer sur le «développement rural» et d'écraser encore plus la bourgeoisie nationale et le peuple tout entier par une taxation accrue, la dévaluation, la libéralisation de l'importation, l'inflation et ainsi de suite.

Les fascistes ne sont pas seulement devenus les compradores les plus importants du pays - ils sont également les plus grands propriétaires terriens. Ils ont accumulé de vastes propriétés et usines de transformation pour la canne à sucre, la noix de coco, les bananes, le riz, le coton et d'autres produits agricoles pour l'exportation. Ils ont utilisé les banques, pour reprendre les terres des propriétaires terriens qui n'ont pas le pouvoir et même celles des propriétaires-cultivateurs. Ils ont utilisé de nombreux prétextes - domaines agro-industriels, zones de transformation pour l'exportation,

sylviculture, contre-insurrection, location de prairies, pour s'emparer des terres des colons pauvres et des minorités nationales.

Tandis que la crise économique s'aggrave dans le pays et à l'étranger, et que l'obtention de prêts devient de plus en plus difficile et onéreuse, beaucoup d'entreprises «amies» se sont écroulées, et des institutions financières et étatiques sont obligées s'assumer le remboursement des immenses emprunts non-remboursés de ces entreprises faillies. Les fascistes ont-ils subis des pertes personnelles au cours de ce processus ? Non ! Pour échafauder leurs «pyramides de bulles», ils ont reçu des prêts avec peu ou pas de nantissements, ont gonflé les prix des marchandises et des services pour lesquels les sociétés ont payé et se sont livrés à la «comptabilité créatrice».

Les fascistes n'ont aucunement contribué à l'industrialisation des Philippines. Au contraire, ils ont aggravé le sous-développement de l'économie. Ils ont hypothéqué le pays et l'ont vendu à l'encan. De concert avec les impérialistes, ils l'ont pillé et en ont extrait une énorme quantité de richesses sociales. Les fascistes dominants cachent leurs butins à l'étranger, sous forme de comptes en banque secrets, de bien immobiliers de choix, d'actions de grande valeur, de fonds d'investissement, de lingots d'or, de bijoux et de collections d'art.

Y a-t-il la moindre chance que les bandes de grands compradores-propriétaires terriens adoptent l'alternative nationale bourgeoise ? Rien n'indique qu'ils vont changer leur nature sociale. Marcos fait parfois semblant de se plaindre au sujet de dictats économiques «politiquement in-avalables» de son maître impérialiste. Mais il le fait uniquement pour rehausser son statut de marionnette. Il a toujours été constant dans l'assurance qu'il donnait à l'impérialisme américain de continuer à servir les intérêts des Etats-Unis, et d'opprimer le peuple. Il y a eu des cas dans les pays semi-féodaux, où des capitalistes bureaucratiques passèrent d'une position de grands compradores à une position nationaliste bourgeoise. Mais, jusqu'à présent, Marcos n'a montré aucun désir, ou aucune aptitude, de faire de même. Le temps joue contre lui. La crise politique et économique s'aggrave tellement rapidement, qu'il rejoindra bientôt la place qui lui est assignée, aux côtés de Tchang-Kai-Chek, Ngo Dinh Diem, Lon Nol, le Shah d'Iran et Somoza.

Les Lavaites ont à ce point dégénéré, au cours de leur collaboration avec les fascistes, qu'ils séparent arbitrairement Marcos de l'impérialisme américain, et le présente comme étant nationaliste bourgeois. Ils s'emberlificotent par conséquent dans des déclarations extrêmement confuses et auto-contradictaires.

Dans un vain effort pour augmenter la confusion du peuple, les Lavaites proclament que les révolutionnaires attaquent Marcos, et lui seul. Ils disent cela depuis la fin des années 1960. Ils doivent être littéralement sourds et aveugles ; ou ils s'auto-illusionnent tellement qu'ils peuvent ignorer l'identification du tandem Etats-Unis - Marcos comme étant l'ennemi, ainsi que la défense de la ligne nationale-démocratique contre l'impérialisme américain, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique.

12. Voulez-vous parler de la crise économique aux Philippines ? Est-ce que les forces productives dépassent les rapports de production semi-féodaux ? Comment se développe la lutte des classes, aussi bien au niveau de la production qu'au niveau de la superstructure ? Pouvez-vous parler des perspectives de changement révolutionnaire ?

Le mode de production semi-féodal aux Philippines est en crise constante ou chronique. Du 19ème siècle, il hérite la crise d'un féodalisme pourrissant, qui n'a pas été résolu par l'ancienne révolution démocratique, par suite de l'intervention et de la conquête de l'impérialisme américain.

Il semblait que l'impérialisme américain était en train de briser le féodalisme durant la première décennie du siècle, tandis que les domaines ecclésiastiques étaient achetés, les terres ouvertes au peuplement, et que le recensement en 1903 montrait que le pourcentage de locataires chutait de son

sommet, au 19^{ème} siècle, à seulement 18 %. Mais les domaines ecclésiastiques tombèrent sous la domination des propriétaires terriens et non des paysans. De plus, les terres des pionniers étaient toujours reprises par les propriétaires terriens. De décennie en décennie, le nombre de locataires de terres augmentait.

Le capitalisme monopolistique américain a sauvé le féodalisme et s'y est superposé, brisant l'artisanat local et gênant le développement d'une industrie locale importante. Il a imposé au féodalisme l'échange inégal de produits d'importation manufacturés et d'exportation de matières premières, qui ont permis à la grande bourgeoisie compradore d'être plus dominante que la classe des propriétaires terriens, au sein de l'économie semi-féodale qui s'en est suivie.

Ce mode de production est affecté de façon durable non seulement par la vieille crise non-résolue du féodalisme, mais aussi par celle du système capitaliste mondial, tout particulièrement de l'impérialisme, qui est le capitalisme moribond, constamment en crise. Le peuple philippin, tout particulièrement les ouvriers et les paysans, ploient sans cesse sous le joug de l'exploitation étrangère et féodale.

La crise chronique de l'économie va de palier en palier, par suite de facteurs internes et externes. Les forces productives se sont développées de façon déséquilibrée. Et les firmes monopolistes étrangères, de concert avec les classes exploiteuses locales, ont volé aux masses laborieuses les surproduits, maintenant les masses à des niveaux sans cesse plus bas de subsistance et d'appauvrissement.

Le taux de l'expansion des terres cultivées a dépassé celui de l'augmentation de la population, de décennie en décennie, principalement à cause du rétablissement spontané des paysans et de la mise en exploitation de nouvelles terres. Mais le taux d'accumulation des terres entre les mains des propriétaires s'est accru encore plus vite. Aujourd'hui, les zones frontières ont pratiquement été fermées à de nouvelles occupations. Les paysans pionniers et même des minorités nationales sont spoliés de leurs fermes et de leurs terres ancestrales.

Dans les anciennes et les nouvelles exploitations, les paysans sont en train d'être prolétarisés (privés de leurs terres et de leurs outils), et pourtant, il n'y a pas d'industrialisation susceptible d'absorber le surplus croissant de main d'oeuvre. Trop de gens entrent en compétition pour du travail agricole saisonnier et ils se déversent dans les villes, où ils entrent en compétition, à nouveau, pour des travaux occasionnels. Le chômage est en augmentation.

Le problème de la terre est devenu plus aigu que jamais. Par conséquent, la révolution des paysans et des travailleurs agricoles contre la classe des propriétaires terriens éclate à l'échelle nationale. Portée par la force de l'armée paysanne et des autres organisations du peuple, la campagne actuellement en cours pour la réduction des fermages et l'élimination de l'usure mènera inévitablement à la confiscation des terres des propriétaires et à leur distribution gratuite à ceux qui les travaillent.

Le féodalisme est encore le principal problème socio-économique. Il concerne la vaste majorité paysanne du peuple. La plus grande partie du surproduit est extorquée à cette classe, pour être partagée entre les exploités. En même temps que les capitalistes monopolistes étrangers, il faut se débarrasser du féodalisme, afin de libérer les forces productives du pays.

En fait de «développement industriel», l'impérialisme américain a promu les usines de transformation agricole, les entreprises extractives, le conditionnement très limité des matières premières locales, les fabrications «de substitution à l'importation», dépendantes de l'importation, pour la consommation locale (dans les années '50) et, plus récemment, les «industries orientées vers l'exportation», encore plus dépendantes des importations, pour la réexportation et la pénétration sur le marché local. Actuellement, les ressources financières se sont engagées principalement et rapidement dans la construction, les services, le transport et les communications, les services touristiques, l'armée, les sections les moins utiles de la bureaucratie, etc. Tous ces secteurs exigent de fortes importations et

détournement des ressources qui pourraient être utilisées pour le véritable développement de la capacité productive du pays.

Tandis que l'impérialisme américain et le régime bavardent à propos du «développement orienté vers l'exportation», l'économie des Philippines s'est éloignée encore plus de l'industrialisation et est devenue encore plus dépendante de l'échange inégal entre exportation de matières premières et importation de produits manufacturés. Le pourcentage d'emplois industriels, surtout dans les usines, par rapport à l'emploi total, a encore diminué.

Le problème du chômage et du sous-emploi est devenu très grave, tant dans les régions rurales qu'urbaines. Le chômage a continué à s'élever au-dessus du taux chronique de 25 %. L'exportation de main d'oeuvre à bon marché, qualifiée et non qualifiée, et l'émigration de professionnels et de techniciens possédant une importante formation, témoigne de l'incapacité de l'économie à absorber une main d'oeuvre en augmentation.

La dette extérieure s'est accrue de façon spectaculaire, pour subvenir à des projets et des activités non-productifs, pour couvrir le déficit commercial qui augmente rapidement, et le remboursement de l'accumulation de dettes envers l'étranger. Cette dette est utilisée pour renforcer le contrôle des banques et des entreprises étrangères sur l'économie philippine.

Les Philippines sont maintenant obligées d'accorder plus de privilèges à des investisseurs étrangers en échange de conditions de nationalité de longue durée, d'augmenter la libéralisation de l'importation, de réaliser une dévaluation importante du peso, d'augmenter le poids des impôts payés par le peuple, etc.

Les sociétés multinationales ne doivent pas faire de nouveaux investissements pour augmenter le nombre d'entreprises leur appartenant. Elles peuvent choisir de transformer tout simplement les prêts étrangers, et les fournitures qui ne peuvent pas être payées par les hommes d'affaires locaux, en capital de reprise.

Le schéma impérialiste, toutefois, est contradictoire et auto-destructeur. Les Etats-Unis et les multinationales veulent perpétuer les Philippines comme source de matières premières à bon marché, un marché pour leurs produits finis et un champ pour des investissements directs et indirects, effectués à des fins non-industrielles. Ils continuent d'extraire des surprofits. Leur pillage incite le peuple à se révolter.

L'aggravation de l'exploitation étrangère et féodale est telle qu'elle pressure maintenant non seulement les masses laborieuses et les paysans, mais aussi la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale, et les incite tous à se révolter. Même parmi les grands compradores et propriétaires terriens, il y a des conflits, tandis que la clique au pouvoir essaie de s'emparer de tous les avantages économiques et financiers.

La lutte qui se déroule entre les classes exploiteuses et exploitées au niveau de la production, est reflétée et concentrée dans la superstructure. L'Etat est utilisé par la classe dominante, ou plus spécifiquement, la clique dominante, pour opprimer le peuple et imposer la continuation de leur exploitation économique. De son côté, le peuple s'est soulevé, pour lutter pour ses droits et ses intérêts. Etant la force la plus progressiste, la classe ouvrière construit son parti révolutionnaire, une armée paysanne s'appuyant sur les paysans et un front uni qui regroupe toutes les classes patriotiques et progressistes, y compris la petite-bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale.

Le parti révolutionnaire du prolétariat applique la théorie universelle du marxisme-léninisme aux conditions concrètes des Philippines et cherche à diriger et à s'unir avec le peuple tout entier. Le programme de la révolution nationale-démocratique est proclamé et mis en oeuvre pour débarrasser le pays de la domination étrangère et féodale.

La lutte de classe est entreprise non seulement dans la sphère économique, à la base de la société semi-féodale des Philippines, mais également dans les sphères politiques et culturelles de la superstructure. C'est dans la sphère politique que se livrent les combats les plus décisifs. Tandis que la classe dominante utilise la contre-révolution armée pour maintenir les rapports de production, la classe ouvrière, les paysans et le reste du peuple accomplissent la révolution armée, pour détruire les rapports de production existants et libérer les forces productives.

C'est lorsque l'impérialisme américain accentue son intervention et se lance dans l'agression, que le caractère national de la lutte semble submerger son caractère de classe. Mais les deux sont inséparables. Même lorsque la lutte nationale est plus évidente, la lutte des classes la sous-tend.

Dans la révolution nationale-démocratique, l'activité de libération nationale est dirigée contre l'impérialisme américain et l'activité démocratique contre la dictature fasciste et le féodalisme. La révolution agraire est la façon la plus effective de réaliser la démocratie et de mobiliser le maximum de forces populaires pour vaincre l'impérialisme américain et la dictature fasciste.

(Etude publiée dans *New Philippine Review*, Vol. I, n° 1 et 2, 1984)

Démocratie, droits de l'homme et développement au Congo-Kinshasa (Zaïre)

(Ludo Martens)

Un Colloque international a eu lieu au Palais du Luxembourg, à Paris, les 27 et 28 octobre, sur le thème : «Démocratie et développement en Afrique». L'organisation Afrique Développement Coopération Nord-Sud, présidée par M. Nadji Bassiguet, en a pris l'initiative. La commission d'organisation était dirigée par le journaliste Bassirou Diarra, qui a également présenté les propositions de l'ADCNS. Plus de 250 participants, représentant un grand nombre de pays africains, ont fait de ce Colloque un succès dépassant l'attente des organisateurs. Des rapports ont été présentés, entre autres, par les professeurs Jean Suret-Canale, Samir Amin et Mme Marie-Louise Maes-Diop, l'épouse de feu le Cheikh Anta Diop. L'écrivain camerounais Mongo Beti, le Congolais Martin Bemba, le secrétaire général de l'Union des avocats de l'Afrique centrale, le malien Demba Diallo, vice-président de l'Union internationale des avocats, l'écrivain camerounais Elenga Mbuyenga, Francis Wurtz, parlementaire européen du PCF et plusieurs autres personnalités, ont également présenté des contributions. Des communications ont été faites sur trois expériences africaines: le Zaïre, par Ludo Martens ; le Burkina Faso, par le commandant-médecin Arsène Bongnessan Yé, responsable des structures populaires du Burkina ; le Bénin, par le médecin Gad Godonou. Les Rapports du Colloque seront publiés en décembre sous forme de livre. On peut se le procurer à l'ADCNS, 7 rue Lamartine 93240 Stains, France, tél. 33.1.48.23.23.75. Vous trouvez ici le texte intégral de la communication de Ludo Martens, auteur de deux livres sur le Congo-Zaïre, «Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba» et «Une femme du Congo».

Introduction : du temps de la colonisation belge

L'Etat indépendant du Congo, devenu le Congo belge en 1908, a été conquis et pacifié, morceau par morceau, par les armes. Dans son Congo, Léopold II a établi un régime autocratique, dont il a admirablement exprimé les traits essentiels dans une lettre officielle du 3 juin 1906: *«Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une oeuvre personnelle. Or, il n'y a pas de droit plus légitime et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre oeuvre. (...) Mes droits sur le Congo sont sans partage; ils sont le fruit de mes propres peines et de mes dépenses.»* (1) Une fois les réseaux administratifs et militaires étendus sur l'ensemble territoire, toute résistance d'une population morcelée par des structures traditionnelles était rendue fort difficile. Le plus souvent, une résistance diffuse s'exprimait sous des formes religieuses. Les rares fois qu'une résistance physique fut opposée au colonisateur, comme dans la région de l'entre Lushima-Kwilu en 1931, la réaction fut terrible : une expédition punitive de la Force publique a laissé 4.000 morts dans les villages essentiellement pende.(2) Toute activité politique était interdite à la population congolaise, et ce jusqu'à 1958. L'esprit autocratique de la colonisation belge s'exprime aussi dans le fait qu'elle a réussi à empêcher l'entrée d'écrits marxistes dans le Congo belge.

L'essor économique assez prodigieux de la colonie, qui profitait essentiellement à la métropole, était dû au travail forcé imposé aux Noirs. Et justifié devant Dieu et les hommes par l'Eglise catholique. Monseigneur Roelens, le premier évêque du Congo a déclaré : *«Pour civiliser les Noirs, il faut les habituer au travail. Sans travail, aucun enseignement ne portera de bons fruits et le Noir restera un sauvage. L'Etat et les sociétés faisaient en quelque sorte oeuvre pie en imposant certaines prestations aux indigènes soumis à leur autorité.»* (3) Le développement économique a connu une ampleur particulièrement grande, au moment où le système du travail forcé a été imposé à l'échelle la plus large : c'était pendant la deuxième guerre mondiale. Entre 1939 et 1944, la production du cuivre montait de 122.600 à 165.500 tonnes, celle de l'étain de 9.800 à 17.300 tonnes; le caoutchouc grimpa de 1.142 à 12.000 tonnes et le bois atteignait 175.000 m³ à partir d'une production de 75.600 m³.(4) Il y avait 543.957 salariés en 1939, mais déjà 691.067 à la fin de la guerre mondiale en 1944. (5) La guerre terminée, le gouverneur général Pierre Ryckmans du faire un aveu déconcertant: *«Nos indigènes des villages n'ont pas de superflu ; leur niveau de vie est si bas qu'il doit être considéré non seulement*

comme incompressible, mais comme inférieur au minimum vital.(...) Les populations sont fatiguées de leur dur effort de guerre. Nous ne pouvons leur demander de soutenir cet effort — et moins encore de l'intensifier. La limite est atteinte. » (6) L'école coloniale enseignait avant tout la religion avec toute sa charge d'obéissance et de soumission. A l'indépendance, le Congo comptait douze universitaires, aucun médecin, aucun ingénieur. Mais cinq cents abbés noirs. Un colon belge, poète à ses moments perdus, écrira plus tard avec nostalgie : «Il n'y avait pas de politique, ni de danger des élites noires, il y en avait trop peu...» (7)

Notons, enfin, que l'épopée coloniale belge, haute en tueries de tout genre, a débuté sous le drapeau des droits de l'homme. Léopold II envoya ses troupes au Congo pour y combattre «*l'odieux système des razzias et du trafic des esclaves*». Sa «*croisade anti-esclavagiste*» fut menée au nom de «*la fraternité humaine et de la liberté*». Ne s'y opposent que «*ceux-là qui favorisent le chaos et l'oppression*». (8) Les Belges, conscients de leur devoir d'ingérence, sont arrivés dans un Congo «*en pleine barbarie*». Ils y trouvaient «*l'anthropophagie, les sacrifices humains, les ordalies sous forme d'épreuve du poison, les exécutions barbares.*» (9)

1. La lutte de classes en 1959-1965 : indépendance formelle ou indépendance réelle, démocratie populaire ou démocratie néo-coloniale ?

1.1 .Réformisme et radicalisme dans la lutte anticoloniale (1958-1960)

L'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, fut le produit de deux courants historiques opposés. D'un côté, les masses congolaises, se révoltant contre des décennies d'oppression voulaient conquérir leur indépendance réelle. De l'autre côté, l'impérialisme belge se proposait de changer la forme de sa domination et de passer de l'autocratie coloniale à la démocratie néo-coloniale.

La Belgique a permis la création de partis politiques congolais, à partir d'octobre 1958, et elle est activement intervenue dans ce processus. Elle était confiante qu'une démocratie parlementaire s'accorderait parfaitement à la prédominance continue de ses intérêts économiques. Les élites congolaises, fort peu nombreuses, très mal formées, dépendaient complètement de leurs tuteurs belges. En finançant des partis pro-belges et en leur accordant tout l'appui de l'administration coloniale et de l'Eglise, la Belgique coloniale pensait pouvoir déterminer l'issue du scrutin du 25 mai 1960. Mais contre toute attente, les formations nationalistes gagnaient les élections avec une courte majorité de 71 députés sur 137, la majorité étant de 69.(10)

Les masses populaires du Congo — les paysans, les ouvriers et les sans emploi — ont joué le rôle déterminant dans la lutte pour l'indépendance. Elles ont déclenché la révolte du 4 et 5 janvier 1959, au cours de laquelle 300 personnes périrent sous les balles de la Force publique. Les paysans et les ouvriers ont refusé de payer les impôts et ils ont boycotté les institutions coloniales. La plupart des «*évolués*», par contre, ont adopté une attitude hostile à la lutte ou sont restés passifs; une minorité a participé à la lutte pour réformer le système. Après l'indépendance, Lumumba s'est fait le porte-parole du radicalisme paysan et ouvrier, avec des prises de positions que la plupart des évolués trouvèrent indécentes et provocatrices. Lumumba disait : «*C'est le peuple qui nous dicte, et nous marchons suivant les intérêts et les aspirations du peuple. L'indépendance, c'est le début d'une vraie lutte. (...) L'indépendance politique étant conquise, nous voulons maintenant l'indépendance économique. Le patrimoine national nous appartient. (...)Nous-mêmes, les ministres, nous allons aller dans les milieux ruraux, nous allons labourer la terre pour montrer au pays comment nous devons faire nos coopératives. (...)Nous mangeons avec le peuple, nous n'avons pas besoin d'argent.(...) Ce n'est pas en mendiant des capitaux que nous allons développer le pays. Mais en travaillant nous-mêmes, par nos propres mains, par nos efforts. (...) Le seul slogan pour le moment: le progrès économique, tout le monde au travail, mobiliser toute la jeunesse, toutes nos femmes, toutes les énergies du pays. Les cadeaux, on n'apprécie pas. L'indépendance cadeau, ce n'est pas une bonne indépendance. L'indépendance conquise est la bonne indépendance.*» (11) Le gouvernement Lumumba donnait ainsi

expression au radicalisme populaire, faisant de l'indépendance totale par la mobilisation des masses travailleuses, son mot d'ordre principal.

1.2. Interventions militaires étrangères et résistance armée nationale (1960-1961)

Le gouvernement belge décidait immédiatement de saborder cette démocratie parlementaire qu'il avait lui-même échafaudée. Au Katanga, comme au Sud-Kasaï, soumis à un régime d'occupation militaire belge, le règne de l'autocratie était de retour. Les troupes de l'ONU, dont le drapeau cachait mal celui des Etats-Unis, ont, elles aussi, oeuvré à l'élimination des forces nationalistes. Le général Von Horn, qui commandait les forces de l'ONU, a avoué plus tard : «*Je nourrissais une profonde aversion pour Lumumba*». (12) Pour réaliser la transition de la domination coloniale au système néo-colonial, la Belgique et son nouveau protecteur et rival, les Etats-Unis, devaient contribuer à l'émergence d'une classe bourgeoise congolaise, prête à jouer le rôle d'intermédiaire. Et les «évolués» opportunistes rêvaient de pouvoir occuper les positions confortables réservées jusqu'alors aux administrateurs et directeurs blancs. Ils aspiraient à se transformer en grande bourgeoisie compradore, servant les intérêts étrangers en place dans la colonie.

Bien que le gouvernement Lumumba était arrivé au pouvoir à travers les procédures du parlementarisme bourgeois, il n'exprimait pas moins l'aspiration des masses à une démocratie populaire : c'est la mobilisation active et révolutionnaire des masses qui avait permis aux nationalistes radicaux de gagner les élections. Et cette mobilisation populaire se renforçait à mesure que l'agression néo-coloniale se développait. Le 13 septembre, les deux chambres réunies accordaient les pleins pouvoirs au gouvernement Lumumba, lui permettant de prendre des mesures draconiennes contre tous les ennemis de l'indépendance. Lumumba sortait du cadre du parlementarisme bourgeois, il appelait l'Armée Nationale Congolaise et la population nationaliste toute entière au combat contre l'agression étrangère et contre les sécessionnistes au Katanga et au Sud-Kasaï. Le 27 novembre, Lumumba prenait la route pour Kisangani où se trouvait le gros des troupes nationalistes. Il fut arrêté avant d'arriver à destination. Le général Von Horn a déclaré en 1965 : «*A parler franchement, tout le pays aurait pu être mis à feu et à sang, si Lumumba était parvenu à Stanley ville* ». (13) Ici s'exprime clairement la crainte de cet aristocrate, défenseur des intérêts occidentaux, d'une guerre populaire écrasant les forces néo-coloniales putschistes.

Pour établir l'ordre néo-colonial, 10.000 soldats belges débarquaient en juillet 1960 au Congo. Ils ont été suivis par les troupes de l'ONU, plusieurs milliers de Marocains, de Tunisiens et d'Ethiopiens, essentiellement. Et pour imposer à nouveau leur ordre et leur loi, l'Occident et ses portes-paroles locaux agitaient, comme le fit Léopold II à l'époque, le drapeau des... droits de l'homme. «*Lumumba est un dictateur qui nous ramène à l'esclavage*», disait Monseigneur Malula. (14) Kasavubu dénonçait «*le terrorisme et le banditisme*» de Lumumba. (15) Bomboko et Kasavubu accusaient Lumumba d'avoir organisé «*des bandes hostiles dans le but de porter la dévastation, le massacre et le pillage*» et d'avoir commis «*le crime de génocide*» (16) Et le 17 janvier 1961, Lumumba, cet exécrationnel ennemi des droits de l'homme (de l'homme pro-impérialiste, s'entend), sera éliminé en compagnie de Mpolo et Okito. Peu après, Nzuzi, Mbuyi, Muzungu, Mujanayi, Elengesa et des dizaines d'autres cadres nationalistes seront massacrés à leur tour.

1.3. Instauration du régime néo-colonial et insurrection populaire (1961-1965)

En août 1961, après une année d'indépendance, joignant la corruption, l'intimidation et la tromperie politique à la terreur, la Belgique et les Etats-Unis réussirent à rétablir le parlementarisme bourgeois dans les formes et avec les buts originellement prévus. Du 22 juillet au 2 août 1961, lors du Conclave de Lovanium, se réunit le parlement, épuré de pratiquement tous ses éléments nationalistes, tombé aux mains de ceux qui ont tué Lumumba et ses proches. Ce fut le début officiel de la démocratie néocoloniale, taillée à la mesure des intérêts occidentaux. Adoula présenta «*un gouvernement d'unité nationale*» qui prêcha «*le retour à la légalité constitutionnelle*» et «*la confiance mutuelle, l'union et l'effort commun*». Finie la lutte contre l'impérialisme, il s'agit de «*rompre le cercle vicieux de*

vengeance, de haine, de récriminations». Pour développer le pays, Adoula en appela avant tout à «*l'assistance financière de l'extérieur*». Annonçant la répression qui ne tarda pas à s'abattre sur les forces nationalistes, Adoula affirma : «*le maintien de l'ordre sera une préoccupation essentielle de mon gouvernement*». Pour ce faire, Adoula voulut «*réunifier toutes les forces armées sous l'autorité du commandant suprême*», c'est-à-dire de Mobutu, l'auteur du coup d'Etat anti-lumumbiste du 14 septembre 1960! (17)

Dès le 1er janvier 1964, à l'appel de Pierre Mulele, le ministre de l'éducation nationale de Lumumba, les paysans et les travailleurs se soulevaient sur les deux tiers du territoire congolais. La majorité de l'armée nationale passait du côté des insurgés. Le Conseil National de la Libération adoptait un programme rédigé par Léonard Mitudidi et Thomas Mukwidi. Il fixait des buts précis à l'insurrection populaire : «*Reconquérir l'indépendance nationale ; restituer le patrimoine et les richesses nationales au peuple souverain et travailleur ; rétablir la liberté et la démocratie nationales ; établir un gouvernement révolutionnaire, national et populaire.*» Le combat était dirigé contre l'impérialisme et contre la réaction intérieure. «*Le CNL appelle tous les Congolais à : secouer le joug de l'impérialisme américain en balayant les agents congolais de l'oppression yankee ; rompre définitivement avec les traditions rétrogrades et les aliénations politiques, économiques et philosophiques étrangères.* » (18) Théodore Bengila, le compagnon de lutte de Pierre Mulele, a remarquablement bien fixé le point de départ de l'insurrection populaire. «*Le pays est tombé entre les mains d'une caste qui ne cherche qu'à s'enrichir d'une manière scandaleuse, rapide, révoltante, impitoyable au détriment des intérêts réels du peuple qui continue à mourir de faim et à être privé de ses droits essentiels les plus élémentaires*». Après un quart de siècle de mobutisme, cette prise de position de 1963 étonne par sa clairvoyance. On ne saurait mieux décrire le fond commun de la démocratie néo-coloniale d'Adoula et de Tshombe (1961-1965) et de l'autocratie néo-coloniale de Mobutu (1965-?). La conclusion que formulait Bengila, elle non plus, n'a rien perdu de son actualité : «*Il va de soi que nos frères réformistes, traîtres, qui servent d'intermédiaires aux compagnies, sociétés capitalistes et qui constituent directement ou indirectement le support d'une politique étrangère quelconque, incompatible avec les intérêts nationaux, doivent subir les rigueurs de notre lutte d'affranchissement total, sous la direction d'un pouvoir populaire et démocratique.(...) C'est un leurre, voire une utopie que de croire que la décolonisation totale et réelle puisse se réaliser sans casse. L'histoire de l'humanité nous le prouve avec éloquence.*» (19) Sur le territoire où la révolution populaire établissait son pouvoir, des tribunaux populaires étaient organisés pour juger et, éventuellement, condamner à mort, les responsables du gouvernement, de l'administration, des forces de répression et du secteur économique qui avaient livré le Congo aux forces étrangères et persécuté, torturé et assassiné des nationalistes.

L'insurrection paysanne de 1964-1965 aurait triomphé sur tout le territoire national, sans l'intervention militaire de l'armée belge et des mercenaires sud-africains, allemands, espagnols, britanniques, soutenus par l'aviation américaine. Et à nouveau, on a vu accourir au Congo, du monde entier, la racaille fasciste, hurlant sa haine des nationalistes africains au nom... des droits de l'homme ! Le nazi Siegfried Müller, par exemple, affirme s'être rendu au Congo pour combattre les «*rebelles anthropophages*» (!) qui exterminaient «*l'élite congolaise. Leurs victimes étaient dépecées, éventrées, le coeur servant ensuite d'aliment rituel.*» L'ex-lieutenant de la Wehrmacht qui a participé à la campagne de Stalingrad, a voulu délivrer le Congo des «*fauves affamés de sang*». (20) Ainsi, les «*droits de l'homme pro-impérialiste*» ont, une troisième fois, servi de justificatif à des massacres à grande échelle, commis par les forces interventionnistes. Il s'agissait de priver le Congo de son indépendance et d'écraser dans le sang un pouvoir populaire naissant. Avec la franchise du tueur professionnel, le nazi Müller nous expose sa conception de la guerre au Congo: «*Ici, je considère comme ennemi tous ceux que je ne connais pas.(!) En brousse, il devient absolument indispensable de détruire physiquement l'adversaire.* » (21) Après la victoire sur l'insurrection paysanne, le chef des mercenaires-défenseurs des droits de l'homme, le colonel sud-africain Mike Hoare déclara : «*Tuer des communistes, c'est comme tuer de la vermine. Tuer des nationalistes africains, c'est comme tuer des animaux. Je n'aime ni les uns, ni les autres. Mes hommes et moi-même avons tué entre 5.000 et 10.000 rebelles congolais. Mais cela ne suffit pas. Il y a 14 millions de Congolais, vous savez, et je suppose qu'environ la moitié d'entre eux ont été des rebelles.*» (22)

1.4. Démocratie néo-coloniale et dictature néo-coloniale

Au moment même où la révolution populaire se développait au Congo, le gouvernement néo-colonial convoquait, du 10 janvier au 10 avril 1964, une commission constitutionnelle à Luluabourg, comprenant, outre des délégués des provinces, des responsables des syndicats «libres», des employeurs et de la jeunesse. Les travaux de Luluabourg donnaient, pour la première, un cadre constitutionnel congolais à la démocratie parlementaire opérant dans les limites de la dictature néo-coloniale. L'essence de cette constitution **(23)** était la dictature exercée par l'impérialisme et la grande bourgeoisie compradore. «*Les droits de propriété, qu'ils aient été acquis en vertu du droit coutumier ou du droit écrit, sont garantis conformément aux lois nationales*» (article 43).

Cette grande bourgeoisie se réservait le droit d'instaurer un régime militaire, dès que ses intérêts étaient menacés. «*Lorsque (...) le fonctionnement régulier des institutions de la République ou d'une province est interrompu, le Président de la République proclame l'état d'urgence. Il prend alors les mesures urgentes nécessaires pour faire face à la situation.*» (article 97) Il faut dire qu'au moment de la rédaction de ce texte, la province du Kwilu vivait sous l'état d'exception, instauré le 18 janvier 1964 : c'était le retour de l'autocratie léopoldienne avec un commissaire extraordinaire détenant les pouvoirs civils et militaires et des cours martiales passant immédiatement par les armes les condamnés à mort.**(24)** Ce régime s'étendit bientôt sur la majeure partie du territoire national. L'armée néocoloniale, entraînée à partir de 1963 par des officiers belges, américains, israéliens et italiens, protégeait par la terreur les intérêts belges et ceux de la grande bourgeoisie congolaise.

La constitution dénia, bien sûr, à la population le droit à l'autodéfense. «*Nul ne peut organiser des formations militaires, paramilitaires ou des milices privées, ni entretenir une jeunesse armée ou subversive.*» (article 159)

Dans ce cadre de la dictature néo-coloniale, la constitution accordait les droits traditionnels de la démocratie bourgeoise aux citoyens. «*La liberté de presse est garantie à tous les Congolais.*» (article 26) A condition, évidemment, qu'ils en aient les moyens financiers et qu'ils ne «profitent» pas de la «liberté» pour fomenter une rébellion contre l'ordre établi. «*Tout Congolais a le droit de créer un parti politique ou de s'y affilier.*» (article 30) A condition que ce parti accepte d'opérer dans les limites de l'ordre néo-colonial.

Puis, comme toutes les constitutions bourgeoises, celle de Luluabourg comptait maintes stipulations hypocrites qui seront foulées aux pieds dès que les intérêts de la grande bourgeoisie et de l'armée l'exigeaient. «*Toute personne a droit au respect et à la protection de sa vie et à l'inviolabilité de sa personne*». (article 14) Mais bientôt les mercenaires et les tueurs de l'ANC massacraient à coeur joie. «*Aucune troupe étrangère ne peut occuper ni traverser le territoire de la République si ce n'est en vertu d'une loi nationale*», (article 162) Mais bientôt le colonel Vandewalle commandait l'Armée «Nationale» Congolaise et les mercenaires sud-africains se comportaient, de l'aveu du major Müller lui-même, «*comme des soldats en pays ennemi*» (!)**(25)**

Après le coup d'Etat de Mobutu, le 24 novembre 1965, la grande bourgeoisie compradore du Congo, divisée jusqu'alors dans de nombreuses fractions constituant des entités politiques différentes, se regroupa, bon gré mal gré, au sein du MPR. La nouvelle constitution de Mobutu, soumise au référendum le 24 juin 1967, ne se distinguait pas fondamentalement de celle de Luluabourg. Il y eut tout au plus un réaménagement, au sein de la classe politique néo-coloniale régnante, pour donner une plus grande stabilité au régime. Le Président de la République concentrait désormais des pouvoirs qui étaient, auparavant, du domaine du premier ministre et du gouvernement. La grande bourgeoisie mettait fin à ses luttes de fraction ouvertes : «*Il ne peut être créé plus de deux partis dans la République*» (article 4)**(26)**

La constitution de Luluabourg et celle de Mobutu sont issues du même milieu politique. Les deux documents expriment les intérêts de la même classe sociale et de ses protecteurs étrangers. Tshisekedi

a participé en tant que technicien à la rédaction de la constitution de Luluabourg ; il est l'auteur principal de la constitution de Mobutu. A Luluabourg, la commission constitutionnelle a été présidée par Joseph Iléo, assisté de M. Lihau. Les hommes forts du «syndicalisme libre» y ont joué un rôle important : Bo-Boliko, Kithima et Siwa. Bomboko et Takizala y ont pris longuement la parole. Nous retrouvons tous ces hommes à des positions dirigeantes du MPR lors de son premier congrès, le 21 -23 mai 1972.(27)

1.5. La démagogie révolutionnaire et démocratique de Mobutu

Le coup d'Etat de Mobutu, le 24 novembre 1965, fut le couronnement de l'action armée, entreprise essentiellement par les mercenaires sud-africains, les gendarmes katangais et les armées belges et américaines pour «pacifier» le Congo. Contre des paysans et des ouvriers armés de lances, de machettes et d'arcs, les armes à feu les plus modernes, y compris celles de la force aérienne, ont été utilisées. Les forces nationalistes et révolutionnaires, qui représentaient les intérêts des paysans, des travailleurs et des patriotes, ont été noyées dans le sang. Mais à peine les classes travailleuses furent-elles soumises, à peine les organisations révolutionnaires détruites, que Mobutu s'appropriait une grande partie de leur discours révolutionnaire, afin de compléter la terreur politique par la mystification et la démagogie politiques. Ne disposant d'aucune organisation révolutionnaire authentique, le peuple pouvait difficilement percevoir la supercherie. Le Manifeste de la N'sele, manifeste du MPR proclamé le 20 mai 1967, affirme d'emblée : *«Depuis le 25 novembre 1965, une révolution digne de notre grande nation s'opère au Congo. La révolution congolaise est révolutionnaire par la volonté de s'appuyer sur la population (...) Il s'agit d'une révolution vraiment nationale, nourrie par l'expérience».* (28) (Il faut le faire ! Après avoir recouru aux troupes étrangères pour écraser dans le sang la plus grande insurrection populaire de l'Afrique post-indépendante !) Mobutu, l'homme qui renversa le gouvernement nationaliste de Lumumba par son premier coup d'Etat du 14 septembre 1960, l'homme de la CIA et le porte-parole des intérêts belges et américains, pérorait sur le nationalisme congolais : *«Pour nous, les mots colonialisme, néo-colonialisme, impérialisme et autres néologismes qui gardent tout leur sens ailleurs, ont disparu de notre langage. Car nous pouvons le dire, militantes et militants, au Zaïre, nous sommes complètement maîtres de nos destinées.»* (29) Mobutu, le principal responsable de l'assassinat de Lumumba, l'homme qui a fait abattre des dizaines de milliers de paysans lumumbistes, s'efforça de détourner l'héritage de Lumumba au profit de la dictature néo-coloniale qu'il venait d'instaurer : *«Gloire et honneur, s'écria Mobutu, à cet illustre Congolais, à ce grand Africain, premier martyr de notre indépendance économique : Patrice Emery Lumumba. Parce qu'il avait compris que l'indépendance politique ne vaut rien si elle ne repose pas sur une véritable indépendance économique (...) parce que son discours sonnait le glas du colonialisme, Lumumba tomba, victime des machinations colonialistes.»* (30)

Les masses populaires étant défaites et leurs organisations révolutionnaires éliminées, Mobutu pouvait instaurer une forme de démocratie assez large parmi toutes les forces bourgeoises et rétrogrades qui acceptaient de situer leur activité dans le cadre du MPR, structure garantissant les intérêts, tant des multinationales, que de la grande bourgeoisie compradore et bureaucratique. Aussi, Mobutu pouvait-il dire aux centaines de participants au congrès du MPR, en 1972 : *«Vous êtes démocrates, par cela même qu'au sein de ce congrès, ou à l'assemblée nationale, ou dans les instances du parti, vous exercez la démocratie en vous exprimant librement.»* (31) Les différentes fractions bourgeoises et petites-bourgeoises, qui s'exprimaient de 1961 à 1965 à travers les multiples partis politiques, pouvaient désormais se faire entendre à l'intérieur des structures du MPR, devenu, de fait, le parti néo-colonial unique.

2. Néo-colonialisme et accentuation du sous-développement (1965-1990)

Après le coup d'Etat du 24 novembre 1965, et surtout depuis la création du MPR, le 20 mai 1967, la grande bourgeoisie zaïroise a connu une décennie d'ordre et de stabilité, interrompue seulement par quelques luttes importantes mais locales et de courte durée, comme la révolte des étudiants de Lovanium et le massacre de cent étudiants en suivit, le 4 juin 1969. Profitant d'une conjoncture

internationale favorable et de prix du cuivre assez élevés, la grande bourgeoisie avait de l'argent à dispenser. Et comme l'Occident avait des pétrodollars à recycler, les multinationales se pressaient à Kinshasa avec des projets gigantesques, futuristes et dispendieux.

Entre 1965 et 1977, tous les grands projets, sources de profits fabuleux pour leurs promoteurs, monuments surréalistes sans utilité pour le développement du pays, passaient par la Présidence et le Bureau de la Présidence. Le 22 décembre 1965 déjà, juste après son arrivée au pouvoir, Mobutu lançait le projet de la sidérurgie de Maluku. Dix ans plus tard, on aura dépensé 1,5 milliard de FF... et les portes de Maluku seront fermées. Suivait l'épopée d'Inga. La construction de barrages et de centrales électriques sur le site d'Inga demanda 1,3 milliard de FF pour Inga I, lancé en 1971 ; Inga II aura coûté 4 milliards de FF en 1983 et, à la même date, la ligne de haute tension Inga-Shaba a exigé une dépense de 7 milliards de FF. A ce moment, la ligne fonctionnait à 10 % de sa capacité. D'autres projets énormes, tout aussi démesurés et sous-utilisés, seront réalisés, comme la *Voix du Zaïre*. Plus de la moitié de la dette zaïroise provient de ces folies, les projets liés à Inga comptant à eux seuls pour 26 %. Les multinationales européennes ont encaissé l'argent, Mobutu et son entourage ont volé de l'argent à pleines mains. Le peuple zaïrois paye à longueur d'années le principal et les intérêts qui, de rééchelonnement en rééchelonnement, ne font que gonfler...**(33)** La Banque mondiale note en 1982 : «*Entre 1972 et 1974, le Zaïre a contracté de lourds emprunts extérieurs, dont un grand nombre à des conditions peu favorables et pour des projets d'un intérêt douteux. (...) Plus de la moitié de la dette zaïroise en cours résulte des décisions en matière d'emprunt prises pendant cette période. Au cours des sept dernières années, le complexe Inga-Shaba a absorbé environ 3,2 milliards de dollars (prix de 1980).* » **(34)** Mais toute l'industrie du Shaba ne pourra, à terme, absorber que 20 % de la production d'électricité d'Inga... Au même moment, 98 % de la population zaïroise reste privée d'électricité ! **(35)**

A partir de 1976, la corruption, la gabegie, les escroqueries accompagnant cette «*politique d'industrialisation et de développement*» initiée sous le mot d'ordre «*pour l'indépendance économique, en avant*», commençaient à inquiéter les milieux occidentaux. La lutte armée lancée contre le régime en 1977, au Shaba, renforçait ce sentiment. En 1976 et 1977, le FMI avait déjà aidé à mettre au point un «*plan de stabilisation*». En 1977, le ministre des Affaires étrangères belge, Henri Simonet (PS), dirigeait l'élaboration d'un *plan de relance* ; et, à partir de la fin des années soixante-dix, de programmes de réajustement en scénario de relance, le FMI ne lâcha plus le Zaïre. Aujourd'hui le constat suivant s'impose: un quart de siècle de domination impérialiste absolue et presque sans opposition organisée, un quart de siècle de dictature au service de ces intérêts étrangers, ont complètement ruiné le peuple congolais.

2.1. La situation : comme si la guerre civile avait fait rage depuis 20 ans...

Les témoignages alarmants sur la destruction d'une nation et la dégradation physique et morale de tout un peuple, ne manquent pas. Mais on pourrait leur objecter un ton trop subjectif. Nous recourons donc à la lecture des rapports arides de la Banque mondiale pour dresser un tableau de la misère du peuple zaïrois. Les chiffres peuvent changer d'une source à l'autre, mais ils indiquent tous, invariablement, une situation qui va de mal en pis d'année en année. «*L'absence de données fiables reste un sérieux problème au Zaïre (...). Les statistiques de la comptabilité nationale ne sont que des estimations approximatives.* » **(36)** Les sources les plus fiables sont celles que monopolisent le FMI et la Banque mondiale «*for official use only*». Introduisons donc le tableau de la misère d'une nation, par une réflexion qui était assurément faite «*for official use only*». Dans un langage ésotérique, il est dit que le pays ou règne Joseph Mobutu, le pacificateur, se trouve dans une situation tellement désastreuse qu'on jurerait que la guerre civile y fait rage depuis 20 ans. «*Bien que le Zaïre était au cours des années 70, un des pays les plus stables politiquement en Afrique, l'impact combiné de facteurs internes et externes fut tel que la performance de son économie se rapproche de celle de pays qui ont été sévèrement affectés par des conflits civils et/ou par une instabilité politique aiguë.* » **(37)**

Production minière. Le secteur minier domine de façon dangereuse l'économie zaïroise : il fournit 85% des recettes en devises et 25% des recettes fiscales. Ses points forts sont le cuivre, le cobalt et le

diamant. Depuis 1975, on note «une baisse de la production et de la productivité et une décapitalisation croissante de toutes les sociétés minières» (38). La dépendance de quelques matières premières, loin de diminuer, s'accroît. «Au niveau de la production, la part du secteur minier est passée de 12 à environ 29 % du PIB de 1980 à 1985» (39). Le régime de Mobutu a parasité la Gécamines, hypothéquant encore plus lourdement l'avenir du pays. Lorsque le prix du cuivre a connu une hausse en 1987-1989, la Gécamines ne pu en tirer que peu de profit, à cause de ses installations vétustes et du délabrement du système de transport. A moyen terme, les revenus de l'Etat provenant du cuivre, connaîtront une forte baisse.(40)

Production manufacturière. En 1982, la production du secteur manufacturier se chiffrait à 63 % de ce qu'elle était en 1974. L'industrie de consommation ne livrait plus que 60,3% de sa production de 1974 ; la fabrication de machines et d'équipements était tombée à 69,4 % (41). Le secteur manufacturier emploie 160.000 personnes en 1982, soit 22 % de l'emploi du secteur moderne. Il réalise 5 % du Produit Intérieur Brut en 1985, un pourcentage qui est un des plus faibles en Afrique subsaharienne. Deux tiers de l'emploi de ce secteur sont concentrés à Kinshasa et à Lubumbashi. (42)

Transports. Les transports de passagers (nombre de personnes et kilomètres parcourus) ont aussi connu une chute entre 1975 et 1982 : l'ONATRA ne sauve que 61,9 % de ses activités, les chemins de fer (SNCZ) 56,1 %. Seul le transport pour les couches aisées se développe : Air Zaïre atteint l'index 118,3. (43) La Banque mondiale écrit en 86: «Depuis plus d'une décennie, l'infrastructure des transports se détériore faute de fonds suffisants pour assurer l'entretien et les investissements voulus» (44). Et le Commissaire d'Etat au Plan, Sambwa Pida Nbagui, parlait le 21 mai 1987 de «l'état de dégradation alarmant» constaté à la Société Nationale des Chemins de Fer du Zaïre, à l'Office National des Transports (ONATRA) et à l'Office des Routes. (45)

Industrialisation. La formation de capital constant est restée toujours très faible, ce qui montre que le pays n'arrive pas du tout à s'industrialiser. L'investissement brut en capital constant déclinait de 32,1 % du Produit Intérieur Brut en 1972, jusqu'à 21,6 % en 1982 (46). La Banque mondiale ajoute encore que ces chiffres «doivent être utilisés et interprétés avec prudence». Selon une dernière étude de la Banque (1989), l'investissement brut a varié entre 10,9 et 13,9 % du Produit Intérieur Brut au cours de la période 1983- 1989.(47) L'équipement importé augmente légèrement, en prix constants, entre 72 et 82 : de 241,7 millions de zaïres à 283,8 millions. Mais l'équipement produit au Zaïre n'atteint que 5 % de ce montant : 13,0 millions en 72 et 11,7 millions en 82. (48) La capacité d'auto-industrialisation est pratiquement nulle. Le FMI affirme que sa politique de libéralisme sauvage sauvera le Zaïre. Or, l'investissement privé qui est à un niveau ridiculement bas depuis de longues années, chute encore de 7 % du PIB en 1988-1989 à 4 % en 1990.(49) L'investissement direct étranger est tombé à zéro pour toute la période 1988-1990. (50)

Agriculture. Les discours démagogiques sur «la priorité à l'agriculture» n'arrivent pas à cacher la dégradation continue de la situation dans les campagnes (75% de la population). «Au cours de la période 1972-1980, la production agricole a baissé d'environ 10%» (51). L'agriculture ne reçoit que 4,2% du budget d'investissement et 2,3 % du budget ordinaire en 1983 (52). Sur un budget d'investissement de 460.842 millions de zaïres pour 1988, 17.937 sont alloués à l'agriculture; dans le budget des dépenses courantes qui est de 152.777 millions de zaïres, 490 sont attribués à l'agriculture, à comparer avec les 553 destinés à la... JMPR ! (53) Chaque nouveau plan de la Banque mondiale et du FMI promet une revalorisation de l'agriculture, mais le dernier bilan de 1987 n'est que la répétition de tous les précédents. «En 1986, les dépenses du budget d'investissement (pour les projets de l'agriculture et des secteurs sociaux) ne furent que de 1 milliard de zaïres, comparé aux 3,2 milliards du budget de départ» (54). D'après les prévisions des experts du FMI, la libéralisation des prix et la diminution des droits d'importation devraient sauver les paysans. Or en 1985, la moitié des paysans ne savaient pas que le système des prix fixes imposés avait pris fin depuis deux ans : les commerçants empochaient tous les bénéfices de la hausse des prix. Et la progression de l'importation de viande (de l'Afrique du Sud !) «a contraint un grand nombre de petits producteurs à cesser leurs activités» (55).

Autarcie. Dans le Produit National Brut, la consommation privée traditionnelle comptait pour 10,2 % en 1972 ; dix ans plus tard, elle atteignait 26 % du PNB. Sur la même période, la consommation privée, qui passait par les canaux commerciaux, diminuait de 46,0 % à 32,7 % du PNB. (56)

Emploi. En juillet 1984, le Zaïre comptait 29,7 millions d'habitants avec un accroissement naturel annuel de 3,2 %. La population urbaine qui se développe à un rythme de 7,5 % par an, atteignait 40 % du total. 46 % de la population a moins de 15 ans. (57) *«La force de travail urbaine est estimée à environ 4 millions, dont 1 million seulement sont occupés dans le secteur formel. Entre 1970 et 1983, le nombre de travailleurs enregistrés s'est accru d'environ 800.000 jusqu'à 1 million ; l'augmentation se situant uniquement dans le secteur public. Le secteur privé a noté une légère diminution. La plus grande partie de la force de travail dépend d'emplois dans le secteur informel urbain.»* (58) Le plan du FMI de 1983 a conduit à des licenciements massifs dans le secteur public, qui perdait, en une année, 10 % de ses salariés (441.121 en 1982 et 400.000 à la mi-1984). (59) En 1988-1989, le nombre de fonctionnaires a diminué à nouveau de 40.000, dont beaucoup d'enseignants.

Qualification. D'après la Banque mondiale, seuls 35 % des enseignants des écoles primaires et 40 % de ceux des écoles professionnelles et techniques, sont qualifiés. Et de proposer des programmes de formation ! (60) Après l'école, l'enseignant doit chercher de quoi se nourrir : comment pourrait-il passer son temps en *recyclage* ! L'enseignement continue à se dégrader. *«Le recul qualitatif et quantitatif de l'éducation pèsera lourdement sur la croissance de l'économie»*, doit reconnaître la Banque mondiale en 1989. (61)

Salaires. Le salaire réel dans l'administration a chuté de l'index 100, en 1975, à l'index 20,8, en 1982. Le salaire légal minimal, quant à lui, a évolué, en termes réels, de 100 à 9,6, sur la même période. Dans le secteur privé, le salaire réel de 1982 atteint 42,8 % de son niveau de 1975. (62) En avril 1984, le salaire d'un agent auxiliaire, deuxième classe, dans l'administration publique, était de 280 zaïres. Un secrétaire général de l'administration touchait officiellement 12.000 zaïres. Le coût moyen d'un technicien étranger était, en juin 1984, de... 208.672 zaïres (5.957,9 dollars) ! (63) La Banque mondiale : *«L'INS estime que le budget moyen qu'une famille de 6 personnes doit consacrer à la nourriture au début de 1984, monte à 3037 zaïres, tandis que le salaire mensuel de base d'un fonctionnaire de l'échelon intermédiaire est de 750 zaïres.»* (64) *«Les "solutions personnelles" pour compenser le pouvoir d'achat déclinant, comprennent le vol, la corruption, la spéculation, la falsification de documents et des activités parallèles.»* (65) Pour amener un travailleur dans son entreprise, l'employeur doit en général lui payer les frais de transport, de nourriture et parfois de logement : le salaire monétaire ne représente que 40 % de la rémunération totale. (66)

Santé et Education. De 1976 à 1982, le gouvernement dépensait pour la santé en moyenne... 3 zaïres par personne. (67) Un plan quinquennal pour la santé, 1982-1986, prévoyait la création de 140 zones de santé rurales, mais le budget de 1984 réservait 10 zaïres par personne au lieu des 70 zaïres nécessaires pour financer le programme des zones de santé ! (68) *«Au Zaïre, le service des eaux est parmi les moins développés du monde. 5 % seulement des populations rurales ont une possibilité raisonnable d'accéder à des sources permanentes d'eau potable.»* (67) La malnutrition est devenue un problème grave, le kwashiorkor se développe, des maladies pratiquement disparues depuis de longues années, reprennent de l'extension. D'après une étude de la Banque mondiale, la malnutrition par carence protéique, aggravée par le manque d'eau potable, l'absence d'un système d'élimination des eaux usées et l'érosion du sol, se répand rapidement au Kivu, à Kinshasa et dans le Bas-Zaïre. (69) La malnutrition touche 20 à 40 % des enfants. Les maladies intestinales, surtout parasitaires, affectent 80 % de la population. *«La situation sanitaire du Zaïre apparaît beaucoup plus précaire que dans les pays à faible revenu en général»* (70). Malgré tous les avertissements dans tous les rapports de la Banque, la santé des travailleurs zaïrois se dégrade d'année en année. La Banque écrit en 1989 : *«La dégradation en matière de santé publique menace la productivité de la population ; la situation déjà critique risque d'être aggravée par l'incidence du sida. Certains groupes — travailleurs perdant leur emploi, femmes et enfants des milieux défavorisés — ne peuvent faire face à leurs besoins sociaux immédiats.»* (71)

La Banque mondiale constate une détérioration continue de l'infrastructure médicale, «*l'exode continu du personnel médical quittant l'intérieur du pays, un épuisement critique de médicaments et de fournitures médicales (...); les services médicaux (hôpitaux, cliniques et dispensaires) ont soit dû être fermés, soit n'ont pas pu opérer pleinement*». L'agence qui distribue les produits pharmaceutiques estime qu'elle ne peut satisfaire que 10 à 40 pourcent des besoins... et que 20 % de ses livraisons "disparaissent" par suite de vol ou de casse. (72) Depuis 1982, la situation n'a cessé de se dégrader. L'éducation et la santé ensemble recevaient moins de 5 % du Programme d'Investissements Publics de 1979-1981 et 1981-1983 et moins de 4 % de celui de 1983-85 (73). Mais même ces projets ne furent pas tous réalisés. Faisant le bilan en 1986, la Banque mondiale écrira : «*Dans d'autres secteurs, en particulier ceux de la santé et de l'éducation, de nombreux projets du PIP n'ont pas bénéficié d'un financement suffisant du fait des coupes sombres effectuées dans le budget d'investissement*» (74). En 1982, cinquante pourcent des écoles primaires disposaient de bâtiments inadéquats ; 80 % des élèves devaient s'asseoir par terre. Le manque de fournitures scolaires (livres, tableaux) fut déjà jugé critique. (75) Un jeune enseignant du primaire ou du secondaire gagnait entre 142 et 436 zaïres. (76) Les enseignants s'absentent souvent pour trouver de quoi nourrir leur famille ou exigent que les élèves leur apportent un peu d'argent.

Inflation. Le zaïre-monnaie continue sa chute libre depuis 1978. Du 1er novembre 78 au 12 septembre 83, une érosion graduelle diminuait la valeur du zaïre de 96,5 %. Le 12 septembre 83 : coup de buttoir d'une dévaluation de 77,5 %. De septembre 83 à avril 87 : nouvelle érosion lente de 75 %. Sur l'ensemble de cette période, la valeur du zaïre a été entamée d'environ 99,3 pourcent.

1975	1 zaïre = 2,000 dollars
1978	1 zaïre = 1,190 dollar
24 août 1979	1 zaïre = 0,490 dollar
19 juin 1981	1 zaïre = 0,170 dollar
12 sept. 1983	1 zaïre = 0,040 dollar
11 mars 1985	1 zaïre = 0,021 dollar
24 avril 1987	1 zaïre = 0,010 dollar
1 février 1988	1 zaïre = 0,0074 dollar
22 avril	1 zaïre = 0,0056 dollar

Sur toute l'année 1988, le taux d'inflation était de 94 %. Et si fin 1983, on déboursait 31,5 zaïres pour un DTS, fin 1988, il en fallait 368 et il en faut 634, fin 1989.(77)

Par tous ces chiffres, la Banque mondiale doit avouer que chaque année, des dizaines de milliers d'enfants, d'hommes et de femmes meurent *bêtement* au Zaïre. Et ici, il n'est pas question de *droits de l'homme*. Ici, on parle de «*la nécessité des sacrifices*», du respect des principes sacrés du marché libre et du libéralisme économique...

2.2. Les causes

2.2.1. La domination impérialiste

Les rapports et les mémorandums du FMI et de la Banque mondiale, consacrés au Zaïre, contiennent assez de chiffres et de données pour qu'on ne puisse pas se tromper sur les vrais responsables de la désertification économique et sociale du pays : l'impérialisme international et la bourgeoisie

compradore locale. Mais derrière les «*déséquilibres*», les «*contraintes internationales*» et les «*faiblesses de gestion*», le FMI et la Banque mondiale n'indiquent jamais des forces sociales responsables de l'étranglement de tout un peuple.

La domination du Zaïre par le grand capital international est la cause fondamentale de la crise sans précédent que connaît le pays, crise qui s'approfondit à coups de «*plans de sauvetage*». Le contrôle étranger se manifeste dans le véritable protectorat sur le Zaïre, instauré par le FMI et la Banque mondiale, agissant pour le compte de huit pays industrialisés (Belgique, USA, France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Angleterre, Japon, Canada). De 1978 à 1983, on a organisé trois conférences ad hoc à Bruxelles, cinq réunions du Club de Paris et quatre réunions du groupe consultatif de la Banque mondiale pour le Zaïre. **(78)** De 1984 à 1987, la Banque mondiale a réalisé 16 études sur des sujets aussi vastes que les investissements publics, les entreprises parastatales, le marché du crédit, le secteur agricole, l'industrie minière, l'industrie de transformation, etc. **(79)** Les documents du FMI et de la Banque mondiale ne cachent guère le fait que l'élaboration de la politique économique et financière du Zaïre est devenue, en grande partie, leur domaine. Ainsi, on pouvait lire en 1982: «*Avec le concours de la communauté internationale (organisations internationales comprises), des progrès considérables ont déjà été accomplis en ce qui concerne la définition des mesures de politique générale nécessaires pour assurer la relance et le Zaïre a déjà annoncé un certain nombre de décisions appropriées.* » **(80)** En 1986, la Banque mondiale réclame la création d'«*un organe permanent de coordination entre le Zaïre et ses partenaires internationaux*» ; se réunissant chaque trimestre, il devra «*recommander les ajustements jugés nécessaires par les participants.*» **(81)** Ainsi la crainte de Patrice Lumumba de voir le Congo tomber sous une tutelle internationale s'est pleinement réalisée. Aussi Sambwa Pida Nbagui, le Commissaire d'Etat du Plan, se félicitait-il en '87 de ce que la situation «*a obligé le Conseil Exécutif, la Banque mondiale et le FMI à concilier leurs points de vue dans un document-cadre de politique économique couvrant non pas le court terme, mais une période suffisamment étendue.*» **(82)**

Mais, l'impérialisme intervient aussi directement dans la gestion économique pour mettre en oeuvre la politique générale adoptée et ceci à travers *l'assistance technique* qui est parachutée dans les ministères et les entreprises publiques. Toutes les réformes, imposées les dernières années par le FMI, ont pour but de renforcer le rôle du capital international au Zaïre. La structure de l'industrie au Zaïre n'a guère changé depuis l'indépendance ; il n'y a pas eu d'investissements importants dans des branches nouvelles à part celle du pétrole (11.418.179 barils en 1987) et les entreprises existantes n'ont pas été renouvelées. Le secteur de l'exploitation du cuivre et du cobalt, peu rentable, a été laissé à l'Etat zaïrois mais la Société Générale de Belgique a continué à monopoliser les profits, grâce au raffinage et à la commercialisation. Actuellement, le grand capital international, essentiellement belge, cherche les modalités qui lui permettront de réinvestir de façon profitable la Gécamines ; la préparation de cette reconquête est déjà bien avancée. Le secteur de l'industrie textile (28.000 travailleurs avec les industries connexes) est entièrement sous contrôle étranger. «*La direction de toutes les entreprises est entre les mains d'expatriés.* » **(83)** Toute la politique de la Banque mondiale et du FMI tend à renforcer la confiance du secteur privé, qui est essentiellement étranger : l'autorisation de transférer les dividendes à l'étranger depuis 1984, la révision du Code des investissements, la signature d'un traité d'investissements bilatéral avec les Etats-Unis. «*Les mesures de libéralisation prises ces dernières années soulignent la reconnaissance croissante du Gouvernement de l'importance des forces du marché, des signaux des prix et de l'initiative privée.* » **(84)** A une réunion récente du Groupe Consultatif sur le Zaïre, Sambwa Pida Nbagui a apporté «*la confirmation d'une option irrévocable pour la libéralisation de l'économie en vue d'attirer les capitaux privés internes et externes.*» Il y a annoncé la privatisation de certaines entreprises publiques et la transformation de certaines dettes en prises de participation dans les sociétés contrôlées par l'Etat zaïrois. **(85)** En 1989, quatre entreprises publiques ont été liquidées (Somido, Somika, Codaik et Sotexo), la privatisation partielle de cinq entreprises publiques a été entamée (Sosider, ONPTZ, Kisenge, Forescom et Coton-Zaïre) et la privatisation totale de huit entreprises est à l'étude.**(86)**

2.2.2. Les dettes : l'emprise des banques internationales

Au 31 décembre 1983, la dette extérieure se chiffrait à 4,610 milliards de dollars. Près de la moitié — 2,075 milliards (ou 45,0 %) — était constituée d'anciennes dettes rééchelonnées ou d'intérêts non payés et capitalisés. **(87)** Au 30 juin 84, ces intérêts capitalisés seuls constituaient 17,2 % de la dette ou 0,758 milliard de dollars. **(88)** D'après Sambwa Pida Nbagui, la dette extérieure en cours atteignait 6,30 milliards de dollars au 31 décembre 86. **(89)** Le Zaïre devait déboursier sur une période de 5 ans, de 1979 à 1983, un montant de 1,707 milliard de dollars pour les intérêts et 1,871 milliard pour le remboursement du principal. Au cours de cette même période, le Zaïre a reçu 1,183 milliard d'emprunts nouveaux. La perte de capitaux aurait été de 2,268 milliards sans les rééchelonnements d'usage... Aussi, au cours de ces cinq années, on a dû rééchelonner des dettes pour un montant de 3,120 milliards de dollars... **(90)** Sur 60 % de ces dettes rééchelonnées, les taux d'intérêt à payer dépassaient les 10 %. **(91)** Fin décembre 1987, la dette a atteint 6,9 milliards de dollars. **(92)** Dans ses prévisions faites en 1985, la Banque tablait sur un rééchelonnement de 318 millions de dollars en 87; en réalité on a dû rééchelonner 688 millions sur un total de 790 millions dus pour l'année ! **(93)** A mesure que le temps passe, de rééchelonnement en nouveau rééchelonnement, la dette continue de gonfler automatiquement. En 1983, le service de la dette atteignait 35 % des revenus de l'exportation des biens et services; en 1985, le pourcentage était passé à 46 %. **(94)** En 1980, le service de la dette extérieure mangeait 22,4 % des dépenses inscrites au budget de l'Etat. On arrivait à 42,0 % en 84 et à 55,1 % en 85, année au cours de laquelle l'ensemble des dettes extérieures et intérieures ont accaparé 73,0 % des dépenses budgétaires. Sans rééchelonnement, le service de la dette de 1985 aurait dépassé tous les revenus budgétaires de l'Etat zaïrois ! **(95)** En 86, le service de la dette extérieure constituait 51,3 % des dépenses budgétaires ou 62,0 % des recettes publiques. **(96)** Pendant la période du plan quinquennal 1986-1990, le Zaïre doit payer 1,880 milliard de dollars d'intérêts et 3,219 milliards de remboursements, au total 5,099 milliards... **(97)** Un chiffre illustre bien la façon inexorable dont le pays tombe, par un automatisme créé par l'ampleur même de sa dette, dans une dépendance de plus en plus meurtrière vis-à-vis du capital bancaire international. «60 % du service dû en 1990 est attribuable au seul rééchelonnement de 1983.» **(98)** Pour l'année 1989, les chiffres officiels du montant de la dette extérieure varient de 6,09 milliards de dollars à 7,7 milliards ! Pour les années 1987, 1988 et 1989, le service de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services est respectivement de 58,6 %, 53,0 % et 57,7 %. **(99)** Le Zaïre n'arrive plus à payer les intérêts et à rembourser le principal : les arriérés montent en 1988 à 842 millions de dollars **(100)**. Le FMI s'attend à ce que la situation se détériore encore plus en 1990-1991.

Payer les dettes, c'est rendre impossible tout développement économique autonome. Accepter le protectorat impérialiste, c'est voir le pays spolié, par le mécanisme du service de la dette, de ses maigres capitaux qui pourraient assurer un début de développement industriel national. Et un des soucis majeurs de tous les *plans de sauvetage* est précisément d'assurer le paiement des dettes extérieures.

2.2.3. La dégradation des termes de l'échange

L'impérialisme maintient le Congo-Zaïre, depuis son indépendance, dans le rôle de fournisseur de matières premières dont les prix sont fixés à un niveau excessivement bas par les interventions du capital international sur les marchés mondiaux. Voici les revenus essentiels que le Zaïre tire de ses produits d'exportation :

Année 1983, chiffres en millions de dollars

Cuivre	781,2
Pétrole brut	236,5
Diamant	138,9
Cobalt	121,4
Café	116,5

Ces cinq postes constituent 91,5 % des exportations. Le cuivre seul représente 51,2 %. **(101)** Dans l'ensemble, les prix des produits d'exportation connaissent une baisse constante depuis 1973 : la valeur par unité des produits importés, par contre, est en hausse régulière. Voici les variations du prix du cuivre zaïrois : **(102)**

1975	75,5
1976	85,5
1977	79,9
1978	83,4
1979	121,1
1980	133,2
1981	106,3
1982	90,3
1983	97,2
1984	91,5

Les termes de l'échange des produits exportés et importés au Zaïre ont varié de la façon suivante : **(103)**

1980	100
1981	84,2
1982	72,7
1983	69,0
1984	78,7

Les termes de l'échange auraient connu une légère amélioration en 85, mais Sambwa Pida Nbagui, le commissaire d'Etat au Plan, déclara le 21 mai '87 à Paris : «*Le Zaïre a enregistré une dégradation des termes de l'échange de 24 % en 1986*». Ainsi le Zaïre a enregistré en 1986 une moins-value de ses recettes d'exportation estimée à 400 millions de dollars, une somme égale à la moitié des recettes de l'Etat. **(104)** Restés bas en 1987, les termes de l'échange ont remonté en 1988 et 1989 pour atteindre le niveau de 1984, c'est-à-dire 80 % de l'index 1980. **(105)**

Le FMI avance de temps en temps quelques constats plaintifs sur «*l'environnement international défavorable*» du Zaïre. La dégradation des termes de l'échange exprime clairement la domination impérialiste sur l'économie du tiers monde. Le renversement de cette évolution n'est réalisable qu'en organisant la solidarité des pays du tiers monde sur une base anti-impérialiste sans équivoque. Au plan national, il exige un effort de développement industriel autonome qui s'appuie sur une mobilisation des facteurs nationaux : une transformation des matières premières au Zaïre et une diversification de l'industrie.

2.2.4. Une gestion qui amplifie la gabegie

Le FMI et la Banque mondiale pointent un doigt accusateur vers l'incapacité gestionnaire des hauts fonctionnaires et responsables économiques du Zaïre. Ajuste titre. Seulement, d'où vient cette incapacité ?

La classe des grands bourgeois liés à l'appareil de l'Etat et au capital étranger, est sortie du néant en une seule nuit. Quelques mois après l'indépendance, après l'écrasement des lumumbistes, le néo-colonialisme a hissé au sommet de la hiérarchie sociale, des petits commis noirs, sergents, capitaines, là où trônaient dans un passé fort proche, les grands chefs blancs. Ces gens se sont enrichis en un rien

de temps, grâce au pillage des caisses de l'Etat, aux détournements, à la corruption et à la fraude. Comment se tromper sur l'origine de cette *incapacité gestionnaire* des Zaïrois, dans un pays dont le président-fondateur dispose d'une fortune de 5 milliards de dollars planquée à l'étranger ? **(106)** Les problèmes de gestion sont déterminés par la nature de classe du système économique. Le système zaïrois est complètement dominé par le capital international et dirigé politiquement par une classe corrompue. Qu'est-ce qu'on veut gérer ? Et dans l'intérêt de qui ? La Banque mondiale notait en 1985 : «*A l'exception de la gestion de la dette extérieure, qui s'est améliorée à travers les années, la planification et le contrôle financier restent en général faibles.*» **(107)** Qu'est-ce qu'on gère ? Grâce à «*l'assistance technique*» du FMI et de la Banque mondiale, le Zaïre en est donc arrivé à bien gérer ses dettes, à bien gérer le drainage des richesses du pays vers les coffres-forts des créanciers étrangers.

En 1982, la Banque mondiale écrivait qu'il était difficile d'imaginer une baisse plus importante dans le revenu par habitant. Difficile à imaginer ? Huit années plus tard, cette baisse plus poussée des revenus est facile à constater : la malnutrition, la famine, les maladies, le chômage, l'analphabétisme... gagnent chaque année en ampleur. *Bien gérer* les dettes et les avoirs du capital étranger, revient à rendre impossible la bonne gestion des forces productives des paysans, artisans, petits commerçants. *Bien gérer* le Zaïre dans l'intérêt de l'impérialisme vorace, ne peut se faire qu'en foulant aux pieds les intérêts des masses populaires.

Au Zaïre, l'impérialisme se trouve dans une situation relativement difficile puisqu'il ne sait pas s'appuyer sur une grande bourgeoisie autochtone, ayant une expérience industrielle propre et acceptant, dans les grandes lignes, les règles du *clean capitalism*. Le FMI se plaint à longueur d'années que tout échappe à l'impôt, que le commerce illicite est en pleine floraison, que les dépenses de l'Etat ne sont pas contrôlées. Mais comment pourrait-il en être autrement puisqu'il s'agit là des moyens classiques avec lesquels les grands bourgeois bureaucratiques du Zaïre font leur beurre ? Le dialogue qui se déroule depuis une bonne dizaine d'années «*dans un climat de parfaite compréhension mutuelle*» entre le FMI, la Banque mondiale et les autorités zaïroises, a quelque chose de surréaliste. La grande bourgeoisie bureaucratique zaïroise dépend complètement de l'impérialisme et le capital financier international a besoin de l'appui de la classe dirigeante zaïroise pour appliquer *ses remèdes* : d'où leur parfaite compréhension... Seulement, l'objectif du FMI-Banque mondiale est d'imposer les règles d'un *clean capitalism* de facture libérale, pour s'assurer le paiement des dettes et pour créer des conditions profitables à l'investissement étranger. L'objectif de la bourgeoisie bureaucratique zaïroise est de protéger les sources traditionnelles de son enrichissement : la fraude, les détournements de fonds publics, la spéculation, la corruption, le vol, etc. De par ses intérêts propres, la grande bourgeoisie bureaucratique ne peut pas *mettre en application loyalement* les recommandations, plans, décisions auxquels elle souscrit sous injonction du FMI. Les frictions continueront entre ces deux forces sociales, la situation économique et sociale continuera probablement de pourrir jusqu'à ce qu'une intervention musclée de la population mette fin aux folies des uns et des autres. Chaque *Plan* imposé par les financiers étrangers comporte sa cargaison de mesures de rigueur, de contrôle, de vérification, etc. Mais deux, trois ans plus tard, les résultats concrets dénotent toujours les mêmes tendances : *le commerce illicite* continue à faire rage, «*21 % de toutes les importations dédouanées, le sont en franchise*», «*l'allocation des devises se fait de façon arbitraire et partisane*» et sert en partie à des opérations spéculatives, les recettes de l'Etat sont systématiquement surestimées, les dépenses sous-estimées, «*la majeure partie des revenus provenant du commerce en gros (...) et des revenus locatifs échappent à l'impôt*», etc. **(108)** Si la Banque mondiale peut féliciter les grands bourgeois bureaucratiques des «*mesures de libéralisation*» qu'elle a arrêtées, elle se voit obligée de constater à la même page l'«*application arbitraire de taxes et de règlements dans un environnement manifestement plus corrompu.*» **(109)**

Carences de gestion ? La plupart des observateurs de la réalité zaïroise sont d'accord sur les deux points suivants. D'abord, dans la masse zaïroise, on trouve d'innombrables génies de la gestion du secteur informel... Les Zaïrois sont devenus des génies de la débrouillardise, ils font preuve de beaucoup de talent pour assurer la survie de leur famille dans des situations catastrophiques. Ensuite, le Zaïre compte un grand nombre d'intellectuels très bien formés qui sont mis dans des situations où leurs talents ne peuvent pas être mis à profit : mal affectés par des bureaucrates du M.P.R., sous payés,

travaillant dans un environnement qui rend impossible l'obtention de résultats... Mais il faudra le renversement de la domination de l'impérialisme pour que les talents «gestionnaires» des masses populaires et des intellectuels puissent être mis pleinement en valeur au service d'un développement national.

3. Le Zaïre devant le choix : multi-mobutisme ou révolution anti-impérialiste

Parmi les financiers étrangers, l'opinion prévaut actuellement que la corruption, le parasitisme et le népotisme du régime de Mobutu empêchent désormais de faire des investissements rentables, sous des garanties suffisantes. Le régime de Mobutu qui a cautionné pendant trente ans le pillage du Congo par l'impérialisme, est devenu l'obstacle principal à l'exploitation rationnelle des richesses congolaises par les multinationales.

Désormais, la préoccupation essentielle du monde impérialiste est la recherche d'une solution néo-coloniale à la crise provoquée par l'effondrement du régime Mobutu auquel on assiste aujourd'hui au Zaïre. Il s'agit, pour l'impérialisme, de se débarrasser de Mobutu et de son entourage direct, tout en maintenant les structures essentielles du système néo-colonial en place. La *démocratisation* conçue par les puissances occidentales pour le Zaïre consiste à sauvegarder le personnel politique du MPR, tout en le complétant par des *opposants* à Mobutu et autres *lumumbistes* prêts à garantir les intérêts économiques et stratégiques du capitalisme international.

3.1. L'impérialisme et la démocratie

A l'heure actuelle, Mobutu parle à profusion de démocratie, de droits de l'homme et de multipartisme. Pour bien comprendre de quoi il est question, il importe de se rendre compte que dans la conjoncture internationale présente, l'impérialisme lance des offensives dévastatrices contre l'ensemble des pays du tiers monde au nom de *la liberté et de la démocratie*. Sous ce prétexte, il s'attribue un *devoir d'ingérence* comme à l'époque de la colonisation, au siècle passé.

Au nom de *la liberté et de la démocratie*, les forces fascistes et terroristes au service de l'impérialisme, mènent des guerres de basse intensité contre tous les mouvements révolutionnaires en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Cette stratégie a été élaborée par l'impérialisme américain, suite à ses défaites en Indochine et elle s'appuie sur une combinaison d'opérations clandestines de la CIA, d'actions répressives de la part de l'armée et des forces policières locales, d'actions terroristes exécutées par des groupes fascistes et des escadrons de la mort et, si nécessaire, elle aura recours aux forces spéciales américaines d'intervention rapide. Ainsi, au nom de *la liberté et de la démocratie*, les Contras ont assassiné 30.000 paysans et travailleurs au Nicaragua et la campagne de déstabilisation américaine a abouti à l'effondrement de la révolution sandiniste. Au nom de *la liberté et de la démocratie*, l'armée américaine a envahi le Panama pour y massacrer entre 4.000 et 7.000 personnes et ceci sans rencontrer une opposition sérieuse au niveau international.

Si la guerre de basse intensité a pour but d'éliminer toutes les forces anti-impérialistes conséquentes, la politique *des droits de l'homme et du multipartisme*, prônée par les Américains, vise à protéger et à développer les groupes politiques favorables au néo-colonialisme.

Le concept des *droits de l'homme*, dans le langage de l'impérialisme, sert essentiellement à protéger l'homme réactionnaire et pro-impérialiste. Lorsque des fascistes, des agents de la CIA, des réactionnaires et des éléments pro-impérialistes sont réprimés par des gouvernements progressistes, l'impérialisme vole à leur secours en agitant des *droits de l'homme*. Quand un gouvernement pro-impérialiste s'attaque à des opposants qui, cependant, ne constituent pas une menace pour l'ordre néo-colonial, l'impérialisme protège les victimes qu'il considère comme ses hommes de réserve. Ainsi, les Etats-Unis ont résolument défendu des «droits de l'homme» de M. Nguza Karl-I-Bond lorsque celui-ci fut condamné à mort par Mobutu.

Par contre, les révolutionnaires et anti-impérialistes conséquents, on peut les éliminer, massacrer, égorger au nom de la *lutte contre le terrorisme* et de la *lutte contre le totalitarisme communiste*. Ainsi, les Etats-Unis ont contribué, à l'époque, à éliminer Lumumba, Mpolo, Mulele, Yumbu et tant d'autres. Point de *droits de l'homme* de ce côté-là. Quant aux masses paysannes et travailleuses, ces *damnés de la terre* n'entrent nullement en ligne de compte pour le concept des *droits de l'homme* de l'impérialisme. Que l'exploitation éhontée fasse crever de maladie des millions de gens (20 % de la population des villes africaines mourront de sida dans les dix années à venir !) (110), fasse crever de famine des centaines de milliers d'êtres humains, cela n'émeut guère l'impérialisme. Ses politiciens prononceront quelques discours creux, mais n'y verront pas des crimes contre les droits de l'homme, organisés par le monde des affaires de l'Occident.

Le *multipartisme*, tel qu'il est prôné par le monde impérialiste, vise à assurer à la domination étrangère, des assises politiques plus souples, plus solides et plus faciles à manipuler. Au moment où il n'y a pas de danger direct d'une révolution populaire anti-impérialiste, l'Occident préfère un système politique où plusieurs partis bourgeois et pro-impérialistes rivalisent. En Argentine et au Chili, l'impérialisme a d'abord exterminé plusieurs dizaines de milliers de cadres et de militants de gauche; les structures révolutionnaires cassées, on peut à nouveau tromper les masses avec une *démocratie* dont les partis multiples sont financés par l'Occident. Sous condition de pouvoir marginaliser les forces politiques révolutionnaires, le multipartisme bourgeois est le système qui correspond le mieux aux intérêts occidentaux.

Le monopartisme mobutiste trouve son origine dans la répression des forces nationalistes au cours des années 1963-1966 et correspondait à la nécessité de souder les forces contre-révolutionnaires dans une situation politique qui restait instable. Mais ce parti unique aux mains d'une mafia insatiable, monopolisant non seulement la politique mais aussi l'économie, comporte de grands désavantages pour les multinationales. Le clientélisme, le népotisme, la corruption, le parasitisme (dépenses de luxe, fuite de capitaux) et le mépris de la compétence technique, tout cela nuit au développement d'un capitalisme «civilisé» fonctionnant selon des règles établies. En revanche, une concurrence entre plusieurs partis pro-impérialistes permettrait à l'impérialisme de critiquer et d'éliminer plus facilement les aberrations les plus criantes qui fusent dans tout système dépendant néo-colonial. Ce *multipartisme bourgeois* ne change rien de fondamental au sort des masses paysannes et travailleuses. La preuve en est la convergence qu'on a vue se dessiner ces dernières années entre le système monopartite du Zaïre et celui caractérisé par un multipartisme pléthorique du Sénégal.

3.2. *Le multipartisme de Mobutu*

Le 24 avril 1990, par un édit impérial, Mobutu a décrété la démocratie et le multipartisme. Suite à ce revirement — véritable coup de maître — des dizaines de partis politiques sont sortis du néant pour crier et hurler à qui mieux mieux : démocratie ! Démocratie ! Ceux qui se sont opposés de façon conséquente à l'impérialisme et à la dictature, sentent qu'ils se sont fait rouler. Et ils se rendent compte que la démocratie qu'on leur mijote, est la démocratie des barons du régime, que le multipartisme n'est rien d'autre que le multi-mobutisme. A l'heure actuelle, tout le renouveau qu'orchestre Mobutu, consiste à remplacer la dictature pro-impérialiste par la démocratie pro-impérialiste. Or, aussi longtemps que durera la mainmise de l'impérialisme sur le Zaïre et aussi longtemps qu'existera une classe de grands bourgeois noirs, inféodés aux intérêts occidentaux, le peuple, c'est-à-dire les ouvriers, les paysans, les petits fonctionnaires, les enseignants et étudiants, subiront l'oppression et l'exploitation, bref, la dictature. Le renouveau de Mobutu a pour but principal de maintenir cette dictature et cette exploitation.

Mais alors, où sont le changement et le renouveau ? La classe des grands bourgeois noirs, ayant les barons du régime à leur tête, a exercé depuis 1965 sa dictature contre le peuple travailleur. Elle a amassé des richesses en exploitant les ouvriers et les paysans et en les pillant par les impôts et les dévaluations. Mais au sein même de cette classe de grands bourgeois a été instauré, à partir du milieu des années soixante-dix, un règne arbitraire, le pouvoir despotique et autocratique de Mobutu. Le

renouveau actuel consiste essentiellement à remplacer cette dictature, cet arbitraire à l'intérieur de la classe bourgeoise, par la démocratie pour les différentes fractions bourgeoises. Aujourd'hui, Mobutu accorde gracieusement la démocratie à tous les barons de son régime : «*Que tous les voleurs et pillards que j'ai réunis autour de moi, se battent désormais pour leur propres intérêts, que chaque baron déploie son propre programme, ensuite, nous redistribueront les cartes entre nous et entre nos semblables et nous verrons quelles fractions s'imposeront.* »

La démocratie, pour quelle classe? Ce que Mobutu et ses conseillers américains essaient aujourd'hui de mettre en place, est une démocratie impérialiste, une démocratie pour les barons du régime, une démocratie pour toutes les fractions bourgeoises qui acceptent de travailler sous les ordres du FMI, de la Belgique et des Etats-Unis. Avant le 24 avril, les barons se retrouvaient au sein du comité central du MPR et affirmaient : le Parti-Etat, c'est nous ; aujourd'hui, ces mêmes individus créent tous leur «propre» parti et ils s'écrient : le multipartisme, c'est encore nous !

3.3. *Le multi-mobutisme s'installe*

Les barons qui entendent garder l'étiquette MPR se divisent en trois clans.

Kithima (ancien syndicaliste "socialiste", ancien MNC-Lumumba !) était le numéro deux du MPR. Aujourd'hui, il nous apprend comment se faisaient les nominations au sein de l'Etat : «*Pour réussir, on recourait à certains membres des services de sécurité qui, avec leurs bulletins d'informations, faisaient le reste. Dans la pirogue MPR, il y avait des caïmans, des crocodiles et des éléphants qui se mordaient à pleines dents.* » (111) Bien dit ! Sous la dictature, ces caïmans se mordaient «en privé» ; grâce la «démocratie», ces caïmans se mordent en public, au vu de tous.

N'singa Udjuu a reçu mission de Mobutu de réorganiser le MPR. Et le voilà qui dénonce «*le tribalisme, le sectarisme, le népotisme, la corruption, le gaspillage et l'injustice*» ! Dans une proclamation solennelle, il affirme : «*Muspar la volonté d'édifier sur le sol de nos ancêtres une société nouvelle fondée sur l'humanisme communautaire, la justice, la solidarité, la liberté, la démocratie et qui place l'homme au centre de toute préoccupation, nous, citoyens zairois signataires créons un parti politique dénommé Mouvement Populaire pour le Renouveau.* » (112)

Un troisième homme, Vunduawe se lance, lui aussi, dans le combat pour l'héritage du MPR. Il dénonce le «*déficit démocratique*» de la deuxième République (1965-1990), «*l'immoralité publique, l'impunité, le népotisme, le favoritisme, la spoliation des biens de l'Etat*». Et il affirme : «*Le groupe dont je suis le porte-parole se réclame du MPR originel fondé en 1967 dont le fondateur est Mobutu. Ce MPR a pour projet de société le Manifeste de N'sele. Je mets au défi tous les leaders politiques de nous produire un texte aussi consistant que ce Manifeste.* » (113) Et il a raison, le professeur Vunduawe : parmi tous ces dirigeants qui veulent s'attirer les faveurs de l'impérialisme, aucun n'a présenté un texte qui dépasse la démagogie raffinée du Manifeste de N'sele qui a couvert 23 ans de domination impérialiste au Congo-Kinshasa.

D'autres barons du régime créent leur propre parti sous une étiquette qui rappelle plus la période coloniale ou la période du parlementarisme bourgeois (1961-1965).

Iléo, déjà en 1956 l'homme-clé du lobby chrétien, lié au Parti Social-Chrétien dominant la Belgique, Iléo qui succédait illégalement au premier ministre Lumumba, le 5 septembre 1960, Iléo qui fut une des figures de proue du MPR, a créé son Parti Social-Chrétien et Démocrate.

Mandungu, l'ancien chef de la Garde civile, a mis sur pieds son Front Commun des Nationalistes.

Ngalula, un des principaux chefs de l'UDPS, était retourné, l'année passée, à la maison-mère du MPR. L'homme avait été du côté des troupes interventionnistes belges en 1960, lors de l'aventure de l'Etat indépendant du Sud-Kasaï. Tshisekedi et Lihau ont participé au Collège des commissaires généraux,

installé par Mobutu après son coup d'Etat du 14 septembre 1960 contre Lumumba. Plus tard, ils étaient parmi les principaux organisateurs du MPR au cours des années 1967-1979. L'UDPS, principale force de l'opposition parlementaire à Mobutu au cours des années quatre-vingts, connaît actuellement une crise grave, les jeunes les plus combatifs l'ayant quitté. Ses chefs historiques sont d'ailleurs fort divisés entre eux. Dans une lettre du 1er juillet, Bossassi Epole, un des fondateurs de l'UDPS, répertorie quatre fractions : les *radicaux durs* autour de Tshisekedi, les *modérés musclés (!)* que Bossassi Epole prétend diriger, les *modérés pondérés (!)* autour du vieux mobutiste Ngalula et les *radicaux musclés* de Dikonda. Bossassi essaie de s'allier à Lihau, le président nouvellement retourné de son exil aux Etats-Unis, en braquant les feux contre *l'imposture anarchiste* et la *tendance tribale* de Tshisekedi. «*Le groupe UDPS des radicaux durs a coopté de nouveaux Fondateurs pour créer une majorité régionaliste. De 6 Fondateurs, ils sont passés à 10 Fondateurs du Kasai oriental seulement ! Avec les jeux des alliances et de dictature interne dans le groupe UDPS des Radicaux durs, les trois quarts du Collège sont à leur merci !*» (114)

Nguza Karl-I-Bond, qui se déclare le continuateur de l'oeuvre de Moïse Tshombe (!), a lui aussi son propre parti. Et il pose en même temps sa candidature au poste de président de la République. «*Vous estimez que votre candidature rassure les milieux occidentaux*», lui demande un journal de la Bourse de Bruxelles. Karl-I-Bond répond : «*Je suis un ami des Belges, des Américains, des Allemands. Qu'ils soient rassurés, cela me rassure.*» (115) Dans l'optique de Karl-I-Bond, la Conférence nationale qu'il prône est surtout une grande opération médiatique dont le but est de soumettre les classes populaires au système néo-colonial qui recompose actuellement son personnel politique. «*C'est de la Conférence nationale que va sortir un gouvernement d'union nationale ou de salut public qui sera l'objet d'un consensus*», affirme Karl-I-Bond. (116) Or, depuis trente ans, ceux qui servent les intérêts occidentaux ont toujours agité le drapeau de l'union nationale et de la réconciliation nationale. Les hommes du coup d'Etat du 14 septembre 1960, en chassant Lumumba, promettaient... «*une large entente nationale*» (117). Ensuite, lorsque les chefs lumumbistes trahirent la lutte révolutionnaire au moment du Conclave de Lovanium, ils se félicitèrent du «*gouvernement d'unité nationale*» du pro-américain Adoula (118). Lors de son deuxième coup d'Etat, le 24 novembre 1965, Mobutu ordonna au colonel Mulamba de «*former un gouvernement représentatifs union nationale* » (119). Aujourd'hui, Karl-I-Bond explique son «*consensus national*» avec le cynisme d'un gros pacha bien rassasié : «*Nous avons une situation économique et sociale désastreuse, catastrophique. Il faut donc que chacun mette de l'eau dans son vin pour parvenir à un compromis national.*» (115) Voilà bien exprimé ce que signifie le multi-mobutisme : une tactique pour demander à un peuple affamé de «*mettre de l'eau dans son vin*» ! Le pouvoir personnel et autocratique de Mobutu n'arrive plus à faire avaler, à une population poussée à bout, les remèdes prescrits par le FMI. Pour Karl-I-Bond, il n'y qu'une seule méthode qui permette d'imposer de nouveaux sacrifices à la population: des élections libres avec de multiples partis pro-impérialistes. Le peuple aura l'illusion qu'il est *en démocratie*, qu'il a *librement choisi* ses nouveaux exploiters et il n'aura donc pas d'alternative à l'acceptation des «*décisions pénibles de la démocratie*». D'après Karl-I-Bond, la maîtrise des dépenses publiques et d'autres mesures impopulaires pourront être réalisées par «*un gouvernement responsable devant le parlement, qui doit donc se justifier devant le peuple*» (115). C'est dire qu'unemascaradede démocratie, avec une multitude de partis pro-impérialistes, servira à imposer la même politique antipopulaire et antinationale du FMI, que Mobutu applique depuis tant d'années. «*Je suis sûr, dit Karl-I-Bond, qu'avec la coopération de nos partenaires, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les partenaires économiques à l'extérieur, nous allons nous en sortir*» (115). Le nouveau multipartisme chante le refrain qu'a toujours entonné l'ancien monopartisme.

Et comme si tout cela ne suffisait pas pour lancer définitivement le multi-mobutisme, l'impérialisme encourage, en outre, l'émergence départis néo-mobutistes. Il s'agit de partis «*d'hommes nouveaux et intègres qui ne se sont pas compromis avec le MPR*»... mais qui proposent exactement le même programme que les MPR ! Pauvre peuple congolais. N'a-t-il pas entendu dire un homme bien célèbre et malfamé, en 1965 déjà, qu'il voulait «*balayer la politiccaille corrompue*» pour la remplacer par des «*hommes valeureux, courageux et intègres*» ! (120)

On a vu surgir récemment un Parti des Nationalistes Fédéralistes dirigé par le bâtonnier de l'ordre des avocats, Kisamba Ngoy Ndoleme. Dans une déclaration, maître Tshimanga, responsable de la propagande, affirme : «*D'accord avec Fernand Baudhuin, professeur à l'Université de Louvain, je pense que le capitalisme véritable implique l'entreprise libre, la libre concurrence qui est dirigée par le système des prix.* » ! (121)

On a vu naître aussi un Parti Démocrate dont les textes ne contiennent pas un seul mot qui ne se trouve dans les proclamations des différents MPR, mais qui fait sa publicité autour d'une seule idée : «*Seuls les hommes nouveaux et intègres, n'ayant jamais été compromis dans les moeurs et pratiques précédentes de la gestion de l'Etat, peuvent amener le pays au développement dans la démocratie pluraliste.* » (122) Ainsi, sous le drapeau du multipartisme, l'impérialisme appuie aussi certains jeunes *technocrates*, qui n'ont pas eu le temps ou la possibilité de s'enrichir au sein du MPR, les vieux de soixante y occupant les meilleures places.

3.4. Les intellectuels congolais et le marxisme

Alors, comment expliquer qu'un grand nombre d'opposants zaïrois à la dictature de Mobutu se laissent si facilement entraîner par cette démagogie occidentale et se félicitent bruyamment des progrès de la démocratie et du multipartisme ?

La raison fondamentale en est qu'aucune organisation congolaise n'a réussi à intégrer la pensée marxiste dans la pratique de la lutte sociale. Aussi longtemps que durera cette situation, il n'existera pas d'espoir pour le peuple opprimé du Congo-Kinshasa. On assistera à des changements de république, à des élections de nouveaux présidents, à des formations de parlements pleins d'hommes nouveaux, à des coups d'Etat; et la misère du peuple travailleur ne fera que s'accroître.

Le marxisme n'a pas encore réussi à prendre racine parmi les intellectuels congolais pour plusieurs raisons. Pendant toute la période coloniale, l'enseignement, aux mains de l'Eglise, était farouchement anti-marxiste. Pour protéger la domination coloniale, il fallait marteler dans les têtes des *évolués* que le marxisme était la doctrine du diable. L'indépendance n'a rien changé dans ce domaine. Après deux mois et demi d'existence, le premier gouvernement congolais, dirigé par Patrice Lumumba fut renversé par le coup d'Etat de Mobutu. Le 19 septembre 1960, les Commissaires généraux affirmaient dans leur proclamation : «Le colonel Joseph Mobutu nous a délivrés du colonialisme communiste et de l'impérialisme marxiste-léniniste». (123) Ce langage des missionnaires blancs, on l'entendait maintenant dans la bouche des Commissaires Bomboko, Ndele, Mbeka, Lihau, Tshisekedi, Boboliko, Takizala, Mukamba... Et depuis septembre 1960 jusqu'au-jour d'hui, le régime en place a fait du combat contre le marxisme une de ses priorités.

Le Congo a connu, dans les années soixante, de grands combattants nationalistes qui ont intégré le marxisme dans la lutte révolutionnaire des masses : Pierre Mulele, Théodore Bengila. Léonard Mitudidi, Thomas Mukwidi, Kibwe Cha Malenge et d'autres. Ils ont tous été assassinés. Au cours de cette même période, des dirigeants de l'Union Générale des Etudiants Congolais s'affichaient comme marxistes tout en refusant de rejoindre les travailleurs et les paysans dans leur lutte : finalement, la plupart de ces marxistes de salon ont rejoint le régime de Mobutu.

Ces dernières années, la propagande antimarxiste au Zaïre a été renforcée à mesure que le régime socialiste en Union soviétique traversait des crises plus aiguës. La renonciation au marxisme révolutionnaire a finalement conduit à la restauration du pouvoir des multinationales occidentales en Europe de l'Est et à la réintroduction progressive d'éléments du capitalisme en URSS. La crise de l'Union soviétique n'est nullement celle du marxisme, mais celle de trente années de renoncement progressif aux principes marxistes. Et avec le capitalisme, se réintroduisent en Union soviétique, les inégalités entre les classes sociales, le chômage, la délinquance et les guerres civiles inter-ethniques. Or, au Zaïre, certains opposants sans principes, qui se faisaient passer, hier encore, pour des «marxistes-léninistes», sont «découragés» et virent de bord pour rejoindre Mobutu. Constant N'dom,

entré, il y a quelques mois, au gouvernement de Mobutu, est le porte-drapeau de ces anciens non combattants.

Ainsi, aucune organisation marxiste n'a pu se développer au Congo-Kinshasa. C'est la cause principale de la misère de l'opposition zaïroise.

Mais aujourd'hui, certains intellectuels zaïrois, devant la situation catastrophique que vit la population, refusent de se laisser impressionner par le tapage idéologique triomphaliste d'un monde occidental de plus en plus barbare et tyrannique.

Ils partent d'abord d'un constat : l'impérialisme et le capitalisme règnent sans conteste au Congo-Kinshasa depuis le 14 septembre 1960 et, depuis 1965, aucune opposition marxiste ne leur a mis des bâtons dans les roues. Une longue expérience a donc prouvé que le capitalisme mène le Congo à la déchéance et à la ruine totale. Continuer à prôner l'idéologie libérale, individualiste et occidentale sur laquelle Mobutu s'est toujours appuyé, fera simplement survivre le système d'exploitation et d'oppression. Seul le marxisme peut donner jour à un système économique et politique différent.

Ensuite, la défaite du socialisme en Europe de l'Est et l'effondrement de l'Union soviétique auront de graves conséquences négatives sur la situation politique et économique du tiers monde. Par conséquent, dans les décennies à venir, la situation des peuples africains et du peuple zaïrois en particulier, deviendra encore plus difficile. La misère persistante obligera les nationalistes authentiques à quitter la voie capitaliste pour chercher une alternative qui aura trois axes: le marxisme, la mobilisation populaire et l'indépendance.

Et, finalement, la trahison du marxisme en Europe de l'Est, comme la caricature du marxisme qui vient de s'effondrer au Bénin, apportent encore une autre leçon : le marxisme est la science de la révolution et de la construction du socialisme et elle doit être étudiée avec le même sérieux et la même application que toute autre science. L'opposition zaïroise a vu trop d'individus qui se contentaient de quelques bribes de marxisme, apprises par coeur pour faire impression dans les meetings et les bavardages autour d'un verre. Sans une organisation rigoureuse de l'étude, personne ne peut maîtriser les expériences de lutte des autres peuples, leurs victoires aussi bien que leurs défaites et sans cette maîtrise, on ne peut être un marxiste authentique. En plus, on ne peut assimiler le marxisme qu'à travers une longue pratique de lutte parmi les masses de son peuple.

Au Congo-Kinshasa, l'expérience vécue des travailleurs a été tellement dramatique et déchirante, que certaines conclusions du marxisme semblent s'imposer à toute réflexion critique. Trente ans de néo-colonialisme montrent que le Congo-Kinshasa est étouffé par la mainmise économique et financière de l'impérialisme et que cet impérialisme règne par l'intermédiaire des grands bourgeois zaïrois qui lui sont inféodés. La lutte de classe doit viser à briser la mainmise impérialiste et à détruire la classe des grands bourgeois par son expropriation économique et son exclusion de la vie politique. Tout le reste est vain bavardage qui ne gêne ni l'impérialisme, ni les barons du régime. Aussi longtemps que l'économie et l'appareil d'Etat seront aux mains de l'impérialisme occidental et de la grande bourgeoisie locale, tous les discours sur la libre expression, la liberté de former des partis, le libre choix, etc., sont trompeurs et faux. Aussi longtemps que l'ordre néo-colonial règne, les masses paysannes et ouvrières sont aveuglées par la misère et l'oppression, quand ce n'est par des sectes manipulées de l'étranger. Que signifie «*liberté de choix politique*» pour des gens qui cherchent désespérément à survivre le lendemain ? L'impérialisme intervient avec des dizaines de millions de dollars pour soutenir les partis qui se mettent à son service. La grande bourgeoisie zaïroise fait jouer son argent et ses relations pour impulser les partis de son choix. Les médias nationaux et internationaux, dans leur écrasante majorité, mettent en vedette les partis qui garantissent l'ordre néo-colonial. La hiérarchie de l'Eglise catholique soutient d'ores et déjà les partis qui prônent le changement dans la continuité. Dans des circonstances pareilles, croire que le peuple travailleur peut exprimer *librement* ses véritables intérêts lors des élections, c'est passer du côté de l'ordre établi.

Le peuple congolais exprimera librement ses véritables intérêts, lorsqu'il s'engagera dans la lutte pour renverser l'ordre néo-colonial qui l'étouffé, l'opprime, l'écrase depuis trois décennies. Les partis anti-impérialistes et démocratiques ont à préparer ce moment-là par un long travail d'éducation et d'organisation à la base. Toute la démarche d'un parti nationaliste doit préparer le peuple, pas à pas, à la rupture avec l'impérialisme et la grande bourgeoisie zaïroise. Seule cette rupture peut introduire un changement réel et radical. Et sans cette rupture, le Congo-Kinshasa restera sous l'emprise du multi-mobutisme et du néo-mobutisme.

3.5. Perspectives de la lutte pour le développement par le pouvoir populaire, l'indépendance et la science.

Pour l'instant, le «*passage pacifique du mobutisme au multi-mobutisme*» peut toujours être mis en échec par une explosion de la colère populaire. Toute révolte populaire s'attaquera nécessairement à l'ensemble de la grande bourgeoisie bureaucratique et à la domination étrangère. Le souvenir de la période révolutionnaire de 1960-1966 reste, malgré les apparences, profondément ancré et une orientation révolutionnaire clairement exprimée, peut très vite trouver un écho retentissant dans une population poussée à bout.

Dans l'éventualité de mouvements violents de la population, il est fort probable que l'impérialisme bousculera un peu les choses, mettra Mobutu sur le premier avion et réalisera un coup d'Etat militaire «*pour le salut public*».

Mais quelle que soit la prochaine formule néo-coloniale imposée au Congo : multimobutisme, coup d'Etat militaire ou gouvernement réformiste — on peut parier fort qu'elle n'aura pas la vie longue. On peut s'attendre à une période de grande instabilité, marquée par des bouleversements, des coups et des intrigues de tout genre. Et ceci pour quatre raisons.

D'abord, la situation économique est devenue tellement dramatique et insupportable pour les masses travailleuses, que ceux qui continueront à servir le FMI et les puissances occidentales iront au devant de révoltes populaires majeures. Or, les futurs ministres savent déjà ce que l'Occident exigera d'eux. La Banque mondiale veut que les dépenses publiques diminuent d'au moins 20 % : il faudra de nouveaux licenciements et de nouvelles baisses salariales. **(124)** La Banque mondiale veut attirer du capital étranger en vendant les entreprises publiques zaïroises. Et elle veut remettre l'enseignement sur les rails en... le remettant aux Eglises belges et américaines ! **(125)** Bref, pour sortir de la misère mobutiste, l'Occident prévoit un programme complet de recolonisation ! Bonne chance à tous ceux qui sont impatients de gouverner.

Ensuite, la grande bourgeoisie zaïroise est parasitaire au point de n'avoir guère un esprit de classe et un esprit de parti. Dès que Mobutu sera parti, on verra se déchaîner des luttes sans merci entre tous ces rapaces, des combats farouches pour des intérêts privés et de clan, des rivalités personnelles. Ce n'est pas un hasard si cette classe de la bourgeoisie bureaucratique et comprador n'a pu trouver son unité qu'en se soumettant complètement à l'impérialisme, à l'armée et à un dictateur.

Troisièmement, les barons du MPR recyclés en *démocrates*, les dirigeants de l'UDPS et les *lumumbistes-réformistes* retournés d'exil, auront de grandes difficultés pour mystifier les masses. La génération précédente de nationalistes qui a trahi la cause du peuple pour servir le néocolonialisme au cours des années 1962-1968, avait des assises populaires autrement plus solides.

Finalement, après 25 ans de pouvoir absolu d'un autocrate, les rivalités entre chefs militaires, candidats à la succession, rendront difficile l'instauration immédiate d'un pouvoir fort. Toute crise sérieuse au Zaïre peut faire éclater une armée mal payée, mal formée, mal encadrée et démotivée.

Dans la situation instable qui attend sans doute le Congo, les nationalistes authentiques auront intérêt à méditer une des caractéristiques principales de l'histoire de leur peuple. Toute expression populaire

d'une volonté d'indépendance nationale, a poussé les impérialistes à intervenir militairement pour rétablir l'ordre néo-colonial. Il y a eu l'intervention de 10.000 soldats belges contre le gouvernement Lumumba en juillet 1960. L'intervention des troupes marocaines, tunisiennes, irlandaises, éthiopiennes et autres, avec le drapeau de l'ONU et sous la direction effective de l'impérialisme américain en 1961-1963. L'agression perpétrée par les mercenaires sud-africains et européens, par les troupes belges et américains en 1964-1966. Les interventions franco-belges de 1977 et franco-marocaines de 1978 au Shaba. Après la disparition de Mobutu, la menace d'interventions militaires impérialistes sera une donnée majeure de la situation politique. Les pseudo-opposants qui, aujourd'hui, réclament une ingérence *bienfaisante* de l'Occident pour protéger les droits de l'homme, préparent directement le terrain à ses interventions.

L'opération «*changement dans la continuité néocoloniale*», quoique pleinement engagée, n'a pas encore abouti et l'intervention des révolutionnaires et des nationalistes authentiques peut toujours déjouer les plans savamment dressés à Bruxelles, à Washington et à Paris. Le tout est de savoir sur quel programme les révolutionnaires mobiliseront le peuple opprimé.

Vingt années de pseudo-opposition ont bien montré quelles sortes de programmes ont irrémédiablement fait faillite.

Il s'agit de programmes axés sur la *tactique* immédiate visant à faire partir Mobutu, considéré comme l'incarnation du mal zaïrois. Des programmes basés essentiellement sur des «alliances» avec des barons du régime néocolonial qui ont une (brève) dispute avec le Chef. Ainsi on a vu des *opposants* se mettre à la remorque des figures du proue du néo-colonialisme tels Kamitatu, Mungul Diaka, Mbeka-Makosso, Ndele, Nguza. Ce programme axé sur la *tactique* est depuis longtemps le propre de tous les opportunistes : Gbenye a constitué en 1964 un «*front uni*» avec Tshombe contre «*l'incarnation du néo-colonialisme*», Cyrille Adoula. En 1966, l'adjoint de Gbenye, Thomas Kanza prônait une alliance avec Mobutu pour «*combattre le néo-colonialisme personnifié par Moïse Tshombe.*» ! (126) Aujourd'hui cette *tactique* révèle d'autant mieux son inconsistance, que l'impérialisme a d'ores et déjà décidé du départ de Mobutu.

Ensuite, il s'agit de programmes remplis de phrases grandiloquentes qui ne servent nullement à éduquer, organiser et mobiliser les masses pour une lutte prolongée, mais bien à les mystifier et à cacher les intentions arrivistes de leurs auteurs. On se prononce fermement pour «*la justice sociale*», «*la répartition équitable du revenu national*», «*la priorité à l'agriculture*», «*la suppression des gaspillages*», «*la mobilisation des énergies productrices*» et «*l'amélioration du mieux-être individuel*». Tous ces mots creux se trouvent déjà dans le programme qui a servi de couverture au coup d'Etat de Mobutu, dans le Manifeste de N'sele de mai 1967.

Au Congo, l'histoire prouve qu'un programme authentiquement révolutionnaire doit être basé sur deux idées essentielles.

La première idée est la nécessité d'une insurrection populaire comme unique méthode permettant de briser les chaînes du néo-colonialisme. On ne peut imaginer aucun autre moyen pour briser les structures politiques, militaires et administratives construites pour servir la domination étrangère. On ne peut trouver aucune autre méthode pour éliminer politiquement et économiquement cette classe de grands bourgeois compradores qui constitue le relais des intérêts impérialistes. Seul un effort vigoureux de toutes les forces populaires peut, à condition d'être dirigé par un parti solide et sur un programme correct, balayer toute la pourriture accumulée par un siècle de colonisation et par trente ans de néo-colonialisme.

La seconde idée est que la lutte sera de longue durée, que l'impérialisme dispose encore de nombreuses réserves et qu'il faut un patient effort d'éducation, d'organisation et de mobilisation pour constituer, à travers de multiples épreuves, une force populaire révolutionnaire capable de renverser la dictature néo-coloniale. Le programme doit essentiellement servir ce travail minutieux à la base.

Un programme révolutionnaire authentique retiendra les points suivants, évoqués déjà de façon éparpillée dans différents documents de l'opposition.

1. Expulsion immédiate du Congo de tous les militaires et agents secrets américains, belges, français, israéliens et allemands qui commandent et encadrent les forces de répression et les services secrets mobutistes.
2. Comparution de tous les grands dignitaires du MPR, sur qui pèsent des accusations de crimes de sang et de crimes économiques, devant des tribunaux populaires.
3. Peine de mort pour tous les grands coupables de massacres, d'assassinats et de tortures et pour les coupables de crimes économiques ayant causé des préjudices majeurs à la population.
4. Constitution de commissions d'enquête sur les assassinats de Patrice Lumumba et de Pierre Mulele, sur les massacres organisés en 1964-1965 par les troupes interventionnistes, sur le massacre de Lovanium en 1969, sur les tueries effectuées en 1977 et en 1978 lors de la répression au Shaba et sur les carnages à Idiofa en 1978, à Katekelayi en 1979, à Moba en 1985, au Nord-Kivu en 1986 et à Lubumbashi en 1990.
5. Epuration de l'armée et de tous les services de répression de tous leurs officiers et membres coupables de graves méfaits contre la population.
6. Confiscation de tous les avoirs illégalement acquis par les responsables du MPR.
7. Confiscations de toutes les fortunes constituées à l'étranger par des chefs du MPR ; obligation d'enregistrer tous les avoirs nouveaux à l'étranger ; obligation pour tous les hommes politiques de rendre publique toute leur fortune mobilière et immobilière.
8. Annulation de toutes les dettes extérieures contractées uniquement pour enrichir le clan de Mobutu et les financiers et industriels étrangers.
9. Refus de toute mainmise sur le Zaïre de la part du FMI.
10. Nationalisation des banques et des grandes entreprises sous contrôle étranger.

Si le multi-mobutisme arrive à s'instaurer durablement au Congo-Kinshasa, le pays continuera à vivre en tant que néocolonie ; il connaîtra alors un régime de démocratie parlementaire dominé par la grande bourgeoisie compradore et téléguidé par les puissances occidentales. L'accentuation du sous-développement continuera, la déchéance morale et la régression intellectuelle donneront libre cours à l'obscurantisme.

Seule une révolution à caractère anti-impérialiste et démocratique peut réaliser l'indépendance authentique par l'instauration du pouvoir des masses populaires. Seule une révolution anti-impérialiste peut impulser le développement par la mobilisation des forces productives intérieures et par l'éducation scientifique des masses.

NOTES :

- (1) Lois en vigueur dans l'Etat Indépendant du Congo, Bruxelles, 1905, pp.109-1,109-2.
- (2) Sikitele Gize : Racines de la révolte pende de 1931, dans Etudes d'histoire africaine, V-1973, p.99-153.
- (3) Roelsens : Notre vieux Congo 1891-1917, collection Lavigerie, 2, Namur, 1948, p.15; 18.
- (4) Congo-Nil, Guide du Congo belge, 1948-1949, éd. Van Assche, Bruxelles, p.289.
- (5) Remarques congolaises, 1966, p. 102
- (5) Ryckmans P., Discours 5 juillet 1946, in Etapes et Jalons, Bruxelles 1946, pp.205-206.
- (7) Medda F: A l'ombre des bananiers, coll. Permanences poétiques, Bruxelles 1973, p.117.
- (8) De Buck Jean-Marie: Jacques de Dixmude, coll. Durendal, Paris-Bruxelles 1933, p. 48-49
- (9) Cayen, major : Au service de la Colonie, éd Jean Dewit, Bruxelles 1938, p.26-27
- (10) Ganshof Van der Meersch, Congo mai-juin 1960, Rapport du ministre..., Bruxelles 1960, pp.94-95.
- (11) Congo1960, tome II, p.593-594, conférence du 9 août 1960.
- (12) von Horn Karl, Soldat de la paix, éd. de la Cité, 1966, Paris, p. 194.
- (13) Ibidem, p. 236
- (14) Courrier d'Afrique, 19 juillet 1960, p.1.
- (15) Heinz et Donnay, Les cinquante derniers jours de Lumumba, Bruxelles 1976, p.35
- (16) Chronique de politique étrangère, IRRI, Bruxelles, XV, 4-6, p. 672.
- (17) Congo 1961, Déclaration gouvernementale Adoula, p. 422-4429.
- (18) Martens Ludo, Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba, éd EPO, Anvers, 1985, p. 163-164.
- (19) Ibidem, p. 136 ; Message du PSA, de Théodore Bengila, 9 juin 1963.
- (20) Müller Siegfried, major, Les nouveaux mercenaires, éd France Empire, 1965, p.179, 184 et 112.
- (21) Ibidem, p. 55 et 92.
- (22) Congo 1965, p. 457, déclarations à l'AP, 14 décembre 1965.
- (23) Les cents jours de Luluabourg: un point de vue syndical sur le texte de la Constitution, 1964, Texte intégral, p.135-191.
- (24) Congo 1964, p. 17 et 22.
- (25) Müller, op.cit. p. 120.
- (26) Congo 1967, p. 58.
- (27) MPR, Premier congrès ordinaire, Documents, éd. Direction du bureau politique, p.155-186; Les cent jours de Luluabourg, p. 35 et 45
- (28) Mobutu Sese Seko, Action et Parole 1965-1975, Bureau du Président, p. 62-63
- (29) MPR, Premier congrès ordinaire, Documents...p.15
- (30) Le président Mobutu vous parle, 24 nov 65 - 24 nov 66, Haut commissariat de l'information, p. 106-107, discours du 30 juin 1966.
- (31) MPR, premier congrès...p. 19.
- (32) Willame Jean-Claude, Zaïre L'épopée d'Inga, éd. L'harmattan, Paris, 1986, p. 210, 111, 118, 131, 205.
- (33) Zaïre Mémoire économique, World Bank, Rapport, no. 4077-ZR, 30 déc 82, Volume I, Introduction p. 11.
- (34) Zaïre Economie Mémoire, R. no. 5417-ZR, p. 203.
- (35) Rapport n°4077-ZR, vol I, p. 51.
- (36) Nécessité d'un ajustement structurel, Rapport d'Activité à l'intention du Groupe Consultatif pour le Zaïre (Paris, 21 -22 avril 1986), Banque mondiale, p. 17.
- (37) Zaïre Economie Mémoire; Economie Change and External Assistance. Report no. 5417-ZR, March 29, 1985, World Bank, p. 56.
- (38) Zaïre Mémoire économique, Rapport no. 4077-ZR, 30 décembre 1982, Banque mondiale ; Volume II, p. 39.
- (39) Nécessité d'un ajustement structurel, Rapport d'Activité à l'intention du Groupe Consultatif pour le Zaïre (Paris, 21 -22 avril 1986), Banque mondiale, p. 17.
- (40) Zaire Staff report for the 1989 article IV consultation, IMF, 1 nov 1989, p.8
- (41) Zaïre Economie Mémoire ; Economie Change and External Assistance. Report no. 5417-ZR, March 29, 1985, World Bank, p. 276.
- (42) Nécessité d'un ajustement... p. 20.
- (43) Zaïre Economie Mémoire... R. no. 5417-ZR, p. 278.
- (44) Nécessité d'un ajustement... p. 21.
- (45) Discours d'ouverture du Citoyen Sambwa à la Réunion du Groupe Consultatif sur le Zaïre, Paris, 21-22 mai 1987, p. 23.
- (46) Zaïre Economie Mémoire... R. no. 5417-ZR, p. 211.
- (47) Status Report for Zaire, 31 august 1989, Attachment II
- (48) R. n° 5417-ZR, p. 216. (49)Status Report... p. 2

- (50) Ibidem, Table 1
- (51) Zaïre Mémorandum... R. no. 4077-ZR, p. 49.
- (52) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 40.
- (53) Conjoncture économique, Département de l'économie, 1988, p. 106-107.
- (54) Zaïre : Review of the 1987-1990 Public Investment Program, Paris, may 21-22, 1987, World Bank, p. 5.
- (55) Nécessité d'un ajustement... p. 18-19.
- (56) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 211.
- (57) Ibidem, p. 41-42.
- (58) Ibidem, p. 46.
- (59) Ibidem, p. 48 et 201.
- (60) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, p. 21.
- (61) FAS-Document cadre de Politique économique 89-91, Banque mondiale, p.5.
- (62) R.n° 5417-ZR, vol I, p.21
- (63) Ibidem,p.203.
- (64) Ibidem, p. 46.
- (65) Ibidem, p. 47.
- (66) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, p. 67.
- (67) Ibidem, p. 52-53.
- (68) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 45.
- (69) Zaïre Mémorandum Economique, Rapport no. 4077-ZR, Volume II, 30 décembre 1982, Banque mondiale, p. 107.
- (70) Ibidem, p. 109.
- (71) FAS, p.5-6
- (72) R.n°5417-ZR, vol II.p.108.
- (73) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 86.
- (74) Nécessité d'un ajustement... p. 16.
- (75) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume II, p. 94.
- (76) Ibidem, p. 106.
- (77) IMF, Zaïre, Staff report for the Article IV Consultation, I nov 89, appendix V, p.49
- (78) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 65.
- (79) Ibidem, p. 164-167.
- (80) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, Introduction p. 11.
- (81) Nécessité d'un ajustement... p. 43.
- (82) Discours d'ouverture..., Paris 21 mai 1987, p. 13.
- (83) Ibidem, Volume II, p. 121 et 123.
- (84) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 54 et 53.
- (85) Discours d'ouverture Réunion du groupe consultatif sur le Zaïre, Paris, 21 mai 1987, P; 18 et 22.
- (86) IMF, Staff report, 1 nov 89, appendix 1.
- (87) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 229.
- (88) Ibidem, p. 236.
- (89) Discours d'ouverture..., 21 mai 1987, p. 11.
- (90) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 219-220.
- (91) Ibidem, p. 69.
- (92) Echo de la Bourse 11 mars 1988
- (93) Mémorandum de Conseil Exécutif sur l'exécution du Programme d'Ajustement Economique et Financier au Zaïre - février 1988.
- (94) R.n°5417-ZR, p.4 et 83
- (95) Nécessité d'un ajustement structurel, Rapport d'Activité pour le Groupe consultatif, Paris 21-22 avril 86, B.M., p.11
- (96) Discours d'ouverture, p.8-9
- (97) Nécessité d'un ajustement, Attachment III : Projected Balance of Payments Gaps.
- (98) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 83.
- (99) FMI, 1 nov 89 appendix V
- (100) Status report, p. 3
- (101) R.n° 5417-ZR, p. 221.
- (102) Ibidem, p. 289.
- (103) Nécessité d'un ajustement..., Attachment II, Zaïre External Trade.
- (104) Discours d'ouverture..., 21 mai 1987, p. 11.
- (105) FMI, 1 nov 89, p. 8a
- (106) Wall Street Journal, april 11 - 1986.

- (107) Zaïre économie memorandum, R. no. 5417-ZR, p. 50.
- (108) Zaïre memorandum économique, R. no. 4077-ZR, p. 32, 34, 39.
- (109) Zaïre économie memorandum, R. no. 5417-ZR, p. 93.
- (110) Le Monde, Plaies d'Afrique V, 2 juin 1990.
- (111) La Semaine, n° 48, 16 septembre 1990, p.3.
- (112) La Semaine, n° 44, 6 août 1990, p. 6.
- (113) La Référence, n° 7,20-26 août 1990, p.6-7.
- (114) La Référence, n° 5,21 juillet 1990, p.12-14.
- (115) Echo de la Bourse, 5 septembre 1990, p. 2.
- (116) La Semaine n°48,16 septembre 1990, p. 4-5-6.
- (117) Congo 1960, tome II, p.872.
- (118) Congo 1961, p. 414.
- (119) Le Président Mobutu vous parle, Haut commissariat à l'information, 1966, p.11.
- (120) 24 novembre 1965 : le Président Mobutu vous parle, Haut Commissariat à l'Information, 1966, Discours du 12 décembre 1965, p.19 et 24.
- (121) La Semaine n°44, 6 août 1990, p. 15.
- (122) La Semaine, n°48, 16 septembre 1990, p.7.
- (123) Congo 1960, tome II, p. 871
- (124) Le Soir, L'état économique, 11 juin 90.
- (125) De Standaard, prof. Jef Maton, 9 juni 90.
- (126) Ludo Martens : Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba, éd. EPO, Anvers, 1985, p. 309 et 321.

L'avenir du socialisme

(Samir Amin)

Le moment est certainement venu de se poser à nouveau la question de l'avenir du socialisme. Depuis le début des années 80 l'offensive idéologique de la droite ultra libérale s'est imposée au point que les forces social-démocrates prédominantes dans la gauche occidentale ont cru nécessaire de se rallier largement à ses propositions. Dans le Tiers Monde les amorces d'un développement relativement autonome ont été systématiquement démantelées au profit d'un retour à la soumission intégrale aux exigences de l'expansion capitaliste mondialisée. Enfin last but not least l'effondrement brutal des régimes de l'Europe Orientale ouvre la voie à une restauration possible du capitalisme par l'insertion des sociétés et économies de ces pays dans ce même système capitaliste mondial. L'idéologie libérale triomphante proclame la faillite définitive du socialisme.

Pour ceux qui, comme nous, pensent que le socialisme constitue un système de valeurs dont la réalisation n'est jamais «achevée», et non pas donc un «modèle» qui aurait été déjà «construit» ici ou là, la question est infiniment plus complexe. D'emblée je dirais que le risque réel aujourd'hui est que les illusions dont les peuples de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont les victimes ne conduisent à ce que la faillite inévitable du libéralisme triomphant se fasse dans des conditions dramatiques pour les classes populaires désarmées idéologiquement et politiquement. Plus que jamais je proclamerais que les termes de l'option sont «socialisme ou barbarie».

Il me paraît utile de partir, pour cette analyse, de la critique des trois bases fondamentales sur lesquelles repose la thèse libérale en vogue.

Premier postulat libéral: le «marché» exprimerait une rationalité économique en soi qui se situe hors de tout contexte social spécifique. Ce postulat erroné n'est rien d'autre que l'expression de l'aliénation économiste qui constitue l'essentiel du contenu de la légitimation idéologique du capitalisme. En fait le «marché» ne détermine pas les relations sociales; au contraire le cadre défini par celles-ci détermine les conditions d'opération du marché. Dans l'optique économique aliénée les lois économiques sont conçues comme l'analogie des lois de la nature, s'imposant comme des forces externes à toute intervention humaine, alors que l'économie est le produit de comportements sociaux déterminés **(1)**. Il n'y a pas de rationalité économique en soi, mais seulement l'expression des exigences d'un système social au plan de la gestion économique. Ce système social n'est pas rationnel, d'un point de vue humaniste, s'il n'est pas satisfaisant pour les êtres humains qui en sont les victimes: le chômage, la polarisation dans le développement mondial, le gaspillage écologique sont les manifestations de l'irrationalité de ce système -le capitalisme réellement existant. Or ces phénomènes négatifs sont bel et bien produits nécessairement par le «marché»: la rationalité du marché reproduit les irrationalités du système social.

Second postulat libéral: l'identité réversible capitalisme = démocratie, démocratie = capitalisme. Il s'agit là d'une véritable supercherie.

Le courant de pensée dominant à notre époque, largement marqué par l'évolutionnisme et le pragmatisme anglo-saxons, appauvrit le débat en concevant la démocratie comme un ensemble de droits et de pratiques précis et limités, indépendants de la perspective sociale désirée. Cette démocratie remplit alors une fonction stabilisatrice dans la société, laissant l'«évolution» au soin des «forces objectives» commandées en dernier ressort par la science et la technologie **(2)** qui opèrent à l'insu de la volonté des êtres humains, rapetissant le rôle et les fonctions des processus révolutionnaires dans l'histoire.

La pensée socialiste se situe aux antipodes de ce mode de raisonnement. L'analyse de l'aliénation économique produite par Marx, centrale pour toute compréhension scientifique et réaliste du mécanisme de la reproduction capitaliste, conduit à réhabiliter la fonction décisive des révolutions,

moments de transformation qualitative et de cristallisation de potentialités impossibles à concevoir sans elles. Dans chacune des trois grandes révolutions du monde moderne (la française, la russe et la chinoise), dans les moments de leur radicalisation, le mouvement des idées et des forces sociales est parvenu à se projeter loin en avant des exigences de la transformation sociale «historiquement objectivement nécessaire». C'est ainsi que la démocratie jacobine dépassait les exigences de la simple mise en place d'un «pouvoir bourgeois». Bien que fonctionnant dans un cadre défini par la propriété privée, son souci d'établir un pouvoir réellement au service du «peuple» entraînait en conflit avec l'exigence bourgeoise pure et simple. A ce stade de développement de la société la bourgeoisie n'aspirait guère plus qu'à une démocratie censitaire comme elle a été pratiquée d'ailleurs au XIXe siècle. Par ailleurs la bourgeoisie était disposée au compromis avec la monarchie et l'aristocratie. Les aspirations du «peuple» – c'est-à-dire la foule des paysans et artisans – allaient beaucoup plus loin. Ce peuple n'avait que faire de la «liberté du commerce et de l'entreprise». Au point que, pendant la Convention, il découvrit ce mot d'ordre étonnamment moderne «le libéralisme (entendu économique) est l'ennemi de la démocratie» ! Cette projection en avant amorçait d'ailleurs une conscience socialiste encore à naître (le Babouvisme, doctrine égalitariste de Babeuf, en témoigne). De la même manière l'U.R.S.S. des années 20 et la Chine maoïste se sont projetées dans une vision communiste bien au-delà des exigences de la réforme «nationale populaire» à l'ordre du jour. Certes ces moments de radicalisation restent, de ce fait fragiles ; et des conceptualisations plus limitées, mais en consonance avec les exigences «objectives», finissent par l'emporter. Mais on aurait bien tort de sous-estimer leur importance, par l'indication qu'ils donnent du sens du mouvement nécessaire à venir.

La démocratie bourgeoise est le produit de la révolution qui a détrôné la dominance de la «métaphysique tribulaire» (3). Elle établit sur cette base le «droit égal» et les libertés personnelles, mais pas «l'égalité» (sauf de droit). Beaucoup plus tard, dans la seconde moitié du XIXe siècle seulement, le mouvement ouvrier impose la démocratie politique non censitaire et arrache des droits sociaux, mais dans le cadre d'un compromis fondé sur l'acceptation de la gestion capitaliste de l'économie, compromis lui-même rendu possible par la polarisation mondiale au bénéfice des centres industriels. De ce fait la démocratie occidentale est limitée au domaine du politique, tandis que la gestion économique reste fondée sur les principes non démocratiques de la propriété privée et de la compétition. En d'autres termes, le mode de production capitaliste par lui-même n'exige pas la démocratie même si l'oppression qui le définit est rendue insensible par l'aliénation économique dans laquelle baigne toute la société. En contrepoint le projet socialiste de société sans classes, libérée de l'aliénation économique, implique structurellement la démocratie. Une fois brisé le ressort de la compétition des capitalistes, les rapports sociaux fondés sur la coopération des travailleurs et non plus sur leur soumission sont impensables sans l'expression achevée de la démocratie.

Si ce que l'on appelle les pays du Tiers Monde n'ont presque jamais connu un fonctionnement véritablement démocratique de leur vie politique cela n'est pas là l'héritage de leur «culture traditionnelle» (4). Ce que j'appelle «le capitalisme réellement existant», c'est-à-dire le capitalisme comme système mondial et non comme mode de production considéré au degré le plus élevé de l'abstraction, a toujours été jusqu'à ce jour générateur d'une polarisation à l'échelle mondiale (le contraste «centres/périphéries»). Cette dimension a été malheureusement toujours sous-estimée par la pensée socialiste, dans tous ses courants, y compris marxiste. Or la polarisation internationale inhérente à cette expansion entraîne à son tour une polarisation sociale interne dont les manifestations sont multiples : inégalité croissante dans la répartition du revenu, chômage massif et marginalisation etc.. En considérant le système mondial comme l'unité dominante de l'analyse, on prend la mesure véritable de ce fait social dont la portée est décisive pour la compréhension des enjeux des luttes, à savoir, que l'essentiel de l'armée de réserve du capital est située dans les périphéries du système.

De ce fait, l'instabilité constitue la règle dans la vie politique des périphéries. Sur un fond de dictature violente (militaire ou non selon les cas), largement soumise aux exigences de l'expansion mondiale du capital, se dessinent de temps à autre des explosions qui remettent en question ces dictatures. Néanmoins ces explosions conduisent rarement à une démocratie politique, fût-elle relative. Le modèle le plus courant est en effet celui de la réponse «populiste». On entend par là celle des régimes

qui s'attaquent réellement à certains aspects tout au moins du problème social et préconisent une stratégie de développement susceptible d'atténuer les conséquences tragiques de la périphérisation.

Il existe cependant des intermédiaires entre les dictatures de droite et/ou les moments populaires populistes dans lesquels se glisse parfois une «petite démocratie». Entendons par là des régimes qui reconnaissent le principe de l'élection, le multipartisme et un certain degré de liberté d'expression, mais qui se gardent d'affronter les problèmes sociaux fondamentaux et/ou de mettre en question les rapports de dépendance et de soumission au système mondial. Ces «démocraties» ne sont donc guère que l'expression de la crise du système despotique normal du capitalisme. L'Amérique latine, la Corée, les Philippines fournissent des exemples des contradictions non résolues par ces régimes. Car les systèmes démocratiques qui se sont imposés dans ces conditions, sont confrontés à un dilemme redoutable. De deux choses l'une : ou bien le système politique démocratique acceptera la soumission aux exigences de l'«ajustement» mondial. Il ne pourra alors envisager aucune réforme sociale importante et la démocratie ne tardera pas à entrer elle-même en crise (comme c'est déjà le cas en Argentine). Ou bien les forces populaires, saisissant les moyens de la démocratie, imposeront ces réformes. Le système entrera alors en conflit avec le capitalisme mondial dominant et devra glisser du projet national bourgeois à un projet national populaire.

Dans les régions de la périphérie les plus misérablement traitées par l'expansion capitaliste la situation est encore plus désespérée. Car l'histoire de l'expansion capitaliste n'est pas seulement celle du «développement» qu'elle a occasionné. C'est aussi celle des destructions sauvages sur lesquelles elle s'est construite. Il y a dans le capitalisme un aspect destructif qu'on gomme le plus souvent de l'image élogieuse de ce système. Ici le type de pouvoir «normal» est celui qu'ont représenté les Tontons Macoutes en Haïti, Somoza au Nicaragua et un nombre impressionnant de dictatures du même acabit dans l'Afrique contemporaine.

Troisième postulat libéral : l'ouverture totale au système mondial constituerait une contrainte «incontournable», la condition sine qua non de tout «développement». L'hypothèse théorique sous-jacente est que le «développement» dépend pour l'essentiel de conditionnements internes propres à chaque société, leur intégration dans l'économie mondiale étant un facteur potentiellement favorable (si on sait en exploiter les chances qu'il offre). Cette thèse n'est pas seulement démentie par l'histoire des cinq siècles d'expansion capitaliste, qui est celle d'une polarisation sans cesse reproduite et approfondie jusqu'à nos jours et pour tout l'avenir visible, elle est également sans fondement scientifique. Car le «marché mondial» en question est un marché tronqué, limité aux marchandises et au capital, tandis que – en dépit des migrations internationales – il n'a jamais été question d'un «marché mondial du travail» (et il n'en est pas question dans l'avenir visible). Or l'économie libérale elle-même démontre que la mobilité d'un seul facteur de la production (le capital), tandis que les deux autres facteurs (le travail et la nature) demeurent prisonniers de la géographie naturelle et politique, ne permet pas d'homogénéiser les niveaux de productivité et les conditions sociales.

La loi de la valeur mondialisée, qui opère dans ces conditions, ne peut que produire et reproduire la polarisation (le contraste centres/périphéries). Dans ce sens le «facteur externe» (l'intégration au système mondial) est par nature défavorable et même de plus en plus défavorable. J'ai exprimé cette thèse en faisant appel à une évidence: il a suffi de quelques décennies à l'Allemagne au XIXe siècle pour «rattraper» l'Angleterre; combien de temps faudra-t-il au Brésil pour rattraper» les Etats-Unis ?

Sans doute les formes et le contenu de la polarisation ont-ils évolué dans le temps (5). De la révolution industrielle à la seconde guerre mondiale ce contraste s'est fondé sur l'opposition pays industrialisés/pays non industrialisés. L'industrialisation accélérée dans certaines régions du Tiers Monde ne remet pas en question, à mon avis, la polarisation, mais seulement ses formes. Les mécanismes de la nouvelle polarisation sont fondés sur la domination financière (les formes nouvelles du capital financier mondialisé), technologique (en rapport avec la nouvelle révolution scientifique et technologique), culturelle (par l'intensification de la puissance des médias), et militaire. Dans cette

perspective les «nouveaux pays industrialisés» ne constituent pas des «semi-périphéries» en voie de cristallisation en centres nouveaux, mais les véritables périphéries de demain.

Par contre les pays dits du «Quart Monde» ne constituent plus des périphéries véritables, mais sont de la nature de ces régions détruites par l'expansion capitaliste dans ses formes antérieures. Car l'état lamentable du «Quart Monde» n'est pas le produit d'un refus de s'insérer dans la division internationale du travail et d'un «échec» d'une tentative de déconnexion qui y aurait été tentée. En fait ce «Quart Monde» dont on parle comme d'une nouveauté, est en réalité un produit permanent de l'expansion capitaliste. Un bel et triste exemple de ce Quart Monde ancien est fourni par les régions de l'exploitation esclavagiste dans l'Amérique de la période mercantiliste : Nord-Est brésilien, Antilles (Haïti entre autres). Ces régions furent en ce temps considérées comme «prospères», et elles constituaient le coeur de la périphérie correspondant au système de l'époque. Par la suite les structures nouvelles du développement capitaliste ont marginalisé l'importance relative de ces régions, qui comptent aujourd'hui parmi les plus tragiquement misérables du Tiers Monde. Aujourd'hui le système qui a confiné l'Afrique dans la spécialisation agro-minière par l'exploitation extensive de ses sols jusqu'à épuisement, comme la révolution technologique qui économise certaines matières premières, ne sont-ils pas déjà en voie d'exclure ce continent de la division mondiale du travail? Subissant passivement une déconnexion qui les rejette, par définition même les sociétés du Quart Monde ne peuvent pas trouver de réponse à leurs problèmes par les seules vertus de l'ouverture. La recolonisation, adoucie par la charité, ne vise-t-elle pas ici à masquer l'échec certain de la solution néolibérale ?

Du point de vue de l'intérêt des différents peuples de la planète l'unification du système mondial sur la base unilatérale du marché n'est donc pas souhaitable. Elle n'est pas davantage l'issue la plus probable des évolutions en cours, tant sont aigus les conflits qu'entraînera fatalement la soumission au critère unilatéral du «marché» opérant dans un espace mondial «darwinien». Le discours idéologique de l'Occident, qui a fait cette option stratégique, vise à masquer l'acuité de ces conflits.

Les valeurs du socialisme trouvent leur fondement scientifique (et non simplement moral) dans le refus des trois bévues de la pensée bourgeoise analysées plus haut. Tous les courants de la pensée socialiste se sont attachés à dépasser la Philosophie des Lumières qui se proposait de découvrir le moyen de mettre en place une société «rationnelle» à vocation éternelle. Le socialisme procède donc de l'analyse des limites historiques de la «rationalité» en question, en fait du capitalisme. Ce faisant le socialisme définit un projet de société qualitativement plus avancée, allant dans le sens d'une meilleure maîtrise des êtres humains de leur devenir social. Ici encore donc la thèse marxiste de l'aliénation retrouve sa place centrale : le projet de société en question implique la libération de l'aliénation économique propre à l'idéologie bourgeoise. Ce projet ne peut pas être défini à l'avance d'une manière plus précise. Car si l'on peut préciser ce qu'il faut «abolir» (comme la propriété privée des moyens de production évidemment), on ne saurait dessiner à l'avance -en dehors de toute praxis sociale - les linéaments des méthodes nouvelles de la gestion sociale. Tenter de le faire serait d'ailleurs aller à contresens de la méthode même du projet socialiste de libération qui implique que la responsabilité de la construction de l'avenir n'appartient qu'aux générations successives qui feront cette histoire. Il est évident que nous sommes confrontés au fait que les sociétés dites socialistes des pays de l'Est ont aboli la propriété privée et mis en place des systèmes de gestion économique et politique auto-qualifiés de socialistes. Or ces systèmes sont en voie de désagrégation. Doit-on en conclure que le projet socialiste lui-même est utopique ? Si l'on veut ouvrir un débat fécond sur ces expériences il nous faut revenir à la question de la nature des révolutions dites «socialistes» et des perceptions des limites historiques du capitalisme dont elles ont procédé. Or ici deux attitudes sont possibles. Ou bien on concentre le regard sur ce qui définit le capitalisme à son niveau d'abstraction le plus élevé – c'est-à-dire la contradiction capital/travail – et on définit les limites historiques de la société capitaliste à partir de celles que l'économisme qui la caractérise impose. Cette optique inspire fatalement une perception «étapiste» de l'évolution nécessaire: les sociétés capitalistes attardées (périphéries) doivent «rattraper» le modèle avancé avant d'être à leur tour confrontées aux défis d'un dépassement possible (ou peut-être même nécessaire) des limites de ce dernier. Ou bien on donne plus d'importance dans l'analyse à ce que nous nous proposons d'appeler «le capitalisme réellement existant», entendant par là un système qui, dans

son expansion mondiale réelle, a généré une polarisation centres/périphéries qui ne peut être surmontée dans le cadre du capitalisme lui-même. Le socialisme dans tous ses courants a sous-estimé cette dimension du capitalisme, comme je l'ai déjà dit.

Or la remise en cause de l'ordre capitaliste à partir des révoltes de sa périphérie oblige à repenser sérieusement la question de la «transition socialiste» à l'abolition des classes. Quelque nuance qu'on fasse, la tradition marxiste est restée handicapée par la vision théorique de départ de révolutions ouvrières ouvrant, sur la base de forces productives avancées, une transition elle-même relativement rapide, caractérisée par un pouvoir démocratique des masses populaires qui est théoriquement plus démocratique que le plus démocratique des Etats bourgeois. En contrepoint je dirai que le caractère profondément inégal immanent à l'expansion capitaliste a mis à l'ordre du jour de l'histoire la révolution des peuples de la périphérie. Cette révolution est anti-capitaliste dans ce sens qu'elle se dresse contre le développement capitaliste réellement existant, insupportable pour ces peuples. Autrement dit les contradictions les plus violentes que l'accumulation capitaliste entraîne dans son propre mouvement réel s'opèrent à la périphérie du système plutôt que dans ses centres. Mais cette révolution anti-capitaliste n'en est pas pour autant simplement socialiste. Elle a, par la force des choses, une nature complexe.

Les sociétés post-capitalistes sont confrontées à l'exigence d'un développement substantiel des forces productives. Il est en effet illusoire de penser fonder un «autre développement» sur le dénuement, même si l'on rejette les modèles de vie et de consommation produits par le capitalisme dans ses centres avancés et qu'on en mesure le gaspillage réel et l'inhumanité. Reconnaître cette nécessité n'est pas accepter la thèse selon laquelle le passage préalable par une phase d'accumulation capitaliste serait inévitable. Car la révolution bourgeoise n'est pas dans sa nature profonde le produit d'un mouvement des masses populaires organisées et dirigées par des partis politiques ouvertement anti-capitalistes dans leur idéologie et vision de l'avenir. Acceptée par la bourgeoisie locale, l'expansion capitaliste, qui implique un développement ouvert sur le système mondial, est ici remise en question par les masses populaires qu'elle écrase.

L'expression de cette contradiction spécifique et nouvelle, qui n'avait pas été imaginée dans la perspective classique de la transition socialiste telle que Marx l'avait conçue, donne aux régimes post-capitalistes leur contenu réel, celui d'une construction nationale et populaire dans laquelle se combinent conflictuellement des aspirations et des acquis de nature socialiste et des aspirations de nature capitaliste qu'appellent les exigences du développement des forces productives dans certains de leurs aspects.

Cette contradiction, inhérente à la longue transition imposée par le développement inégal du capitalisme, a été gérée d'une certaine manière que l'on peut sans doute définir par ses trois composantes fondamentales: la planification bureaucratique (niant tout rôle au marché), le monopole politique anti-démocratique de la classe – parti – Etat dirigeant, une déconnexion totale par rapport au système mondial allant pratiquement jusqu'à l'autarcie (celle-ci ayant été au demeurant imposée par le blocus occidental plutôt que voulue par les régimes de l'Est). Que cette construction dite socialiste soit opérée par un système politique non démocratique et par une planification bureaucratique, constitue certes une réalité importante, dont l'explication complexe doit mettre en oeuvre, outre les déterminations historiques socialistes et culturelles, les effets de l'idéologie du mouvement socialiste qui a produit l'intelligentsia révolutionnaire de ces pays (le léninisme, le maoïsme). Néanmoins, non seulement l'hégémonie nationale populaire pourrait – selon moi – fonctionner d'une autre manière, faisant place à la démocratie politique et aux mécanismes du «marché» (lequel, pas plus que dans les économies capitalistes n'existe en-dehors de la base sociale qui en détermine les contours), mais encore j'affirme que la progression de cette hégémonie nationale populaire exige qu'on aille dans ce sens.

Dans ces conditions l'ampleur de la crise des sociétés de l'Est ne nous a guère surpris, même si nous l'avons été, comme tous, par sa soudaineté. Aujourd'hui ces sociétés sont confrontées à une triple option que je résume brièvement sous les trois têtes de chapitres suivantes :

(I) Evolution dans le sens d'une démocratie bourgeoise ou progrès au-delà de celle-ci par l'affermissement du pouvoir social des travailleurs dans la gestion de l'économie ?

(II) Rétablissement d'une «économie de marché» pure et simple ou progrès de formules efficaces permettant d'encadrer un recours maîtrisé aux mécanismes du marché par une planification démocratique ?

(III) Ouverture extérieure totale et incontrôlée ou maîtrise des relations avec le monde capitaliste ambiant, fût-ce sur la base d'une intensification des échanges ?

La confusion tant dans le débat théorique que dans les affrontements politiques qui secouent les pays de l'Est provient en partie de ce que la nature véritable «nationale populaire» – de l'étape historique ouverte par les révolutions qui ont inauguré l'histoire des régimes en question, demeure occultée par l'héritage idéologique qui les qualifie de «socialiste». Mais elle provient surtout de ce que les forces conflictuelles du capitalisme et du socialisme s'affrontent ici dans la réalité des luttes en question. Les forces qui aspirent à «rétablir le capitalisme» prônent de ce fait l'adoption unilatérale du «marché» (tremplin à partir duquel la propriété privée serait rétablie) et de «l'ouverture extérieure», avec ou sans démocratie (entendue alors au sens occidental du terme) selon les exigences tactiques de la mise en oeuvre de ce projet. Si les forces socialistes balbutient dans leur résistance à ce projet, et s'il leur est difficile d'articuler un contreprojet cohérent (selon les lignes dessinées ci-dessus), c'est bien parce que l'absence de débat démocratique et l'illusion idéologique signalée plus haut constituent des handicaps majeurs à leur action.

J'ajoute que l'offensive idéologique de l'Occident, orchestrée par des médias puissants, est toute entière au service des forces pro-capitalistes, fussent-elles antidémocratiques.

La réponse aux trois questions posées plus haut résultera d'une lutte de classes interne, déjà en cours (même sous une forme silencieuse). Il existe maintenant dans les pays de l'Est une minorité forte (20 % ?) qui pourrait bénéficier d'une restauration capitaliste. Mais celle-ci ne pourra accéder au niveau de vie occidental qui ne fonde ses aspirations qu'en écrasant les classes populaires du fait de l'insuffisance des niveaux de développement et de compétitivité internationale atteints par les pays socialistes.

Dans cette lutte, les peuples des différents pays de l'Est partent inégalement armés. Intuitivement on peut saisir les raisons pour lesquelles les peuples qui ont fait une révolution nationale populaire dite socialiste (U.R.S.S., Chine, Yougoslavie etc..) disposent d'un équipement idéologique qui leur permettra peut-être d'imposer des issues progressistes à leurs luttes. Par contre ceux de l'Europe de l'Est qui n'ont pas d'acquis historique comparable risquent de se laisser griser par l'attraction de leur annexion à l'Europe Occidentale.

Dans la crise actuelle la revendication démocratique comme celle concernant le recours au «marché» et l'ouverture extérieure restent ambiguës car elles regroupent ceux qui veulent les utiliser comme piédestal pour aller plus loin vers le capitalisme et ceux qui aspirent à donner un contenu social progressiste à la gestion politique et économique de leur société, réalisant ainsi une avancée socialiste authentique. Il est intéressant de noter à cet effet que les enquêtes sociologiques menées en U.R.S.S. montrent que les classes privilégiées optent davantage pour la formule «démocratie pluraliste (à l'Occidentale) et marché ouvert sur l'extérieur» tandis que les classes populaires restent attachées aux acquis du «socialisme» (l'emploi garanti, les services sociaux, l'indépendance nationale et la propriété publique) et partant à des formules de «planification» tout en optant pour la démocratisation du système politique. Le pouvoir de Gorbatchev jongle apparemment avec ces deux courants antinomiques, alliés seulement face aux «conservateurs» (qui n'auraient souhaité «aucun

changement»). On note des clivages analogues en Yougoslavie. En Chine on sait comment Deng Xiaoping a opté pour une formule de double ouverture capitaliste interne et extérieure sans démocratisation (le modèle auquel conduit logiquement cette option pourrait rappeler celui de la Corée du Sud ou de Taiwan !), une option (faut-il le rappeler) soutenue avec enthousiasme par l'Occident. Sa remise en cause par le mouvement démocratique reste également ambiguë du fait que ce mouvement a rallié dans la confusion des forces minoritaires mais bien représentées dans les classes aisées aspirant ouvertement à une restauration du capitalisme et d'autres majoritaires dans l'opinion populaire (dont certaines se revendiquent du maoïsme) qui s'élèvent contre les résultats sociaux inacceptables pour elles des développements capitalistes de l'ère Deng Xiaoping (6). Les médias occidentaux, en qualifiant la répression du mouvement de retour au «maoïsme», amalgamé avec le «stalinisme», n'ont certes pas contribué à éclairer les lanternes, bien qu'ils aient parfaitement rempli leur rôle dans le soutien de l'option réactionnaire d'une «restauration du capitalisme», même si celle-ci doit se faire en définitive au détriment de la démocratisation.

La situation est passablement différente dans les pays de l'Est européen qui n'ont pas de passé révolutionnaire. Ici les «acquis sociaux» bien que réels, n'ont pas été conquis, mais octroyés d'une manière paternaliste par des partis communistes mis en place par l'Union Soviétique. Car il est bien évident que pour un expert de la Banque Mondiale par exemple, le problème polonais est simple: il faut réduire les salaires (sans commune mesure avec les productivités) de 5 % et tolérer un volume de 2 à 3 millions de chômeurs. Cette situation, qui présente bien des analogies avec celle de l'Argentine, est obscurcie par les illusions du peuple polonais, à qui personne n'a expliqué que dans le système mondial auquel il aspire à être intégré, sa place est plus proche de celle des NICS du Tiers Monde que de celle des sociétés occidentales où se déploie la social-démocratie avancée ! Aussi doit-on craindre ici la dérive d'une démocratie de transition vers un régime autoritaire (du type Pilsuski, assis sur l'Eglise catholique) seul capable d'imposer la discipline du capitalisme. Des évolutions de ce genre sont également à craindre en Hongrie par exemple. Il est difficile à l'heure actuelle d'en dire plus, surtout en ce qui concerne l'Allemagne orientale dont les luttes internes s'entrecroisent avec les aspirations unitaires du peuple allemand et les initiatives que Bonn prendra en réponse (ou en avance) sur celles-ci.

D'une manière générale on est frappé par l'incroyable naïveté à laquelle a conduit la dépolitisation imposée par les régimes non démocratiques de l'Europe de l'Est. Les attaques contre la «nomenklatura» loin d'être l'expression d'un refus socialiste des privilèges semblent ignorer que la classe qui aspire à se constituer en bourgeoisie sera fatalement constituée par cette «nomenklatura» elle-même, que les «privilèges» dont elle a bénéficié sont peu de choses en comparaison des inégalités sociales dans les sociétés capitalistes et précisément la «nomenklatura» aspire maintenant à accéder à ce statut bourgeois encore plus confortable !

L'initiative du «changement» à l'Est est en effet prise d'en haut par la classe dirigeante elle-même. Constituée elle-même sur la base de l'«étatisme» qui a été le moyen de gérer la contradiction capitalisme/socialisme dans la construction nationale populaire, cette classe souhaite maintenant se débarrasser des contraintes de la dimension populaire du système et opte carrément pour le capitalisme. Le «sabordage» du système auquel elle se livre au point de surprendre les commentateurs occidentaux, n'est pas étonnant : il constitue le terme logique de son évolution, qui avait été parfaitement prévu par Mao. Dans son attaque contre son propre système, cette classe reprend à son compte tous les préjugés éculés de la critique du socialisme par l'idéologie bourgeoise, mais se garde de dire que le système qu'elle abandonne avait été tout à fait efficace puisqu'il a précisément permis sa propre constitution en bourgeoisie !

Ajoutons que la confusion est certainement accentuée par la greffe des conflits nationaux internes (U.R.S.S. et Yougoslavie) ou externes (Allemagne/Pologne, Hongrie/ Roumanie) sur les luttes sociales internes (7).

La question de l'avenir du socialisme ne se résume pas dans des avancées ou des reculs éventuels dans les pays de l'Est.

Pour les pays des Tiers et Quart Monde – périphéries véritables et sociétés annihilées par l'expansion capitaliste – si un développement susceptible de répondre aux besoins matériels de l'ensemble des couches sociales de la nation s'avère impossible dans le cadre du socialisme, l'examen de l'option alternative d'un autre développement pensé en-dehors de la soumission aux contraintes globales s'impose. C'est là le sens de l'expression de déconnexion. La déconnexion n'est pas une recette mais un choix de principe, celui de déconnecter les critères de rationalité des choix économiques internes de ceux qui gouvernent le système mondial, c'est-à-dire de se libérer de la contrainte de la valeur mondialisée en lui substituant une loi de la valeur à portée nationale et populaire. Si donc la bourgeoisie est incapable de déconnecter, et si seule une alliance populaire doit et peut se convaincre que c'est là une nécessité incontournable de tout projet de développement digne de ce nom, la dynamique sociale doit conduire à inscrire ce projet populaire dans une perspective pour laquelle nous ne trouvons pas d'autre qualificatif que celui de socialiste. Etant entendu que le socialisme en question reste un projet de société, largement devant nous, et non une réalité déjà construite ici ou là qu'il ne s'agirait que d'imiter. Les évolutions en cours dans l'économie et dans l'organisation politique et culturelle mondiales sont appelées non pas à atténuer le caractère polarisant immanent du capitalisme réellement existant, mais ne peuvent qu'accuser encore davantage les contrastes dans lesquels il s'exprime. Les politiques de soumission à l'unification du monde par le marché – qui s'appellent pour les périphéries «l'ajustement» (que je qualifie d'unilatéral, alors qu'on parle de «restructurations» lorsqu'il s'agit des centres !) – ne peuvent pas «neutraliser» la polarisation nouvelle, et ne constituent donc pas une alternative acceptable à la rupture nationale populaire qui s'impose toujours, et même plus que jamais. Car les bourgeoisies nationales du Tiers Monde qui avaient récupéré à leur profit le mouvement de libération nationale, sont déjà largement compradorisées par l'évolution même du système mondial et, de ce fait, sont incapables de moduler la mondialisation nouvelle au profit de leur pays. Sans doute les classes populaires victimes de ces évolutions sont-elles encore dans le moment de la confusion qui succède à l'épuisement de l'ancien mouvement de libération nationale. Aussi est-il difficile de prévoir la prochaine étape concrète de la révolution populaire ininterrompue qui menace toujours la mondialisation d'éclatement dans les périphéries du système qui restent, à terme, la «zone des tempêtes» (8).

Dans l'immédiat les réponses des peuples du Tiers Monde paraissent généralement aussi inadéquates qu'ailleurs. Le regain des expressions culturalistes dont les mouvements religieux fondamentalistes sont les hérauts ici et là est, par lui-même, un symptôme de la crise et non la réponse adéquate à son défi (9).

Il y a cependant quelques signes qui indiquent un dépassement possible de l'impasse. L'expérience qui fut exemplaire du Nicaragua (10) illustre ce fait que la «démocratie jacobine» rajeunie par l'apport des moments de la radicalisation des révolutions socialistes de notre temps, est en fait la démocratie à laquelle aspirent – même confusément – les classes populaires du Tiers Monde contemporain. Celle-ci se délimite de la démocratie bourgeoise libérale, qui ignore la dimension des réformes sociales nécessaires, comme elle se délimite des «mobilisations populistes» auxquelles nous avons fait référence plus haut, dont le mépris de la démocratie a épuisé le potentiel rénovateur.

On n'a pas suffisamment réfléchi en Occident sur la signification de l'échec des fondamentalistes islamiques en Afghanistan, présentés pas les médias comme des «combattants de la liberté» (bien que leur programme se propose de fermer les écoles ouvertes par les «athées à la solde de Moscou», en commençant par les écoles de filles bien entendu) qui devaient entrer à coup sûr à Kaboul au lendemain du retrait des troupes soviétiques.

Il n'y a aucune raison d'exclure l'Occident du débat sur les perspectives du socialisme. Il n'y a aucune raison qui autorise à mépriser l'histoire du mouvement ouvrier qui a permis les réalisations de la social-démocratie avancée, et pas davantage de raison d'ignorer les conquêtes démocratiques de

l'Occident. Mais qui n'avance pas recule. Une avancée socialiste en Occident impose qu'on se libère de l'aliénation économique et de l'idolâtrie de la démocratie pluraliste dans les conditions où elle est pratiquée.

La conscience de l'interdépendance écologique a certainement fait une irruption irréversible dans notre monde, et il faut s'en féliciter. Il reste que les principes mêmes du capitalisme sont impuissants à en gérer les contraintes. Car le «marché» est un ensemble de mécanismes opérant sur la base du court terme (maximum 15 ans), tandis que les effets écologiques du développement des forces productives (problème de l'ozone, de l'effet de serre, etc..) se situent dans l'horizon séculaire ou même plus long. De ce fait il est rigoureusement impossible d'éviter la catastrophe sans accepter le principe d'une planification rationnelle (terme fort peu à la mode !) qui transgresse le «marché». Il est absurde de croire pouvoir faire face au problème par «l'intériorisation des coûts externes» (qui ne dépasse pas le «rafistolage»). On peut même se demander si le principe démocratique que l'on connaît (le système électoral) est capable de permettre la gestion écologique de la planète. En négligeant trop souvent de mettre en avant cette contradiction immanente du système, bien des écologistes alimentent une double hypocrisie fatale. Car d'une part les classes travailleuses – même en Occident démocratique – n'ont pas le dernier mot dans la décision économique et d'autre part les pays du Tiers Monde n'ont également aucune responsabilité importante dans la dégradation de la planète.

Par ailleurs, l'intensification de la communication opérant dans le cadre du capitalisme réellement existant comme système mondial ne constitue pas un facteur de libération et de démocratisation, bien au contraire. L'observateur qui ne vit pas en permanence dans la quotidienneté occidentale reste toujours frappé par l'incroyable matraquage des esprits par les médias dominants. D'un pays à l'autre, des libéraux et conservateurs aux socialistes, le consensus impose l'adoption d'attitudes identiques sur tous les grands problèmes. Le pluralisme tant vanté comme synonyme de démocratie est vidé de tout contenu, les divergences étant au contraire artificiellement accusées par les concurrents de la classe politique sur les questions mineures et provinciales.

Au moment où l'on proclame «la fin des idéologies» jamais l'Occident n'a été aussi terriblement soumis à un discours idéologique aussi exclusif.

Faisant référence ailleurs aux percées remarquables de la conscience sociale occidentale (que représentent entre autres les thèmes du féminisme, de l'aspiration à des espaces «non marchands» etc...) j'ai néanmoins cru nécessaire d'exprimer des réserves sur la portée de ces percées, qui pourraient être «absorbées» par un système demeurant fondamentalement capitaliste, et impérialiste dans ses rapports avec la périphérie, ou au contraire amorcer une évolution positive. Tout dépendra finalement des conceptions que les peuples de l'Europe, des Etats-Unis et du Japon se feront de leur «concurrence», comme des rapports Est-Ouest et Nord-Sud.

Les contradictions inter-occidentales n'ont jusqu'à ce jour jamais franchi les limites de la concurrence mercantile, et jamais les Japonais et les Européens n'ont osé adopter une position sur un problème quelconque qui puisse réellement déplaire aux Etats-Unis. En sera-t-il ainsi nécessairement dans l'avenir? La question reste ouverte. Selon certains ces conflits doivent s'aggraver et finalement conduire à un éclatement relatif de l'unité du marché mondial et à la constitution de zones d'influence autour des pôles dominants (Etats-Unis, Japon, Europe). La consolidation de la détente dans les relations Ouest-Est devrait renforcer cette possibilité, le parapluie militaire américain devenu inutile. Mais on peut avoir quelque doute sur la consistance éventuelle d'une politique néo-impérialiste commune de l'Europe: coincée entre la concurrence des périphéries industrialisées (les NICs) mieux placées pour ce qui est des industries traditionnelles et celle du Japon et des Etats-Unis potentiellement mieux armés dans les domaines de technologies nouvelles, l'Europe parviendrait-elle à s'imposer dans ce cadre ? Par ailleurs, l'ouverture de l'Est européen à une reprise de l'expansion allemande pourrait désolidariser Bonn de ses partenaires de la C.E.E. et compliquer davantage l'évolution des relations intra-Ouest. En tout état de cause on peut se poser la question de savoir si la poursuite de la construction européenne (l'horizon 1992 de la C.E.E.) résistera à l'absence de toute politique sociale

commune. J'en doute tant il me semble que les conflits sociaux prendraient alors une ampleur insoupçonnée (11).

En fait les termes de l'alternative les plus probables paraissent être les suivants : ou bien les occidentaux s'entêtent à vouloir construire l'Europe du marché commun capitaliste tel qu'il est conçu, et cette Europe sera fatalement allemande, avec ou sans annexion de l'Europe orientale à ce projet ; ou bien les forces progressistes en Occident comprendront qu'une «autre Europe» (celle de la «maison commune» envisagée par Gorbatchev) implique une plus grande autonomie sociale – dans l'interdépendance – de tous les partenaires, occidentaux, allemands et orientaux.

L'avenir du socialisme en Occident européen dépendra donc beaucoup de l'évolution des rapports intra-européens. Sans doute la bipolarisation idéologique issue des révolutions socialistes depuis 1917 serait-elle gommée si le capitalisme venait à être restauré dans les pays en question. Une évolution de ce genre que malheureusement une bonne partie de la gauche occidentale appelle de ses vœux par anticommunisme, se solderait par un recul durable des aspirations socialistes en Occident. Car elle ne se ferait nullement au bénéfice d'un essor de la social-démocratie, mais à celui de la droite bien entendu. Par contre, dans l'hypothèse d'un approfondissement d'évolutions nationales populaires dans les pays de l'Est, tout dépendra de l'écho de celui-ci sur les peuples d'Occident. Car cet approfondissement pourrait laisser les choses en l'état – des relations froides – si les illusions de l'aliénation économiste aidant – les travailleurs de l'Occident continuent à estimer que leurs niveaux de consommation demeurant supérieurs, il n'y a rien à apprendre de l'Est. Mais il pourrait aussi amorcer un renouveau de la conscience socialiste en Occident. C'est l'hypothèse la plus favorable à la cause du socialisme qui me paraît être celle de la perspective de la «maison commune Europe» proposée par Gorbatchev (12).

Mais en définitive l'axe central qui décidera de l'avenir du socialisme en Occident est celui que définissent les rapports Nord-Sud. Il n'y a là rien de bien nouveau pour nous, dont la thèse centrale est construite sur la prise de conscience de la dimension déterminante dans l'histoire que constitue la polarisation immanente à l'expansion capitaliste mondiale. L'acuité du conflit Est-Ouest avait certainement occulté pendant un certain temps celui, plus fondamental, qui résulte de cette polarisation, tout comme avant 1914 le conflit inter-impérialiste occupait le devant immédiat de la scène. L'atténuation des conflits intra-occidentaux et du contraste Est-Ouest s'accompagne donc d'un regain de l'hostilité envers les peuples qui sont les premières victimes de l'expansion capitaliste, ceux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Bien des signes indiquent aujourd'hui cette évolution régressive: la remontée des racismes et de l'arrogance coloniale, voire même sur des plans plus précis la «reconversion» des bases de l'OTAN dont les canons sont désormais dirigés vers la rive sud de la Méditerranée...(13)

Les contours d'une nouvelle mondialisation capitaliste possible demeurent donc tout à fait incertains. Sa configuration résultera de conflits qui se poursuivront nécessairement, en dépit du discours idéologique du libéralisme. Au demeurant même dans l'hypothèse absurde que les forces nationales et sociales en conflit acceptent de sacrifier leurs intérêts vitaux divergents pour se soumettre à la stricte logique de la «mondialisation par le marché» le monde ainsi reconstruit serait épouvantable. Aussi l'avenir reste-t-il ouvert à différents possibles et rien ne justifie donc l'abdication de la pensée et de la lutte pour promouvoir un projet global meilleur ; il ne s'agit pas là de subjectivisme volontariste car les choix politiques qui sous-tendent les projets d'avenir sont partie intégrante de l'objectivité historique. L'exploration des différents possibles exigerait alors qu'on examine les termes des alternatives concernant trois ordres d'évolution concernant : (I) le contraste centres/périphéries commandé par la logique du système ; (II) les rapports Ouest-Est ; (III) la compétition intra-Ouest. J'ai tenté de le faire brièvement en partant de la logique de l'unification unilatérale par le marché qui constitue l'essence du projet occidental.

Plus que jamais donc les forces de gauche ont le devoir de promouvoir une alternative crédible à cette option catastrophique. Je ne m'étendrai pas ici sur les linéaments possibles de cette alternative dont j'ai discuté ailleurs de quelques-uns de ses aspects **(14)**.

Premièrement : la seule stratégie qui ait un sens pour les forces progressistes à l'échelle mondiale, sur la base de laquelle un internationalisme des peuples des trois régions (Ouest, Est, Sud) pourrait retrouver un nouveau souffle doit s'inscrire dans la perspective de la construction d'un monde «polycentrique» articulant les différentes régions qui le composent d'une manière souple permettant la mise en oeuvre de politiques spécifiques requises par la variété des niveaux de développement et des situations objectives. Il faut reconnaître dès le départ que les problèmes que les peuples du monde ont à régler sont différents d'une région à l'autre ; il faut donc que le système mondial soit tel qu'un espace d'autonomie permette aux peuples de promouvoir leurs intérêts ; il faut concilier l'«interdépendance générale» et ce souci légitime d'autonomie; il faut substituer la logique d'un ajustement mutuel et réciproque à celle de l'ajustement unilatéral des plus faibles à la poursuite d'une expansion au bénéfice exclusif des plus forts.

Deuxièmement : le polycentrisme signifie pour les pays de l'Est et du Sud la poursuite de politiques de développement déconnectées au sens que j'ai donné à ce concept (la soumission des relations externes aux exigences du progrès interne et non l'inverse qui constitue l'essence de l'ajustement unilatéral par le marché). Cette stratégie s'inscrit dans la perspective d'avancées possibles en direction du socialisme (par la démocratisation et le renforcement de son contenu national populaire), et non d'une «restauration du capitalisme» dans les pays de l'Est, et dans celle d'un refus de la compradorisation des pays du Sud. Elle doit permettre également des avancées progressistes dans les pays de l'Occident, par l'ouverture d'espaces non marchands et par d'autres réformes axées sur la socialisation de la gestion économique. Pour l'Europe elle s'inscrit dans la perspective d'un rapprochement Est-Ouest fondé sur le respect de la diversité des situations aux antipodes de la vision du «roll back».

Troisièmement : en ce qui concerne plus particulièrement le Tiers Monde cette stratégie privilégie le concept de progrès (dans l'organisation des forces productives) fût-ce au détriment de la «compétitivité internationale» immédiate. Elle inscrit à son ordre du jour en priorité les objectifs d'une révolution agricole assumée dans l'égalité maximale (de manière à réduire les rythmes d'une urbanisation incontrôlable et à tenir compte des limites étroites de l'émigration internationale), de la transformation des activités informelles exploitées et dépendantes en une économie populaire de transition. Elle appelle à une combinaison efficace plan-marché, fondement d'une démocratisation soucieuse d'avoir un contenu social populaire. La vision du polycentrisme qu'elle inspire donne aux pays et régions du Tiers Monde une marge d'autonomie qui leur est refusée tant dans le modèle de l'unification mondiale par le moyen exclusif du marché que dans celui d'une régionalisation commandée par les pôles développés concurrents principaux.

Quatrièmement : dans le domaine des actions à mener au niveau de l'organisation internationale de l'interdépendance générale cette stratégie vise à encourager le développement d'embryons d'un «gouvernement mondial démocratique» (par opposition au «directoire des sept riches») comme par exemple par l'amorce d'un impôt mondial affecté aux interventions écologiques. Elle se propose aussi de réduire les tensions produites par le surarmement, notamment des superpuissances. Elle ambitionne enfin de donner un nouveau souffle à l'institutionnalisation démocratique de la gestion du monde par le renouveau de l'ONU.

Enfin pour conclure, je dirai que la construction d'un monde polycentrique ouvrant des perspectives à de nouvelles avancées socialistes implique la prise de conscience de la dimension culturelle universaliste du projet d'avenir. J'ai proposé d'ailleurs à ce sujet la double critique de l'eurocentrisme et des nationalismes culturalistes qui en constituent l'image inversée **(15)**.

Notes :

- (1) Cf. S. Amin, L'Eurocentrisme (Economica, 1988) p 13-19; Le développement inégal (Minuit, 1973) chap II ; également Karl Polanyi, La liberta in una societa complessa (Boringheri, 1987) et les travaux de l'école de Francfort.
- (2) La science et la technologie comme idéologie est un titre de chapitre des travaux de l'école de Francfort.
- (3) L'Eurocentrisme, opcit, chap II sect I.
- (4) Cf S. Amin, La question démocratique dans le Tiers Monde contemporain, Africa développement, 1989;cf. en particulier notre critique des thèses néo-wébériennes (Richard Sandbrook, The politics of Africa's stagnation, Toronto 1987). Cf. également les thèses de G. Arrighi concernant la répartition mondiale des armées active et passive du travail in S. Amin, G. Arrighi, A.G. Frank, I. Wallerstein, Transforming the Révolution, à paraître (notre contribution dans cet ouvrage est intitulée: The end of national libération ?).
- (5) Cf S. Amin, Réflexions sur le système international (à paraître en anglais), ouvrage collectif (Peter Golding éd.) Cf. également S. Amin, La déconnexion (la découverte, 1985).
- (6) S. Amin, L'avenir du maoïsme (Minuit, 1981) ouvrage dont le titre même, s'inscrivant à contre-courant, prévoyait peut-être mieux que d'autres le rejet probable par le peuple chinois de l'ouverture à la Deng !
- (7) Nous ne pouvons malheureusement pas tenter d'intégrer ici en quelques lignes la question nationale, dont nous n'avons jamais sous estimé l'importance (Cf S. Amin, Classe et Nation, Minuit 1979).
- (8) Cf La déconnexion (op cit), chap I et V ; S. Amin, La faillite du développement (Harmattan, 1989) chap VI ; également notre contribution à Transforming the Révolution.
- (9) Mes écrits sur ces mouvements sont principalement en arabe, en français cf. Existe-t-il une économie politique islamique ? Peuples Méditerranéens N° 21, 1982; également l'Eurocentrisme, op cit, chap II sect IV.
- (10) X. Gorostiaga, La transicion difícil, Managua 1987.
- (11) S. Amin, In favour of a polycentric world JFDA, dossier 69-1989.
- (12) S. Amin, La maison commune Europe, IFDA, dossier 73-1989.
- (13) Observation étudiée par Alberto Santos (groupe d'études du CEDETIM, Paris) Cf. S. Amin, F. Yachir, La Méditerranée dans le monde, la découverte 1988.
- (14) S. Amin, Une autre configuration des relations internationales Ouest-Est-Sud est-elle souhaitable, probable, possible ? Forum de Delphes, Harmattan 1989. L'Europe et les rapports Nord-Sud, l'événement européen, N° 7-1989.
- (15) L'Eurocentrisme, chap II sect IV et V.

La question du Tibet

(*Christian Déom*)

Le 10 décembre 1989, le Dalai-Lama se rendait à Oslo pour y recevoir le Prix Nobel de la Paix.

Cet événement fut l'occasion d'une série impressionnante d'interventions médiatiques sur ce que l'on a coutume d'appeler aujourd'hui «la question du Tibet».

Beaucoup de choses ont été dites. D'autres pas. Ce que l'opinion publique en a retenu se résume en quelques sentences souvent énoncées sans le moindre souci de les étayer : «résistance pacifique d'un peuple et d'un homme à l'occupation chinoise», «politique systématique de destruction de la culture tibétaine», «le Nobel de la Paix sanctionne Beijing»...

Chacun jugera. Néanmoins, il me paraît utile d'avancer ici d'autres faits, d'énoncer d'autres hypothèses et surtout de rechercher des informations vérifiables qui ont tant fait défaut dans le débat, pour autant qu'il y ait eu débat !

Les éléments d'information présentés ici le sont souvent à l'état brut. Vous voudrez bien en excuser l'auteur. Mais ils couvrent des thèmes qui me paraissent essentiels. Quelle était la nature de la société tibétaine sous le régime du Dalai-Lama ? Le Tibet fut-il historiquement intégré à la Chine ? Quel fut le rôle de puissances étrangères dans la «question tibétaine» et dans les événements de 1950 et 1959 ?

Avant d'aborder ces questions importantes, resituons d'abord le Tibet dans son cadre géographique et humain.

Le Tibet géographique

Le Tibet est l'une des cinq Régions Autonomes de la République populaire de Chine. Il jouit de ce statut depuis 1965.

Situé à une altitude moyenne de 4.000 mètres, le «Toit du Monde» s'étend sur près de 1,2 million de km², soit environ 39 fois la superficie de la Belgique. Géographiquement parlant, on distingue trois régions naturelles au Tibet : une zone essentiellement pastorale au Nord constituée par le plateau tibétain; au Sud, la grande vallée du fleuve Yaglung Zangpo, région agricole qui abrite les principales villes du Tibet sur les deux rives du fleuve – Lhasa, Shingatsé,... – ; enfin, l'est tibétain, couvert de forêts. Parlant de la question démographique, il convient de distinguer la population tibétaine – c'est-à-dire l'ethnie tibétaine – et la population du Tibet – c'est-à-dire les habitants de la Région autonome –. Selon le recensement de 1982, la population tibétaine s'élevait à 3,87 millions de personnes. La majorité de cette population vit à l'extérieur du Tibet : 54 pourcent dans la Région Autonome du Qinghai et dans les provinces du Gansu, Sichuan et Yunnan. 46 pourcent seulement, soit 1,786 million de tibétains habitent le Tibet proprement dit. En 1985, la Région Autonome du Tibet comptait 1,99 million d'habitants dont 71.000 de nationalité han.

Un régime féodal et théocratique

Quand nous parlons de féodalisme, nous songeons le plus souvent à une époque bien lointaine, celle du Moyen Age occidental. Au Tibet par contre, le "moyen âge", c'était encore hier ! Jusqu'en 1959 en effet, le Dalai-Lama régna sur un régime typique de ce que la science historique qualifie de féodalisme.

La base matérielle du régime du Dalaï-Lama reposait sur la propriété foncière. On distinguait trois grandes catégories de propriétaires, fonciers : le gouvernement central de Lhasa, représenté par le Dalaï-Lama, le clergé tibétain et la noblesse séculière (voir tableau 1).

TABLEAU 1

Propriétaires fonciers	Terres possédées (en % de la superficie totale)
Gouvernement central	38
Clergé (monastères)	37
Noblesse séculaire	25

La noblesse séculière comptait grosso modo 150 à 300 familles. Parmi elles, trente familles environ représentaient l'aristocratie supérieure qui fournissait pratiquement tous les officiels laïques du gouvernement central : les de-bon, familles descendant directement des anciens rois du Tibet, les yabshi, descendant des précédents Dalaï-Lama et les mi-dra, familles anoblies pour des mérites particuliers.

Une structure sociale typique du féodalisme s'était constituée sur la base de cette propriété foncière (voir tableau 2).

Classes sociales

TABLEAU 2

	% de la population totale
Noblesse	5
Clergé	15
Nomades	20
Serfs	60

Dans cette pyramide sociale, le clergé comptait pour 15 % de la population totale. Une couche sociale un peu particulière était constituée de peuplades nomades, essentiellement des éleveurs de yaks, organisées en tribus dirigées par des chefs héréditaires. Ces populations nomades – les Khampas – échappèrent pratiquement toujours au contrôle du gouvernement de Lhasa.

La majorité de la population se trouvait à l'état de servitude. On distinguait quatre catégories de serfs. Tout d'abord, les "tre-ba" ou "serfs payeurs de taxes". Responsables de certaines étendues de terres transmises de façon héréditaire, les tre-ba étaient astreints à toute une série d'obligations de service. A tout moment, ils devaient pouvoir offrir les moyens de transport nécessaires aux nobles et aux représentants du gouvernement qui devaient traverser la terre dont ils étaient responsables. Ces charges extrêmement lourdes pour les tre-ba exigeaient la mise à disposition d'animaux de trait, de guides, de logement d'étape et de nourriture pour les voyageurs. Dans un pays où n'existait pratiquement aucune infrastructure routière, ce rôle assuré par les tre-ba était d'une importance capitale pour les classes dominantes.

Contrairement au groupe précédent, les du-jong ne possédaient pas de terre et travaillaient généralement comme main-d'œuvre pour les tre-ba. Ces deux premières catégories regroupaient les serfs qui étaient propriété des monastères ou de l'aristocratie. Un troisième groupe rassemblait les serfs dont le propriétaire n'était autre que le gouvernement central de Lhasa.

Attachés au domaine du propriétaire foncier, les serfs cultivaient environ 70 % des terres sans aucune compensation, le propriétaire ne fournissant que les semences. Les trois quarts du travail du paysan tibétain étaient donc gratuits. A côté de ce droit de fermage, les serfs étaient encore astreints aux corvées – le ulag – ainsi qu'au paiement d'un nombre invraisemblable de taxes diverses. Le serf ne jouissait d'aucune liberté individuelle. A sa naissance, l'enfant était automatiquement inscrit au registre des propriétés du noble ou du monastère dont sa famille dépendait. Pour subsister dans des conditions aussi pénibles, la plupart des serfs empruntaient auprès de la noblesse ou des monastères qui pratiquaient des taux usuriers allant de 16 à 20 %. Une dette contractée remontait parfois à deux ou trois générations. La vente d'un serf pour épurer la dette familiale n'était pas chose rare.

La quatrième catégorie de serfs – les langsheng – constituait la couche sociale la plus basse. Les langsheng (environ 6% de la population totale) étaient des domestiques, attachés toute leur vie à une famille pour laquelle ils travaillaient sans compensation. Leur statut héréditaire ne se différenciait guère de celui de l'esclavage.

J'en arrive au caractère le plus spécifique du féodalisme tibétain tel qu'il subsista jusqu'en 1959, la fusion intime du pouvoir religieux et du pouvoir temporel, symbolisée en dernière instance par la personne du Dalaï-Lama.

Précisons d'emblée que le bouddhisme n'est pas la religion originale du Tibet. Avant la diffusion du bouddhisme, existait au Tibet une religion populaire – le Bon – inspirée du chamanisme, où la magie tenait une place importante. Le bouddhisme ne s'implanta au Tibet qu'à partir de 7^e siècle sous le règne du deuxième roi tibétain, Songtsen Gampo (620-649). Et, ironie de l'histoire, ce fut principalement sous l'influence de la princesse han Wen-cheng que le bouddhisme se répandit au Tibet. Rappelons que le roi Songtsen Gampo avait épousé cette fille de l'Empereur Taizong de la dynastie Tang en 641.

Que représente le Dalaï-Lama dans la conception lamaïste ? Les bouddhistes tibétains croient en la réincarnation qui permet aux êtres de progresser vers l'état de "non-désir". Parmi ceux qui arrivent aux portes du Nirvana, certains s'abstiennent d'y entrer et, par compassion pour leurs semblables, se réincarnent une nouvelle fois afin de les aider à se sauver également. Ce sont les Bodhisattva. Au Tibet, un Bodhisattva particulier, Chenrezig, est devenu le saint-patron du pays. Les Dalaï-Lama sont considérés comme les réincarnations successives de Chenrezig. Signalons au passage que "Dalaï" n'est pas un vocable tibétain mais bien mongol et signifie "océan de sagesse".

Au Tibet, la foi en la réincarnation de Chenrezig en la personne des Dalaï-Lamas poursuivait un objectif politique précis. Cette forme de succession au poste de leader religieux et temporel s'institutionnalisa à partir du 15^e siècle lorsque la secte Gelugpa dominait la vie religieuse du Tibet. Elle permettait au clergé tibétain de choisir la plus haute autorité du pays tout en écartant la noblesse séculière du contrôle du pouvoir puisque seule l'élite du clergé, les lamas supérieurs, était habilitée à identifier les réincarnations religieuses.

La réincarnation étant choisie parmi des enfants en bas âge (trois à cinq ans), une longue période de gouvernement effectif était de fait assurée par des régents qui furent souvent les détenteurs réels du pouvoir. De 1751 à 1950, les régents gouvernèrent le Tibet pour 77 % du temps. Certains Dalaï-Lamas sont par ailleurs morts très jeunes, probablement empoisonnés : le 9^e Dalaï-Lama est décédé à l'âge de 9 ans, le 10^e à l'âge de 21 ans et le 11^e à l'âge de 18ans. C'est le 12^e Dalaï-Lama qui connut la fin la plus tragique, le plafond de sa chambre à coucher l'écrasa grâce, semble-t-il, aux soins attentifs de son régent (1).

Quoiqu'il en soit, même si plusieurs Dalaï-Lamas ne jouèrent qu'un rôle purement symbolique, le système s'avéra particulièrement efficace pour établir et maintenir un régime théocratique particulièrement solide. En fin de compte, rien ne pouvait se décider ni se réaliser sans l'approbation du haut clergé lamaïste et, en particulier à partir du 15^e siècle, sans l'accord de la secte Gelugpa.

Mais la seule croyance en la réincarnation des Dalaï-Lamas ne peut expliquer complètement cette confortable position du clergé tibétain. La véritable épine dorsale du pouvoir religieux au Tibet était constituée par les monastères et leurs multitudes de moines. On estime généralement que les marnas représentaient de 20 à 33 % de la population mâle du Tibet. En 1959, le pays comptait 2.716 monastères et temples et 114.107 moines (2). En 1959 toujours, les trois principaux monastères de Lhasa regroupaient à eux seuls 16.500 lamas.

Les plus grands des monastères constituaient de véritables entités économiques quasiment indépendantes. Les monastères qui, rappelons-le, étaient propriétaires de 37 % des terres, possédaient également des serfs, près de 20.000 en 1954 (3).

Ils s'étaient constitués en institutions de prêt et en marchés d'échange. Parfois une garnison armée était en charge de la protection de ce patrimoine.

Une autre facteur qui peut expliquer la pérennité de ce régime est d'ordre idéologique: le Karma, une autre caractéristique du lamaïsme. Le Karma traduit l'idée que tout ce qui survient à une personne est non seulement inévitable, mais qui plus est, la conséquence de ces actes dans cette vie ou dans une vie antérieure. D'un point de vue séculier, cette doctrine est sans doute l'une des formes de contrôle social des plus ingénieuses et pernicieuses qui soient. Pour le Tibétain ordinaire, elle excluait toute possibilité de changer quoi que ce soit à son destin. Son état de servitude ne résultait pas d'un régime de propriété féodal mais bien d'actes répréhensibles commis dans une vie antérieure. A l'inverse, le propriétaire de serfs avait hérité de ce statut privilégié en récompense de mérites particuliers. A tout le moins, on ne peut guère parler d'une idéologie propice au développement des libertés individuelles !

Pour terminer ce point, il convient aussi de rappeler que plusieurs témoignages de résidents étrangers au Tibet ont confirmé la pratique de punitions corporelles et de sacrifices rituels d'un autre âge dans cette société féodale du vingtième siècle.

Etat du développement socio-économique

Le régime dont nous venons de rappeler les traits essentiels ne produisit aucun développement socio-économique digne de ce nom.

D'un point de vue sanitaire, le Tibet n'était pas réellement une région de bonne santé. On a estimé le taux de mortalité infantile de 40 à 75 % ! Le 14^e Dalaï-Lama lui-même nous informe que sa mère mit au monde 16 enfants dont 9 moururent en bas âge (4). Les maladies vénériennes affectaient 90 % de la population et la variole n'épargna pas le 13^e Dalaï-Lama en 1900 (5). La médecine moderne n'était pratiquée qu'au consulat indien. Quant à la médecine traditionnelle tibétaine, à côté d'aspects incontestablement valables, elle agglomérait également des pratiques telles que les saignées, l'exorcisme ainsi que la croyance au pouvoir mystique attribué à tout ce qui avait été en contact avec une personne sainte. A ce sujet, une circulaire du PCC qui faisait état de la visite du Dalaï-Lama à Beijing en 1954 rapportait avec étonnement que les excréments de tenzin Gyatso étaient recueillis dans un plateau doré et expédiés au Tibet pour y confectionner des médicaments (6). Il faut croire que le Dalaï-Lama n'accordait qu'une confiance toute relative dans les "médicaments" qu'il produisait lui-même naturellement puisqu'il recourait de préférence aux soins des médecins indiens. Pour ce qui concerne l'infrastructure économique avant 1959, il n'y avait en tout et pour tout que deux industries au Tibet : une petite centrale électrique de 10 Kw construite par les britanniques pour éclairer les 600 chambres du Palais Potala et un atelier de frappe de la monnaie locale. Pour l'ensemble du territoire, on comptait 10 km de routes ! Il faut dire que le parc automobile tibétain se réduisait aux deux voitures du Dalaï-Lama, reçues en cadeau des britanniques, et qui avaient été transportées en pièces détachées, à dos d'hommes, depuis le Sikkim.

La "Question du Tibet"

Quand cette question du Tibet est abordée, il n'est pas rare d'entendre des arguments tels que ceux-ci : "Il est vrai que Tibétains et Mongols eurent très tôt d'excellentes relations ainsi que Tibétains et Mandchous, mais ni les Mongols ni les Mandchous ne sont des Chinois !" ; ou encore : "1400 d'années d'oppression du Tibet par l'Empire chinois ne peuvent justifier l'occupation actuelle du Tibet par la République populaire de Chine."

Aussi, avant de tenter de répondre à la question de l'appartenance du Tibet à la Chine, il me paraît utile d'avancer ici trois éléments de réflexion préliminaires.

Depuis des siècles la Chine est un état multiculturel. Elle regroupe actuellement 56 nationalités différentes qui ont chacune leur langue, coutumes et traditions originales. Par ailleurs, la Chine a connu une très longue histoire d'unification, près de 2000 ans. Bien évidemment, cette évolution fut marquée de phases successives d'unification et de dislocation. Mais il n'en reste pas moins vrai que peu de pays au monde peuvent prétendre à un aussi long processus d'unification. Enfin, il convient de rappeler que durant près de 400 ans, l'histoire de la Chine s'est déroulée sous l'autorité d'ethnies minoritaires : les Mongols sous la dynastie des Yuan et les Mandchous sous la dynastie des Qing.

La Chine actuelle, et c'est là le résultat de 2000 ans d'histoire, est constituée de diverses nationalités. Ce caractère multi-ethnique d'un pays a souvent été mis à profit par des puissances étrangères pour s'attaquer à l'intégrité territoriale de pays dominés. Rappelons-nous que le Japon entama son invasion de la Chine en 1931 en créant l'état fantoche du Mandchoukuo, le prétendu "Pays des Mandchous".

L'intégration du Tibet à la Chine

Ecrire l'histoire du Tibet se heurte à deux difficultés particulières. La première provient de l'absence d'une langue écrite au Tibet avant le 7^e siècle. C'est par ailleurs un fait étonnant pour une société coïncée entre deux des plus anciennes civilisations au monde, l'Inde et la Chine. La seconde difficulté surgit au début du 20^e siècle lorsque le Tibet devint l'enjeu de la rivalité entre l'empire colonial britannique et la Russie tsariste. Il s'en suivit une interprétation de l'histoire du Tibet qui contribuera largement à brouiller les cartes.

De quoi est-on certain en ce qui concerne le Tibet historique ?

Tout d'abord, nous ne disposons d'aucune évidence historique solide quant à l'existence d'une entité politique au Tibet avant le 6^e siècle. C'est à cette époque qu'un chef de tribus nommé Namri Songtsen (750-620) étendit sa domination aux tribus voisines et tenta une unification qui fut parachevée par son fils Songtsen Gampo (620-649). La dynastie Tubo était née. Songtsen Gampo résolut habilement le délicat problème des relations politiques avec son puissant voisin, l'empire chinois, en épousant la fille de l'Empereur Taizong, la princesse Wencheng. Cette première relation formelle entre les deux sociétés ne traduisait pas encore une quelconque intégration du Tibet à l'Empire chinois. Mais elle fut le point de départ d'une suite continue d'échanges politiques et culturels entre les deux Etats. La princesse Wencheng était accompagnée d'artisans hans et de lettrés qui contribuèrent à l'interpénétration des deux cultures. Les fresques et peintures que l'on peut admirer actuellement au Palais Potala en témoignent. Rappelons également que la diffusion du bouddhisme au Tibet fut fortement influencée par cette présence chinoise. Sur le plan politique, sous la dynastie Tang, on enregistra 158 missions tibétaines à la cour impériale et la signature de huit traités de relations préférentielles entre les deux Etats.

Après 840, la première phase de la diffusion du bouddhisme s'achève au Tibet et l'on assiste à un retour en force des adeptes du Bon. Les bouddhistes tibétains sont persécutés. Le Tibet sombre alors dans une longue période de dissensions internes. Presque parallèlement, la dynastie Tang s'éteint elle aussi. Il faut attendre le 13^e siècle pour assister à une évolution profonde des relations entre les deux nations. A cette époque, les armées musulmanes se répandent en Inde. Le Tibet, totalement désuni, n'est pas en mesure d'affronter ces conquérants du sud. A la fois pour éviter la conquête par les troupes

mongoles et pour disposer d'un allié puissant contre les armées musulmanes, les autorités tibétaines envoyèrent en 1206 une mission de soumission à Genghis Khan. Aucun acte officiel ne résulta de cette démarche avant le milieu du 13^e siècle. En 1271, Koubilaï Khan, petit-fils de Genghis Khan, réunit l'Empire chinois et fonde la dynastie des Yuan. Son règne marque l'intégration effective du Tibet à la Chine. En 1260, Koubilaï Khan nomme Phagspa, chef de la secte sakya, au titre de "guoshi", c'est-à-dire ministre chargé des affaires religieuses ; dix ans plus tard, il lui confère le titre de ministre sous l'autorité de l'empereur pour administrer les affaires politiques du Tibet. Ces deux mesures politiques marquent également le début de la fusion du pouvoir religieux et temporel au Tibet.

Pour l'essentiel, la dynastie Ming conservera le système d'administration du Tibet mis en place par ses prédécesseurs.

A cette époque, le titre de Dalai-Lama n'existe pas encore au Tibet. En 1357 naît un personnage qui jouera un rôle déterminant pour l'avenir du Tibet. Il se nomme Zonggaba. Bouddhiste fervent, il entreprend de réformer le lamaïsme en fondant à cette fin une nouvelle secte, les Gelugpa. Très vite ce courant réformateur s'imposera et fondera deux des plus grands monastères de la région de Lhasa, le Drepung et le Sera. C'est à ce moment également que Zonggaba établit le principe de succession au titre de leader religieux du Tibet par la voie des réincarnations de Chenrezig. Ce système ne fut effectif qu'après la mort de Gedun Truppa, le disciple de Zonggaba. En 1578, Anda Khan, roi mongol sous l'autorité de l'empereur chinois invita Sonam Gyatso, la plus haute autorité de la secte Gelugpa à l'époque, à prêcher le bouddhisme en Mongolie. Suite à sa conversion, Anda Khan attribua à Sonam Gyatso le titre de troisième Dalai-Lama, les titres de premier et deuxième Dalai-Lama étant conférés à titre posthume à Gedun Truppa et Gedun Gyatso.

Le quatrième Dalai-Lama, Yonten Gyatso, symbolise le mieux l'étroite relation qui existait alors entre Mongols et Tibétains, puisqu'il était lui-même mongol de la famille de Anda Khan.

La Dynastie mandchoue des Qing qui succéda aux Ming confirma le titre au cinquième Dalai-Lama et perfectionna l'intégration du Tibet à l'Empire chinois en créant un gouvernement local – le Gasha – et en stationnant en permanence deux émissaires impériaux, les Amban. Un accord connu sous le nom d'"Accord en 28 Articles" réglera pour la suite les relations politiques entre le Tibet et la Chine jusqu'en 1911. Trois points essentiels sont à retenir de cet accord. Premièrement, les affaires politiques du Tibet seront désormais traitées en concertation entre le Dalai-Lama, le Panchen Lama et les Amban. Deuxièmement, les hauts fonctionnaires du Gasha seront proposés par le Dalai-Lama et les Amban et soumis à l'approbation de l'Empereur. Enfin, toutes les affaires extérieures du Tibet seront du ressort de l'Empereur.

C'est là un des documents essentiels quant à l'intégration effective du Tibet à la Chine.

Certains argumenteront que les liens politiques qui ont existé entre le Tibet et l'Empire chinois étaient très lâches et ne peuvent guère être pris en considération. Je répondrai que ces liens étaient typiques de ceux qui ont existé entre pratiquement tous les Etats féodaux du monde. On ne peut imaginer des relations politiques stables entre Etats qui ne sont en rien comparables à nos Etats modernes. Avec ces mêmes arguments on pourrait également mettre en cause l'identité de plusieurs Etats occidentaux contemporains. Par ailleurs, au Tibet même, les liens qui ont existé entre le gouvernement de Lhasa et certaines régions du Tibet étaient encore plus lâches, notamment pour la région de Kham par exemple.

L'indépendance du Tibet ?

Si les faits historiques rappelés précédemment paraissent relativement incontestables, comment dès lors expliquer la genèse de cette notion d'un "tibet indépendant" régulièrement mise en avant depuis l'exil du Dalai-Lama ?

On peut croire qu'elle est, pour une part, le produit direct des visées de certaines puissances étrangères sur le Tibet à la fin du 19^e siècle. A cette époque, le Tibet est à la croisée de trois grands Empires: l'Empire colonial britannique, l'Empire russe et l'Empire mandchou qui se caractérise alors par un état de grande faiblesse politique.

D'un côté, les Britanniques tentent de s'ouvrir le vaste marché chinois par la côte est, essentiellement le port de Canton. Les conséquences en sont connues: guerres de l'opium et traités inégaux imposés à la Chine. Rappelons également qu'à l'époque, l'Empire colonial anglais occupe l'Inde; en 1816, le Népal devient protectorat britannique; en 1846, le Kashmir et le Ladakh sont annexés ; en 1861, le Sikkim devient protectorat anglais et, en 1865, c'est au tour du Bouthan. Côté ouest, l'objectif des Britanniques est d'ouvrir trois routes commerciales vers la Chine : Burma-Yunnan, Kashmir-Xinjiang et Inde-Tibet-Sichuan.

Par ailleurs, la Russie tsariste convoite également le "Toit du Monde". En 1880, George Nathaniel Curzon, gouverneur général des Indes et architecte de la politique anglaise au Tibet, expose clairement l'enjeu de cette rivalité : "La suzeraineté chinoise sur le Tibet est une fiction, une affectation politique. Si nous ne faisons rien au Tibet, nous verrons la Russie tenter d'y établir un protectorat dans moins de dix ans. Cela pourrait ne pas constituer un danger militaire, en tout cas pour quelques temps, mais ce serait un danger politique pour ses effets sur le Népal, le Sikkim et le Bouthan. Nous pouvons empêcher un protectorat russe au Tibet en nous y prenant avant eux." (7)

Le diagnostic de Lord Curzon était correct quant à l'incapacité dans laquelle se trouvait à l'époque l'Empire chinois d'exercer effectivement son contrôle sur le Tibet. Qui donc comblerait le premier ce vide politique ? La réponse ne se fit guère attendre. En 1904, les troupes britanniques entrent au Tibet et occupent Lhasa. Cette position étant acquise, la Grande-Bretagne signait avec la Russie tsariste, en 1907, la convention de Saint-Pétersbourg. Tandis que la Grande-Bretagne reconnaissait les intérêts particuliers de la Russie en Mongolie, l'Empire russe admettait ceux de la Grande-Bretagne au Tibet. La seconde clause de ce traité nous intéresse plus particulièrement ici. Elle stipulait que "en conformité avec le principe admis de la suzeraineté de la Chine sur le Tibet, la Grande-Bretagne et la Russie s'engagent à ne pas entrer en négociations avec le Tibet sans passer par l'intermédiaire du gouvernement chinois".

Les termes de cette clause sont intéressants à deux égards. D'un part, ils démontrent l'obligation pour la Russie et la Grande-Bretagne de reconnaître l'autorité chinoise sur le Tibet. D'autre part, il est significatif de constater que ce soit le terme "suzeraineté" et non pas "souveraineté" qui est utilisé pour décrire cette autorité. C'est la première fois dans l'histoire du Tibet que le terme "suzeraineté" est employé dans un document officiel. Cette notion de suzeraineté signifie qu'un Etat dépendant, ici le Tibet, jouit d'une certaine autonomie pour ses affaires intérieures mais reste sous le contrôle d'un Etat plus puissant, en l'occurrence la Chine, pour les affaires extérieures et de défense. Ce terme modifie totalement la notion de souveraineté qui décrit, quant à elle, une situation où la Chine exerce un contrôle total sur le Tibet.

Il va sans dire qu'aucun gouvernement chinois n'a jamais reconnu cette convention de Saint-Pétersbourg.

Quatre ans après la signature de ce traité éclatait en Chine la révolution de 1911. Une période d'instabilité s'en suivit qui amena Londres à de nouvelles négociations avec Pékin sur la question du Tibet. Le 17 août 1912, Londres adresse un ultimatum à Yuan Chekai, alors président de la République chinoise. Le document britannique exigeait un retrait des officiels et de l'armée chinois du Tibet, condition sine qua non de la reconnaissance de la nouvelle République chinoise par la Grande-Bretagne. Dans un premier temps, Yuan Chekai rejettera cet ultimatum. Mais il se verra contraint d'entamer des négociations avec Londres lorsque le gouvernement britannique menacera de s'entendre directement avec les seules autorités tibétaines. La conférence tripartite de Simla en Inde, en octobre

1913, aboutira à un traité, non ratifié par la partie chinoise, établissant la ligne Mac-Mahon et transformant de fait le Tibet en protectorat britannique.

Le rôle des Etats-Unis dans l'histoire récente du Tibet

Cette notion de l'indépendance du Tibet sera remise au goût du jour par les Etats-Unis au lendemain de la proclamation de la RPC en octobre 1949. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Dans les années quarante, la position américaine officielle sur la question du Tibet est sans ambiguïté. Nous la trouvons exprimée entre autres dans une note diplomatique datée du 15 mai 1943 et adressée par les Etats-Unis au gouvernement britannique : "Pour sa part, le gouvernement des Etats-Unis n'oublie pas le fait que le Gouvernement chinois a depuis longtemps affirmé sa suzeraineté sur le Tibet et que la Constitution chinoise reprend le Tibet parmi les régions constituant le territoire de la République chinoise. Notre gouvernement n'a, à aucun moment, soulevé une seule question quant à l'une ou l'autre de ces affirmations." **(8)**

N'oublions pas qu'à l'époque les Etats-Unis soutiennent le régime de Tchang Kai Chek dans la guerre contre le Japon et, par la suite, contre les troupes de Mao Zedong.

Mais la seconde moitié des années quarante est le théâtre de changements politiques majeurs dans l'Est asiatique : en Chine, les troupes communistes gagnent du terrain; en Inde, au Vietnam, aux Philippines et en Birmanie, des mouvements d'indépendance nationale se développent. Progressivement, la politique extérieure de Washington va s'adapter à cette situation nouvelle. En janvier 1947, George R. Merrel, chargé d'affaires de l'Ambassade américaine à New-Delhli, envoie un câble à Washington dans lequel il exprime ses vues sur le Tibet : "Le Tibet se trouve dans une position stratégique d'une importance inestimable tant du point de vue idéologique que du point de vue géographique. Face à la possibilité d'une situation anarchique dans l'est asiatique, le Tibet et son peuple hautement conservateur pourraient agir comme un rempart contre la propagation du communisme à travers l'Asie, un îlot de conservatisme au milieu d'un océan d'agitation politique, et de plus, à l'ère de la guerre nucléaire, il pourrait s'avérer être le plus important territoire de toute l'Asie." **(9)**

Et G. Merrel concluait en argumentant que les avantages retirés d'un geste amical envers Lhasa contrebalanceraient sans peine les difficultés politiques qu'il pourrait susciter vis-à-vis de Tchang Kai Chek. Si les vues de Merrel étaient prémonitoires, il n'en reste pas moins vrai que jusqu'en 1950, l'attitude américaine ne se modifie pas sur la question. En témoigne par exemple l'attitude des Etats-Unis à l'occasion de la visite d'une délégation commerciale tibétaine en 1947. Cette délégation se rendit dans plusieurs pays occidentaux, dont les Etats-Unis, munie de passeports tibétains, donc sans valeur. En décembre 1947, l'Ambassade américaine à New-Delhli reçoit la directive que si la délégation tibétaine se présente pour obtenir des visas américains, ceux-ci devraient lui être délivrés sous la "forme 257", c'est-à-dire une procédure standard appliquée lorsque les requérants présentent des passeports d'un gouvernement que les Etats-Unis ne reconnaissent pas. Et, pour lever toute ambiguïté, l'Ambassade américaine à Nankin informe Tchang Kai Chek que : "Il n'y avait aucune raison de croire que la délivrance des visas indiquait un quelconque changement de la politique américaine sur la question de la souveraineté sur le Tibet." **(10)**

Mais au fur et à mesure de l'imminence de la victoire communiste en Chine, le nouveau point de vue de Washington se précise. Quelques mois seulement avant la proclamation de la RPC en octobre 1949, Ruth Bacon, attaché au Bureau des Affaires de l'Est Asiatique du Département d'Etat déclarait : "Dans l'éventualité d'une victoire communiste en Chine, les Etats-Unis devrait ne plus considérer le Tibet sous l'autorité de la Chine." Et elle invitait son gouvernement à établir des "covert relations" avec le Tibet "tout en évitant de donner l'impression que les Etats-Unis pourraient avoir des prétentions sur le Tibet". **(11)**

Cette déclaration, comme d'autres de la même époque, montre à suffisance que le nouveau point de vue américain ne repose en aucune manière sur une quelconque adhésion morale à l'indépendance du Tibet mais s'inscrit dans le cadre de la croisade anti-communiste que Washington s'apprête à lancer tous azimuts.

C'est en 1950 que débutèrent de façon évidente les opérations de soutien des Etats-Unis au Tibet. Durant l'été 1950, des instructions sont données au Ministère de la Coordination Politique (l'administration chargée des opérations secrètes) pour "initier une guerre psychologique et des opérations paramilitaires contre le régime communiste. (...) L'objectif est d'entretenir et de soutenir des éléments anti-communistes tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Chine en vue d'étendre la résistance au gouvernement de Pékin." (12)

Entre 1950 et 1953, ces opérations consistèrent notamment à former une centaine d'agents chinois reconduits clandestinement en territoire chinois pour y mener des actes de sabotage et un travail de recrutement de ressortissants de minorités nationales tout le long de la frontière sud de la Chine, depuis le Nord-Est de l'Inde jusqu'au Laos. (13)

Mais revenons un peu en arrière. Le premier octobre 1949, la RPC est proclamée. Certaines régions restent encore à libérer: Taiwan, l'île de Hainan et le Tibet. Rétrospectivement, il semble que le nouveau gouvernement n'avait pas envisagé d'envoyer l'armée au Tibet. Pékin suivait une autre stratégie consistant à négocier avec des personnalités tibétaines favorables à la réunification et à s'appuyer sur celles-ci pour gagner d'autres couches de la population à cette cause. Zhu De, commandant en chef de l'APL, était en charge de ces négociations. Mais l'agitation anti-chinoise au Tibet avait déjà gagné du terrain. Elle atteignit son paroxysme avec l'assassinat en août 1950 d'un envoyé tibétain de Beijing, le lama Ge-da, rallié à la voie de l'unification du Tibet à la RPC. C'est peu après ces événements, le 7 octobre 1950 exactement, que l'APL reçut l'ordre d'entrer au Tibet. Quatre jours plus tard, les troupes rentraient à Chamdo où eurent lieu les seuls affrontements qui firent environ 200 morts (14). A Lhasa même, on n'enregistra pas de combats.

Sous la pression d'une partie du haut clergé, le Dalaï-Lama avait fui à Yatung, petite cité proche de la frontière indienne. A ce moment précis, les efforts des Etats-Unis se concentraient sur un seul objectif : son exil. Mais le Dalaï-Lama revint à Lhasa et donna son accord pour l'envoi de deux délégations tibétaines à Beijing. Les négociations se poursuivirent durant un mois et débouchèrent sur la signature de l'"Accord en 17 points" le 23 mai 1951, accord ratifié par le Dalaï-Lama. La concession du régime socialiste était de ne rien changer aux prérogatives de l'ancienne classe dominante du Tibet et de ne pas entreprendre de réformes socio-économiques sans l'accord préalable du Dalaï-Lama. Cette politique est concrétisée dans les articles 4, 7 et 11 de l'"Accord en 17 points" : "4. L'autorité centrale n'apportera pas de modification au système politique en place au Tibet. Elle n'apportera pas non plus de modification aux statuts et prérogatives préétablis du Dalaï-Lama. Les fonctionnaires aux différents échelons continueront à assumer leurs fonctions comme à l'ordinaire. (...) 7. La politique de liberté des croyances religieuses stipulée dans le Programme commun de la Conférence consultative politique du peuple chinois sera appliquée. Les croyances religieuses, les mœurs et les coutumes du peuple tibétain seront respectées, et les monastères lamaïques seront protégés. L'autorité centrale n'effectuera pas de changement quant au revenu des monastères. (...) 11. Touchant les différentes réformes du Tibet, aucune contrainte ne sera exercée par l'autorité centrale. Le gouvernement local du Tibet entreprendra les réformes de sa propre initiative, et lorsque le peuple soumettra des demandes de réforme, la question sera réglée au moyen de consultations avec le personnel dirigeant du Tibet."

Pour en terminer avec ce point des événements de 1950 et de l'" Accord en 17 points", citons encore cette directive du CC du PCC qui montre la prudence extrême avec laquelle le régime socialiste envisageait les réformes au Tibet : "Actuellement, pour l'application intégrale de l'Accord, nous ne disposons pas de bases matérielles, ni d'appui dans les masses, ni de soutien dans les couches sociales supérieures. Son application forcée apporterait plus de préjudices que d'avantages. Puisqu'ils ne veulent pas appliquer l'Accord, eh bien, renonçons pour le moment ; (...) Qu'ils poursuivent leurs

agissements cruels contre le peuple, tandis que nous nous consacrerons à des tâches bénéfiques telles que la production, le commerce, la construction des routes, le service sanitaire et le front uni, cela afin de gagner les masses, et lorsque les conditions auront été réunies, nous aborderons la question de l'application totale de l'Accord. S'ils estiment inopportune la création des écoles primaires, nous pouvons aussi l'interrompre." (15)

La Rébellion de 1959

Depuis quelques années, un certain nombre de documents officiels américains sont déclarés "déclassés", c'est-à-dire accessibles. Ils apportent la preuve que la rébellion de 1959 était préparée de longue date. D'anciens responsables des services secrets américains ont confirmé ces faits, ainsi qu'un des dirigeants des rebelles Khampas, un dénommé Wangdu (16).

Sur base de ces diverses sources, on peut avancer avec certitude que la CIA fut impliquée dans les événements du Tibet depuis 1956 au plus tard. Gyalo Thondup, frère aîné de l'actuel Dalaï-Lama, organisa la première mission d'entraînement de six Tibétains à Taiwan, pour le compte de la CIA (17). Fin 1958, un premier parachutage d'armes fut effectué dans les territoires des Khampas. Il incluait 100 fusils d'origine britannique, 20 mitrailleuses, 2 mortiers 55 mm, 60 grenades à main et des munitions (19). On sait également que d'autres Tibétains furent entraînés par la suite au Colorado, à Camp Haie, par un vétéran Marine de la Seconde Guerre mondiale, l'instructeur Anthony Poe (18).

L'exil du Dalaï-Lama restait l'objectif de la stratégie américaine et devait servir de point de ralliement aux opposants au régime de Beijing.

Venons-en aux événements proprement dits. En août 1958, des rebelles Khampas commencent à arriver en masse à Lhasa et à y mener diverses activités d'agitation "ant-han". La rébellion sera déclenchée par un incident relativement mineur. Voici la première version qu'en donne le Dalaï-Lama. Le premier mars 1959, le Dalaï-Lama reçoit une lettre transmise par un émissaire chinois, l'invitant à se rendre à une représentation théâtrale dans le camp de l'APL près de Lhasa. Le Dalaï-Lama dit être sommé d'y répondre en fixant une date. Il choisit le 10 mars. Le Dalaï-Lama ajoute que dès le début cette invitation lui parut suspecte parce qu'elle n'avait pas été acheminée par les canaux habituels et... "une rumeur se répandit aussitôt à travers la ville que les Chinois avaient mis au point un plan pour me kidnapper. Durant la soirée et la nuit de 9 mars, la nervosité allait croissant et le matin du lendemain, une grande partie de la population de Lhasa avait spontanément décidé d'empêcher à tout prix ma visite au camp des Chinois" (20).

La version chinoise est sensiblement différente. Selon eux, le Dalaï-Lama aurait lui-même fixé la date du 10 mars sans y être contraint et cela un mois avant les faits. La version chinoise fut ridiculisée durant des dizaines d'années et qualifiée de propagande jusqu'au jour où un ancien membre de l'entourage du Dalaï-Lama en confirma l'exactitude. Interviewé en 1981, le Dalaï-Lama reconnut que sa version originale des faits était incorrecte (21).

Poursuivons le fil des événements. Le matin du 10 mars, une foule estimée de 10.000 à 30.000 personnes s'est rassemblée devant le Norbulingba, le Palais d'été où se trouve alors le Dalaï-Lama. Qu'elle est, à ce moment précis, la position du Dalaï-Lama ? Nous la connaissons avec précision grâce à un échange de lettres, du 11 au 15 mars, entre le Dalaï-Lama et le Général Tan Guansan, Commissaire politique de l'APL au Tibet. Le 11 mars, le Dalaï-Lama écrit : "Des éléments réactionnaires sont en train de mener des actions qui mettent ma vie en danger sous prétexte de garantir ma sécurité." (22) Le 15 mars, nouvelle lettre du Dalaï-Lama au général Tan : "Je suis en train de tracer une ligne de démarcation entre les gens progressistes et ceux qui s'opposent à la révolution au sein des officiels de mon gouvernement. Dans quelques jours, quand j'aurai suffisamment de forces auxquelles je peux faire confiance, je me rendrai au Commandement du camp militaire." (23) Et le lendemain, il charge l'un de ses proches de requérir l'aide chinoise pour se rendre au camp de l'APL.

Deux éléments intéressants sont à relever de cette correspondance.

D'une part, les sentiments exprimés par le Dalaï-Lama démontrent que durant ces journées tumultueuses, sa position est nettement en opposition à la rébellion qui couve. D'autre part, l'entourage du Dalaï-Lama est manifestement divisé sur la tournure des événements.

Le Dalaï-Lama était-il conscient de ce qui se tramait et de l'enjeu de son exil éventuel vers l'Inde ? On peut en douter. Il faut savoir en effet que le Dalaï-Lama était entièrement coupé du monde extérieur et que les seules informations qu'ils pouvait en avoir passaient obligatoirement par ses conseillers.

Quoiqu'il en soit, le 15 mars, sa position est de rester à Lhasa.

C'est alors que survient, le 17 mars, l'incident qui provoquera le déclenchement de la rébellion. A 4h de l'après-midi, deux obus de mortier sont tirés en direction du Palais d'été et s'écrasent misérablement dans un marais tout proche. La rumeur se répand que les Chinois sont en train de bombarder le palais. C'est à ce moment que le Dalaï-Lama décide, dans la précipitation, de s'enfuir déguisé en moine. Il franchira la frontière indienne le 31 mars.

Cette fuite était-elle improvisée ? Le Dalaï-Lama pouvait en avoir l'impression.

Mais plusieurs témoignages semblent prouver le contraire. Richard Bessel, ancien responsable des opérations clandestines de la CIA, reconnaît que le Dalaï-Lama n'aurait pu réussir cette expédition vers l'Inde sans l'aide d'agents préparés à cette éventualité. On sait par le Dalaï-Lama lui-même qu'un Khampas équipé d'un radio-émetteur l'accompagna durant tout le périple.

Reste encore la question du tir des deux obus. Aux dires du Dalaï-Lama, ils auraient été tirés du camp militaire chinois. L'affirmation paraît peu crédible. Si l'on en croit la lettre datée du 15 mars, le Dalaï-Lama était sur le point de se rendre au camp de l'APL et exprimait son soutien aux chinois. Pourquoi ceux-ci auraient-ils tiré sur le palais, provoquant de la sorte un retournement de situation qui ne pouvait que leur être défavorable ? Il paraît plus logique de penser que le tir d'obus provenait des émeutiers Khampas.

Pour en terminer avec ces événements, précisons encore qu'après la fuite du Dalaï-Lama, les combats entre l'APL et les Khampas se poursuivirent encore quelques jours à Lhasa et dans la région de Loka. Selon les sources chinoises, ces affrontements auraient fait quelques centaines de victimes ; le Dalaï-Lama estime quant à lui ce chiffre à quelques milliers.

Le Tibet après 1950

Selon les termes de l'Accord en 17 points, les structures sociales et les prérogatives des élites tibétaines ne pouvaient être remises en cause lors de l'intégration du Tibet à la RPC. De fait, durant les dix premières années, l'effort se concentra sur le développement économique. L'une des toutes premières préoccupations des Chinois fut d'ouvrir le Tibet au reste de la Chine en traçant trois routes qui devaient permettre un trafic régulier. La première reliant Lhasa à la province du Sichuan sur 2.400km traverse 14 cols. La deuxième, inaugurée en 1954, permet d'atteindre le Qinghai après 2.100km. La troisième enfin ouvre le Tibet sur la Région autonome du Xingiang au bout de ses 1.200km. Signalons que le Tibet ne supporta aucun frais pour le tracé de ces trois artères. Sur le plan de la scolarisation, 78 écoles primaires étaient ouvertes en 1957 à 6.000 écoliers. Un millier de jeunes tibétains furent également envoyés dans divers instituts des minorités nationales. Il s'agissait pour la Chine de donner une formation accélérée aux futurs cadres tibétains.

C'est au lendemain de la rébellion de 1959 que les réformes sociales et politiques furent entreprises. L'ancien gouvernement local céda la place au Comité préparatoire pour la Région autonome du Tibet et de nouvelles structures administratives étaient créées aux divers échelons.

La réforme la plus importante fut sans nul doute la redistribution des terres aux anciens serfs et l'abolition parallèle de toutes les anciennes formes de servage.

Entre 1966 et 1976, le Tibet, comme le reste de la Chine, vit déferler la vague des gardes rouges de la Révolution

Culturelle. Monastères, temples et monuments historiques furent démantelés sous l'action des gardes rouges ou de jeunes Tibétains ralliés au mouvement. Tous les aspects de la vie religieuse et des coutumes tibétaines furent frappés d'interdit. Malgré les tentatives de Zhou En-lai pour empêcher ces actions inconsidérées, le pire ne fut pas évité. En 1987, la revue chinoise "Beijing Information" citait quelques chiffres tristement éloquents (24) : avant 1959, le Tibet comptait 2.716 monastères et temples et 114.107 lamas ; en 1966, il ne restait que 553 monastères et temples et 6.913 lamas.

Malgré les efforts importants consacrés actuellement par le gouvernement chinois pour tenter de réparer ces dégâts, il est certain que les blessures infligées au Tibet et à ses habitants durant cette période prendront beaucoup de temps à se cicatriser.

En guise de conclusion

Le Prix Nobel de la Paix est devenu une arme idéologique dans les mains des puissances impérialistes pour imposer leur conception de la «paix» et des «droits de l'homme» aux peuples qui luttent pour leur libération et le socialisme. En 1989, le Nobel de la Paix a été attribué à un ancien propriétaire d'esclaves qui dirigeait l'un des régimes les plus obscurantistes du monde. Auréolé de ce prix et disposant de puissants moyens, le Dalaï-Lama joue aujourd'hui parfaitement son rôle en se présentant comme apôtre de la non-violence et défenseur de la liberté pour le Tibet. Il participe ainsi activement à la nouvelle escalade de la campagne anti-communiste qui vise à ramener la Chine à l'état de néo-colonie. Lors de l'attribution du Nobel, le Président du Comité Nobel ne put s'empêcher d'évoquer le mouvement contre-révolutionnaire de Pékin en termes significatifs : «Les événements en Chine ont rendu sa candidature (celle du Dalaï-Lama, ndlr) plus actuelle qu'auparavant. (...) Si j'étais un étudiant chinois, je soutiendrais totalement ce choix.» (25) Au vu de ces propos, il est certain que la «question du Tibet» restera dans l'avenir un thème favori des puissances impérialistes dans leurs efforts pour déstabiliser le socialisme en Chine.

(Une version abrégée du présent article est paru dans le n° 3 du bimestriel "Chine Sélection", mars 1990, de l'Association Belgique-Chine.)

Références bibliographiques.

- (1) Tibet, M. Buckley, R. Strauss, Guide Arthaud, p.49
- (2) Beijing Information, n°43,26/10/1987, p.22-23
- (3) Commission Internationale des Juristes, La question du Tibet et la primauté du droit, Genève, 1959.
- (4) Dalai-Lama, Autobiography (London), p.19
- (5) The Making of Modern Tibet, Tom Grunfeld, Zed Books Ltd, 1987, p.20
- (6) Tom Grunfeld, op.cit., p.20
- (7) The British Rôle in Sino-Tibetan Relations, Dr. Raghuvira, Tibetan Review, (New Dehli), 1,2,1968, p.16
- (8) Tom Grunfeld, op.cit., p.81
- (9) Foreign Relations of the United States, 1947, vol H. The Far East : China (Washington, US government Printing Office, 1972),p.588-592
- (10) Ibidem, p.760-761
- (11) Tom Grunfeld, op.cit., p.89
- (12) «The CIA's Secret Opérations», Harry Rositzke, New-York, Reader's Digest Press, 1977, p. 13
- (13) Tom Grunfeld, op.cit., p.97
- (14) Ibidem, p. 105
- (15) Oeuvres Choiesies, Mao Zedong, Tome V, p.77-78
- (16) Many Rebel Khampas Killed in Népal, Tibetan Review, 9, 8, 1974,p.9-10
- (17) Tom Grunfeld, op.cit., p149
- (18) «Super Secret Missions : CIA Spy Teams inside Red China», M. Morrow, San Francisco Chronicle, 4/9/1970, p.24
- (19) Chris Mullin, The CIA : Tibetan Conspiracy, FEER, 89, 1975
- (20) Dalai-Lama, Autobiography, London
- (21) D. Norbu, The 1959 rébellion, p.88, Dalai-Lama interview, 26/7/198 1,p.88
- (22) Tom Grunfeld, op.cit., p.131
- (23) Ibidem
- (24) Beijing Information, n°43,26/10/1987, p.22
- (25) Le Monde, 7-10-1989

Chronique Historique – Révolution et contre-révolution : le cas de la Finlande

(John Newsinger)

La révolution bolchevique de 1917 déclencha une grande vague de troubles qui menacèrent, durant un certain temps, l'Europe entière. La domination de la bourgeoisie et des propriétaires terriens risquait d'être balayée et le pouvoir des travailleurs établi. La menace, toutefois, ne devint pas réalité et, pays après pays, les forces révolutionnaires connurent la défaite.

Le premier pays qui essaya de suivre l'exemple russe fut son proche voisin, la Finlande, où un mouvement ouvrier puissant et bien organisé semblait presque assuré de prendre le pouvoir au début de 1918. Pourtant, la classe ouvrière finlandaise connut une défaite écrasante, faisant dans pratiquement toutes les familles ouvrières du pays des morts, des handicapés ou des prisonniers. Quelles furent les causes de cette défaite historique ?

La Finlande était une province de la Suède, jusqu'à ce que le tsar Alexandre 1er l'annexe à la Russie, en 1809.

On laissa à la province une autonomie considérable, et l'opposition nationaliste à la domination russe était très peu importante. Et c'est seulement lorsque le développement économique se mit en route, dans les années 1870, que le nationalisme devint une force.

Le développement industriel fut impressionnant. En 1870, l'ensemble de la production industrielle était évaluée à seulement 3 millions de livres. En 1914, elle s'élevait déjà à 40 millions. Il y avait seulement 120 km de chemins de fer au début des années 1860. En 1914, il y en avait 5.000. Le nombre des travailleurs employés par l'industrie passa de moins de 30.000 en 1885 à 110.000 en 1914, bien que ce chiffre représentait encore une minorité de la population active.

Tandis que la petite bourgeoisie finlandaise commençait à faire de l'agitation en faveur de l'indépendance, regardant de plus en plus vers l'Allemagne impériale pour obtenir un soutien, la classe ouvrière finlandaise se tourna vers l'organisation syndicale et le socialisme. En 1889, le «Parti des Travailleurs Finlandais» fut fondé. En 1903, son nom devint «Parti Social Démocrate Finlandais» (PSD). Il adopta un programme sur le modèle de celui des Sociaux-Démocrates allemands.

La ligne politique du nouveau parti ressemblait beaucoup à celle des mencheviks russes. Le parti avait une conception rigide et mécaniste du développement social, affirmant que la Finlande était encore dominée par le féodalisme, et que, par conséquent, la transformation à laquelle les socialistes devaient s'atteler était la réalisation d'une société bourgeoise plus progressiste, avec une démocratie parlementaire pleinement développée. Le Parti était consacré tout entier à la voie parlementaire vers le socialisme, mais pensait que la victoire finale se trouvait encore bien loin. La Finlande, disait-on, n'est pas encore mûre pour le socialisme. De plus, le socialisme n'était pas quelque chose pour lequel il fallait lutter, mais serait le résultat du processus inévitable du développement social.

Il n'était même pas nécessaire que le parti lie le socialisme à la voie parlementaire, le progrès l'y porterait de lui-même. Dans cette optique, la lutte de classe était, au mieux, une diversion, au pire, un obstacle. Tout ce que le PSD avait à faire était tenir bon et attendre son tour.

La révolution de 1905 en Russie mit cette placidité à rude épreuve. Bien que la lutte n'attint jamais le même niveau qu'en Russie, les travailleurs finlandais se mirent en mouvement. Fin octobre, une grève générale paralysa le pays, et dans la plupart des villes, une Garde Rouge fut mise sur pied. La direction du parti fut effrayée par cette grande vague de militantisme, mettant en garde contre les grèves inutiles

et saisissant la concession faite par le tsar en faveur du suffrage universel pour mettre fin à la lutte. Ils obtinrent un parlement, mais un parlement sans pouvoirs.

Néanmoins, la Révolution de 1905 transforma la vie politique en Finlande. Le PSD, malgré le comportement médiocre de sa direction, passa rapidement de 17.000 membres en 1904 à plus de 85.000 membres en 1906. Pour la première fois, le parti s'enracina en zone rurale, obtenant le soutien des travailleurs agricoles et des petits métayers.

Aux élections de 1907 pour le parlement finlandais, le PSD obtint plus d'un tiers des votes et emporta 80 sièges sur 200. Pour la direction du parti, ces résultats confirmaient la justesse de la voie parlementaire et ils firent de leur mieux pour oublier le soulèvement révolutionnaire qui les avaient rendus possibles.

Le PSD au cours de toutes les élections qui suivirent et jusqu'en 1917, vit augmenter le nombre de votes en sa faveur et le nombre de sièges qui lui étaient attribués. Il bénéficia de plus de succès électoraux que n'importe quel parti socialiste européen. Pratiquement toutes les villes avaient leur «maison du peuple» construite en bois, par les travailleurs eux-mêmes, où se déroulaient les meetings et les activités sociales. Le parti était une force politique réelle, une force politique en développement.

Le début de la première guerre mondiale eut pour conséquence la chute des salaires réels et des pénuries chroniques de nourriture, renforçant la radicalisation de la classe ouvrière finlandaise. De plus en plus de travailleurs se tournèrent vers le PSD, ce qui eut pour conséquence le grand triomphe de la voie finlandaise parlementaire vers le socialisme : aux élections de 1916, le PSD obtint la majorité parlementaire, avec 103 sièges.

Une pareille victoire était sans précédent. Le seul problème était que le parlement finlandais n'avait aucun pouvoir, et le gouvernement tsariste refusa tout simplement de lui permettre de se réunir. Mais loin d'utiliser leur majorité pour introduire des réformes pour remédier aux conditions toujours plus détériorées des travailleurs, confrontés à la famine par milliers, le PSD resta fidèle à ses préjugés politiques. La situation n'était pas mûre pour le socialisme, disait la direction. Le féodalisme devait d'abord être remplacé par une société bourgeoise, où les socialistes auraient bien sûr de l'influence, mais ne pouvaient s'attendre à prendre le pouvoir. Par conséquent, la direction du parti décida de former un gouvernement d'unité nationale avec les conservateurs de droite. Il y eut une opposition acharnée de la part de la gauche du parti, mais, en fin de compte, elle entérina la décision. Cependant, à l'extérieur du parlement, où la classe ouvrière affrontait quotidiennement des pénuries alimentaires, le chômage croissant et une pauvreté accrue, la réponse fut plus déterminée. Un Soviet fut créé à Helsinki, qui prit pratiquement le contrôle de la capitale, et cet exemple s'étendit rapidement à d'autres villes. Des Gardes Rouges furent à nouveau créés. Le pouvoir était effectivement entre les mains de la classe ouvrière, mais la direction avait la ferme volonté de le remettre entre les mains de la bourgeoisie.

La modération de la direction du PSD allait devenir de plus en plus en porte-à-faux avec le militantisme croissant de la classe ouvrière, mais elle fut encore capable de garder le contrôle de l'appareil du parti. Une vague de grèves déferla sur la campagne, à laquelle participèrent des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles. Dans les villes, le pouvoir des employeurs fut brisé dans les ateliers et les usines, et des comités de base commencèrent à fixer les prix dans les magasins et à vendre les marchandises eux-mêmes. Mais, tandis que la classe ouvrière prenait des mesures pour se défendre face à la crise sociale croissante, la direction du parti ne fit rien. Les mesures destinées à améliorer les conditions de vie des travailleurs n'étaient pas acceptables pour leurs partenaires conservateurs de la coalition gouvernementale, et satisfaire ceux-ci était la priorité numéro un.

La tragédie de la gauche du PSD à cette époque fut que, tout en encourageant l'action militante en dehors du parlement, elle ne rompit jamais avec les réformistes, afin d'affronter politiquement le gouvernement de coalition.

Au lieu de s'organiser en vue d'une action politique indépendante, qui aurait balayé les dirigeants de droite du PSD, la gauche s'évertua à faire pression sur ceux-ci, essayant de les pousser vers la gauche. A la mi-juin, le Congrès du PSD entérina la décision de rentrer dans un gouvernement de coalition, par 70 voix contre 27. C'était le bon moment pour que la gauche fasse une scission et crée un parti révolutionnaire. Au lieu de quoi, elle resta dans le PSD; les conséquences en furent désastreuses.

Le parlement finlandais demanda l'indépendance totale par rapport à la Russie, ce que le gouvernement provisoire de Petrograd refusa d'accorder. Kerensky était totalement opposé à l'indépendance des nationalités soumises à la Russie. Il rassembla même des troupes prêtes à envahir le pays et, le 31 juillet, il fit dissoudre le parlement finlandais, de façon anti-constitutionnelle et unilatérale. Le coup d'état de Kerensky plaça la direction du PSD devant trois possibilités : se battre, accepter ou ne rien faire. Ils ne voulaient certainement pas se battre, ils ne pouvaient pas accepter, à cause de la colère manifestée par la base; ils choisirent donc la voie de l'inaction, et démissionnèrent de la coalition, en guise de protestation. Durant ce temps, la combativité de la classe ouvrière continua à croître. Le 14 août, les syndicats finlandais appelèrent à une grève générale face à l'aggravation de la pénurie alimentaire. La grève fut un succès total, mais on ne la mena pas jusqu'au bout, jusqu'à la victoire. Les dirigeants du PSD jouèrent le rôle de médiateurs auprès du gouvernement conservateur, recevant suffisamment de promesses pour mettre fin à la grève au bout de deux jours.

Bien que le PSD ne fit rien pour combattre la droite, la droite était alors en train de prendre des mesures pour écraser la classe ouvrière. Le patronat et les propriétaires terriens étaient fermement décidés à en finir avec l'insubordination des travailleurs. Il ne faisait pas confiance à la direction du PSD pour protéger indéfiniment leurs propriétés, et regrettaient même les concessions limitées qu'ils avaient été forcés de faire pour maintenir la crédibilité du PSD. Un premier pas fut accompli dans ce sens par l'organisation de Gardes Blancs, qui pourraient être utilisés pour rétablir «l'ordre et la légalité». Et lorsque de nouvelles élections eurent lieu au début octobre, la direction du parti était au désespoir. La combativité des travailleurs échappait tout à fait à son contrôle, et les dirigeants craignaient une insurrection imminente de la part des Gardes Rouges. Tandis que la droite construisait sa puissance armée, le PSD faisait tout ce qui était en son pouvoir pour démobiliser les Gardes Rouges, et essaya de les persuader de déposer les armes.

Les élections se traduisirent par une augmentation des voix pour le PSD, mais la crise qui, dans de nombreuses régions, approchait de la guerre civile, avait servi à unifier la droite, dont l'électorat augmenta encore plus. Le parti vit sa représentation parlementaire ramenée de 103 à 92 sièges, et la droite s'assura la majorité. Malgré les résultats des élections, la volonté d'actions décisives grandit dans la classe ouvrière. Les travailleurs n'étaient pas prêts à accepter que ceux qui avaient de quoi manger décident que ceux qui n'en avaient pas meurent de faim. La crise ne pouvait pas être résolue en recourant aux urnes.

Lentement et à contre-cœur, le PSD fut poussé vers la gauche. Le parti exigea que le gouvernement contrôle totalement les réserves alimentaires ou en supporte les conséquences. Il n'y avait là aucune intention de prendre le pouvoir ; mais bien une confrontation imposée au parti, sous peine de perdre toute influence sur les travailleurs.

Le 28 octobre, le dirigeant du parti, Kullervo Manner, résuma ainsi la pensée de la direction du parti : *«Nous ne pouvons plus éviter très longtemps la révolution... la confiance dans l'activité pacifique est perdue et la classe ouvrière commence à n'avoir confiance que dans sa propre force... Si nous nous trompons sur l'approche rapide de la révolution, je serai enchanté. » (1)*

Au lieu de se confronter de manière décisive avec la bourgeoisie afin de prendre le pouvoir et écraser sans pitié ses adversaires, la classe ouvrière finlandaise devait supporter le handicap d'une direction qui cherchait par dessus tout le compromis, qui détestait la révolution, craignait et se méfiait de la base, et gardait toujours l'espoir de réaliser un compromis. Les conséquences, répétons-le, allaient s'avérer désastreuses.

Le 8 novembre, le PSD et les syndicats créèrent un Conseil Révolutionnaire Commun, où la discussion sur la question de savoir s'il fallait ou non prendre le pouvoir eut lieu. Le Soviet d'Helsinki, où la gauche tenait fermement les rênes, optait pour la révolution, et menaçait d'agir de façon indépendante. La colère de la classe ouvrière atteignit une intensité explosive. Puis, le 12, les syndicats votèrent en faveur de la prise du pouvoir, et appelèrent à une grève générale pour le 14 novembre. Une fois de plus, la grève fut un succès écrasant, et bientôt pratiquement tout le pays fut aux mains de la classe ouvrière. La droite n'était toujours pas prête à mettre sur pied une riposte effective. Mais loin d'agir pour renverser le gouvernement, la direction du PSD essaya plutôt d'utiliser la grève pour obtenir des concessions permettant d'en justifier la fin. Lorsque le Conseil Révolutionnaire se réunit le 16 novembre, le pays était entre ses mains. Une résolution fut présentée, appelant à renverser le gouvernement et à prendre le pouvoir. Elle fut approuvée par 14 voix contre 11. Toutefois, ceux qui étaient contre étaient les représentants du PSD, et, suite à leur opposition, une nouvelle résolution fut proposée rejetant toute décision, qu'elle soit pour ou contre la prise du pouvoir. La résolution fut adoptée. Comme l'écrit Anthony Upton, l'historien de la révolution finlandaise : *«La révolution finlandaise avorta le 16 novembre, à 7 heures. Le mouvement avait été à deux doigts de la prise du pouvoir, et reflua alors, passant par conséquent à la défensive ; une attitude fatale pour un mouvement de masse révolutionnaire. Les dirigeants socialistes avaient démontré dans les faits que, malgré des années passées à parler de la révolution, ils n'avaient aucunement le désir ou l'intention de diriger une révolution, mais que leur politique avait toujours été de l'empêcher s'ils le pouvaient, pas seulement parce qu'ils craignaient l'ennemi bourgeois, mais surtout parce qu'ils avaient foncièrement peur des masses. » (2)*

La grève générale était maintenant sans objectif, et lorsque le gouvernement ne fit aucun signe de vouloir faire des concessions, le Conseil Révolutionnaire vota, le 18 novembre, la fin de la grève. La lâcheté politique de la direction du PSD s'était soldée par une trahison historique de la classe ouvrière finlandaise. La grève générale se termina par une défaite, le coup fatal ayant été porté non par le gouvernement mais par la direction du PSD. La classe ouvrière était dans la confusion et démoralisée, tandis que le gouvernement exultait. Le contraste avec les événements en Russie où, pendant que les travailleurs finlandais allaient à la défaite, les bolcheviques prenaient le pouvoir, ne pouvait être plus frappant. En Russie, un parti révolutionnaire mena la classe ouvrière à la victoire. En Finlande, un parti réformiste refusa l'opportunité de prendre le pouvoir que la classe ouvrière lui offrait sur un plateau d'argent et, au contraire, la mena à la défaite.

Bien que la gauche du PSD protesta avec véhémence, elle porta la responsabilité de ce désastre. Le comportement de la direction du parti au cours de la crise n'était vraiment pas surprenant ; ce fut seulement le point culminant de tout ce qu'elle avait fait au cours de l'année précédente et, en fait, depuis la fondation du parti. La gauche toutefois, au lieu d'assumer la tâche de la construction d'un parti révolutionnaire, s'illusionna en imaginant qu'elle allait pousser la direction du parti vers la gauche, qu'elle pouvait faire en sorte qu'un parti réformiste mène une révolution à la victoire. A cause de cette erreur fatale, elle ne rompit jamais avec le PSD, de sorte qu'il n'y avait pas de parti révolutionnaire pour avancer une alternative politique lorsque le grand débat fut entamé. Le 26 novembre, un homme de droite radical, Svinhufvud, devint premier ministre, avec pour mission d'écraser la classe ouvrière. Il déclara rapidement la Finlande indépendante de la Russie soviétique, se tournant vers l'Allemagne impériale pour l'appuyer. Un ancien général tsariste, le baron Mannerheim, fut chargé d'organiser les Gardes Blancs. Le 12 janvier 1918, Svinhufvud était prêt et le Parlement vota la création des Gardes Blancs. C'était un vote en faveur de la guerre civile. La bourgeoisie était maintenant suffisamment confiante pour étaler au grand jour ses préparatifs contre-révolutionnaires. Malgré tout, la direction du PSD espérait un compromis et poussait au calme. Les provocations de droite augmentèrent de jour en jour, et la classe ouvrière riposta avec un courage et une détermination qui couvrirent de honte ses dirigeants. A la mi-janvier, des combats généralisés éclatèrent entre Gardes Blancs et Gardes Rouges dans la ville de Viipuri, et le Soviet d'Helsinki s'adressa aux bolcheviques pour demander leur aide. Le 20 janvier, Lénine fit envoyer à Helsinki un train avec 15.000 fusils, des munitions, des mitrailleuses et des pièces d'artillerie. Les Gardes Rouges se mobilisèrent et prirent le contrôle du sud de la Finlande sans même consulter la direction du PSD.

Svinhufvud décida de fuir la capitale et de rétablir son gouvernement dans le nord, où Mannerheim avait concentré ses forces. Il promit de détruire la gauche en la mettant à feu et à sang. La guerre civile avait éclaté, et c'est seulement le 27 janvier que le PSD établit, à contre-cœur, un gouvernement révolutionnaire, dirigé par Kullervo Manner. Ce n'est que parce que Svinhufvud leur avait déclaré la guerre qu'ils prirent la décision de riposter.

Comme le dit Upton, ils *«ne faisaient pas une révolution, ils la subissaient, mais par la nécessité historique»* (3).

Même au pouvoir, les dirigeants du PSD demeurèrent fidèles à leurs préjugés politiques. En ce qui les concernait, il ne s'agissait pas d'une révolution sociale pour établir un Etat ouvrier, mais d'une mesure défensive prise par la classe ouvrière, pour défendre la démocratie parlementaire contre une conspiration de droite. Le socialisme n'était toujours pas à l'ordre du jour. Ils ne désiraient pas vraiment détruire leurs adversaires dans une bataille ouverte, mais espéraient utiliser leur force pour contraindre Svinhufvud à être raisonnable et à accepter un compromis.

Tandis que les Gardes Blancs consolidaient leurs positions dans le nord et s'apprêtaient à lancer une offensive contre le sud, le prétendu gouvernement révolutionnaire attendit passivement que quelque chose se passe. Des milliers de travailleurs se rallièrent aux Gardes Rouges, augmentant leurs effectifs jusqu'à environ 140.000 hommes et femmes, mais aucun essai ne fut fait pour les transformer en une force militaire réelle, capable de combattre dans une vraie guerre.

Des sympathisants et des agents des Gardes Blancs pouvaient agir pratiquement sans entraves, sauf là où les Gardes Rouges locaux avaient l'initiative, et la bourgeoisie et les propriétaires terriens n'étaient aucunement agressés. Aucune tentative réelle ne fut effectuée pour canaliser et diriger l'enthousiasme et la détermination des travailleurs vers une tentative réelle pour détruire la droite. Avec une direction déterminée et une organisation efficace, il est indubitable que la classe ouvrière aurait pu triompher, même à ce stade. Svinhufvud et Mannerheim avaient si peu de soutien qu'ils devaient enrôler de force dans les Gardes Blancs, dans les zones qu'ils contrôlaient, et ils craignaient toujours que ces troupes se révèlent peu sûres. Ils avaient l'avantage d'avoir des officiers professionnels, dont beaucoup étaient «empruntés» à l'armée suédoise, mais ils étaient tout de même confrontés à une tâche très difficile: celle de conquérir les bastions de la classe ouvrière.

L'événement décisif fut l'intervention de l'armée allemande. Quelque 12.000 soldats allemands furent envoyés pour appuyer les Gardes Blancs ; ils jouèrent un rôle décisif dans la défaite des Rouges. Les Allemands s'emparèrent d'Helsinki dans les premiers jours d'avril 1918, et au milieu du mois de mai les combats avaient cessés. Un reste décimé de la gauche traversa péniblement la frontière de la Russie soviétique.

Mannerheim exerça une répression sauvage. Près de 10.000 prisonniers Rouges furent fusillés sur le champ, tandis que 265 autres prisonniers furent exécutés après une succession de procès montés. Plus de 80.000 Rouges furent gardés prisonniers dans des conditions abominables, ce qui eut pour résultat qu'avec l'arrivée de l'été, plus de 12.000 d'entre eux étaient morts de faim, de maladie, de mauvais traitements et de violences. Ce n'est qu'en août 1918 que les exilés finlandais fondèrent un parti communiste en Russie, de l'autre côté de la frontière. Mais c'était trop tard. Une des plus grandes occasions de prendre le pouvoir par la classe ouvrière au cours de la vague révolutionnaire de 1917-23 avait été ratée, et chaque famille ouvrière connaissait le prix de cette défaite.

Notes :

1. Anthony Upton. The Finnish Révolution, 1917-18 (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1981), p.133.

2. Ibid. p.157

3. Ibid. p.259